

TABLE DES MATIÈRES

Cégeps : Aide psychologique.....	4
JOURNAL DE MONTRÉAL: Cégépiens et détresse psychologique: rien n'est prévu pour désengorger le système – Incapables de patienter, des jeunes décident d'en finir – Vendredi 10 novembre 2006.....	4
JOURNAL DE MONTRÉAL: Cégeps: aide psychologique: cinq longues semaines d'attente – Il faut parfois tout ce temps pour consulter un psychologue – Jeudi 09 novembre 2006.....	5
JOURNAL DE MONTRÉAL: Cégeps: aide psychologique: des ressources insuffisantes – Jeudi 09 novembre 2006.....	5
JOURNAL DE MONTRÉAL: Cégeps: aide psychologique: listes d'attente des cégeps de la région de Montréal – Jeudi 09 novembre 2006.....	6
Environnement chimique.....	6
LE MONDE : Scientifiques et ONG dénoncent la " pandémie silencieuse " créée par la pollution chimique : Une étude publiée par " The Lancet " souligne que des dizaines de milliers de produits chimiques n'ont pas fait l'objet de tests évaluant leur toxicité, notamment chez l'enfant – Édition du samedi 11 novembre 2006.....	6
Rapport annuel du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).....	7
PNUD : La crise mondiale de l'eau et de l'assainissement requiert d'urgence un plan d'action mondial : Le Rapport mondial sur le développement humain 2006 demande que soit établi le droit fondamental de tout être humain à disposer d'au moins 20 litres d'eau potable par jour – Jeudi 09 novembre 2006.....	7
LA PRESSE : Indice de développement humain : le Canada au 6ème rang – Vendredi 10 novembre 2006.....	10
CYBERPRESSE : PNUD: Le rapport sur le développement humain met l'accent sur la crise de l'eau - Le jeudi 09 novembre 2006.....	10
LE MONDE : 17 % de l'humanité en manque d'eau potable : Les Nations unies s'inquiètent une nouvelle fois des besoins en eau potable de la planète. Plus d'un milliard de personnes n'y ont pas accès – Édition du vendredi 10 novembre 2006.....	10
MÉTRO : Le développement lié à l'Accès à l'eau potable – Vendredi 10 novembre 2006.....	11
Demain vous appartient : Parlons politique !: suite.....	12
JOURNAL DE MONTRÉAL : Économie, par Nathalie Elgrably : Parlons propagande – Jeudi 09 novembre 2006.....	12
LA PRESSE : Opinion : Un devoir bâclé : avec leur guide Parlons politique, les syndicats d'enseignants de cégep tombent carrément dans la pensée magique, par Marc Simard, professeur d'histoire au cégep François-Xavier Garneau – Mercredi 08 novembre 2006.....	12
La démocratie : un autre regard.....	13
LE NOUVEL OBSERVATEUR : Entretien avec José Saramago : «La démocratie est un mensonge », # 2190 jeudi 26 octobre 2006.....	13
Marché du carbone.....	14
LE DEVOIR : Marché du climat: Ambrose met le Bloc au défi - Édition du jeudi 09 novembre 2006.....	14
MÉTRO : Québec pour une bourse du carbone à Montréal – jeudi 09 novembre 2006.....	14
LE DEVOIR : Marché du climat: Harper confirme l'annonce d'Ambrose - Édition du mercredi 08 novembre 2006.....	14
LA PRESSE : DES RÉGLEMENTS OU LA MORT : La Bourse du carbone - Le mercredi 08 novembre 2006.....	15
JOURNAL DE MONTRÉAL : Bourse climatique : une décision rapide s'impose – Mercredi 08 novembre 2006.....	16
Méto : Bécharde veut la bourse du carbone à Montréal – Mercredi 08 novembre 2006.....	16
LE DEVOIR : 1ère page : Ambrose a semé la confusion : Le marché du climat à Montréal: c'est trop tôt, dit le bureau d'Harper - Édition du mardi 07 novembre 2006.....	16
LE SOLEIL : Rona Ambrose sème la confusion – Mardi 07 novembre 2006.....	18
MÉTRO : Bourse du carbone au pas? – Mardi 07 novembre 2006.....	19
24 HEURES : Changements climatiques : Le Canada aura son marché – Mardi 07 novembre 2006.....	19
RADIO-CANADA / POLITIQUE : Changements climatiques : Signaux contradictoires d'Ambrose - Mise à jour le lundi 6 novembre 2006 à 21 h 20.....	20
THE GAZETTE: On climate change, starts small, but start now: "Albertans are more favourable than most Canadians to a carbon tax", by Jay Brian, on Global warming – Tuesday, November 07, 2006.....	20
THE GAZETTE: Carbon trading offers rewards for action. Businesses that exceed emission-reduction targets can sell credit to others: Helping companies clean up their acts – Tuesday, November 07, 2006.....	22
THE GAZETTE: Carbon neutrality is company's goal – Tuesday, November 07, 2006.....	24
LE DEVOIR : 1ère page : Le marché du climat ira à Montréal - Tout pourrait être en place dès ce printemps, dit Ambrose – Édition du lundi 06 novembre 2006.....	24
Québec - Environnement: plan, soutien,	26
LE DEVOIR : Québec évite de se lier à Kyoto - Le gouvernement ne veut pas assumer seul les coûts d'une réduction de 6% des émissions de GES - Édition du jeudi 09 novembre 2006.....	26
LE DEVOIR : 1ère page : Érosion: des dégâts d'un milliard au Québec : Ouranos commence à chiffrer les dommages du réchauffement - Édition du mercredi 08 novembre 2006.....	26
LE DEVOIR : Changements climatiques - Ultramar appuie l'essentiel du plan de Québec - Édition du mercredi 08 novembre 2006.....	27
LA PRESSE : Ultramar aime le plan vert de Québec – Mercredi 08 novembre 2006.....	28
LA PRESSE : Forum : L'indépendance inutile : en matière d'environnement, aucun obstacle ne s'oppose à ce que le Québec devienne aujourd'hui même un modèle pour le monde entier, par Jean Leclair, professeur, Faculté de droit, Université de Montréal – Mercredi 08 novembre 2006.....	28
LE SOLEIL : Le président d'Ultramar appuie le plan vert de Québec – Mercredi 08 novembre 2006.....	29
MÉTRO : Un réchauffement d'un milliard – Mercredi 08 novembre 2006.....	29
24 HEURES : Environnement – Mercredi 08 novembre 2006.....	29
THE GAZETTE: Quebec seeks common ground – Wednesday, November 08, 2006.....	29
LA PRESSE : Kyoto refroidit le climat entre Québec et Ottawa - Le mercredi 01 novembre 2006.....	29
MÉTRO : Québec s'accroche à son plan vert – Mercredi 1er novembre 2006.....	30
RADIO-CANADA / POLITIQUE : Plan vert : Bécharde contre-attaque - Mise à jour le mardi 31 octobre 2006 à 23 h 15.....	30

LE SOLEIL : Programme canadien pour réduire la pollution atmosphérique : Rona Ambrose critique le Plan vert du Québec – Harper, lui, tend la main aux néo-démocrates – Mardi 31 octobre 2006.....	32
Canada : Clean Air Act – Kyoto -	33
LA PRESSE: Les camions roulent plus, mais polluent un peu moins - Le vendredi 10 novembre 2006.....	33
LE SOLEIL : Ambrose continue de s'enfermer – Mercredi 08 novembre 2006.....	33
THE GAZETTE : EU summit controversy dogs Harper – Spokesperson denies PM knew Kyoto on agenda – Wednesday, November 08, 2006.....	34
THE GAZETTE: Opinion: Left-Right deal: NDP, Tories make strange bedfellows on environment – Harper-Layton pact stands to help both parties, by L.Ian MacDonald – Wednesday, November 08, 2006.....	34
LA PRESSE : Harper n'a pas peur de parler de Kyoto – Le mardi 07 novembre 2006.....	34
THE GAZETTE : Editorial : Go to Helsinki, Mr. Harper – Tuesday, November 07, 2006.....	35
THE GLOBE AND MAIL: EU skeptical on cancelled climate talks : Officials challenge Prime Minister's story, call for Ottawa to meet Kyoto obligations – Tuesday, November 07, 2006.....	35
LE DEVOIR : Chronique : Vive le BAPE!, par Michel Venne – Édition du lundi 06 novembre 2006.....	36
THE GAZETTE : PM too « chicken » to face EU leaders, Layton says – NDP offers to help attend summit – Harper cancelled trip amid suggestions Canada could be chastised over Kyoto targets – Monday, November 06, 2006.....	37
THE GLOBE AND MAIL: PMO rejects NDP offer of safe passage to EU summit: Opposition pairing would have let Harper discuss global warming at talks in Finland – Monday, November 06, 2006.....	37
CYBERPRESSE : ENVIRONNEMENT : Harper sera absent au sommet canado-européen - Le samedi 04 novembre 2006.....	38
LA PRESSE : Chronique, par Vincent Marissal : Le courage vert – Jeudi 02 novembre 2006.....	38
LA PRESSE : Harper accepte de soumettre son plan vert à un comité - Le jeudi 02 nov 2006.....	39
MÉTRO : Projet de loi conservateur sur la qualité de l'air : l'opposition promet un remodelage à son goût – Jeudi 02 novembre 2006 40	40
RADIO-CANADA / POLITIQUE : Environnement : Harper cède devant la menace de Layton – Mise à jour le mercredi 1 novembre 2006 à 22 h 11.....	40
LE DEVOIR : Éditorial : Deux poids, deux mesures, Jean-Robert Sansfaçon – Édition du mercredi 01 novembre 2006.....	40
LE DEVOIR : Le bras de fer entre Layton et Harper se poursuit - Édition du mercredi 01 novembre 2006.....	41
LA PRESSE : Layton prêt à faire tomber le gouvernement - Le mercredi 01 novembre 2006.....	41
LE SOLEIL : Rencontre Layton-Harper : beaucoup de brouhaha sans résultat – Mercredi 1er novembre 2006.....	42
JOURNAL DE MONTRÉAL : Environnement : Layton n'a rien obtenu de Harper – Mercredi 1er novembre 2006.....	43
MÉTRO : 1ère page : Changements climatiques : Layton menace les conservateurs – Mercredi 1er novembre 2006.....	43
24 HEURES : Layton prend le leadership en environnement – Mercredi 1er novembre 2006.....	44
THE GAZETTE: Harper weighs revisions to bill: Meets with Layton; NDP wants 'thorough and complete' rewrite - Wednesday, November 01, 2006.....	44
THE GLOBE AND MAIL: THE GREEN PLAN : PM to consider changing bill - Tories' Clean Air Act is 'dead in the water' if legislation isn't toughened, Layton says – Wednesday, November 01, 2006.....	45
RADIO-CANADA / POLITIQUE : Changements climatiques : Jack Layton prend le leadership - Mise à jour le mardi 31 octobre 2006 à 23 h 23.....	45
Changements climatiques: Rapport Stern et conséquences.....	47
HM Treasury of Great Britain : Stern Review final report – October 30, 2006.....	47
JOURNAL DE MONTRÉAL : Économie, par Michel Van de Walle : Catastrophe chiffrée – Vendredi 10 novembre 2006.....	47
LE MONDE : Climat : les Etats approuvent le rapport Stern, sans être prêts à amplifier leur action – Samedi 04 novembre 2006.....	48
LE DEVOIR : Près d'une espèce marine sur trois est en voie de disparition - Poissons et crustacés disparaîtront du menu d'ici 45 ans - Édition du vendredi 03 novembre 2006.....	48
LE SOLEIL : Chronique : Michel C.Auger : De Blair, à Bush, à Harper... - Le vendredi 03 novembre 2006.....	49
LE SOLEIL : Un monde sans poissons ni fruits de mer d'ici 2048 – Des scientifiques sonnent l'Alarme – Vendredi 03 novembre 2006.50	50
RADIO-CANADA / SCIENCES ET SANTÉ : Environnement : Les océans se vident rapidement - Mise à jour le vendredi 3 novembre 2006 à 10 h 25.....	50
STANFORD REPORT: Ocean study predicts the collapse of all seafood fisheries by 2050, November 2, 2006.....	51
LE SOLEIL : Éditorial : Environnement chaud, par Brigitte Breton – Mercredi 1er novembre 2006.....	52
THE GAZETTE : Editorial : Stern Report : A ringing call to action on global warming – Wednesday, November 01, 2006.....	52
THE GAZETTE : Some chill in réaction to climate study – Wednesday, November 01, 2006.....	53
LE MONDE : 1ère page : Climat : le prix du réchauffement : L'inaction des Etats contre l'effet de serre aurait un coût démesuré, selon les Britanniques – Mercredi 1er novembre 2006.....	53
LE MONDE : Quatre mesures pour sauver la planète – Mercredi 1er novembre 2006.....	53
LE MONDE : Le réchauffement met en péril l'économie mondiale - Un rapport du gouvernement britannique chiffre à 5 500 milliards d'euros les conséquences du changement climatique si rien n'est fait – Mercre3di 1er novembre 2006.....	54
LE MONDE : PROFIL NICK STERN : Un économiste ouvert d'esprit de plus en plus écouté – Mercredi 1er novembre 2006.....	54
LE SOLEIL : Réchauffement climatique : pertes anticipées de 7755 milliards \$CAN dans le monde – Mardi 31 octobre 2006.....	56
Montréal : accueil des jeunes des régions.....	57
MÉTRO : Destination Montréal : chaque année, Montréal attire plus de 21 000 jeunes des régions – Mercredi 1er novembre 2006.....	57
LA PRESSE: VIVRE LE RÊVE DE LA GRANDE VILLE : Difficultés pour les jeunes des régions - Le mercredi 01 novembre 2006.....	57
RADIO-CANADA: TÉLÉJOURNAL MONTRÉAL : Reportage : Vivre à Montréal – Mardi 31 octobre 2006.....	58
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Forum Jeunesse de Montréal : Un plan pour guider les jeunes migrants - Mise à jour le mardi 31 octobre 2006 à 16 h 39.....	58
Cégeps : Sous financement.....	59
LE DEVOIR : Opinion : Le sous financement des cégeps - Une impasse financière oubliée, par Pierre Fortin, Professeur d'économie à l'Université du Québec à Montréal, et Pierre Malouin, Physicien et directeur général du financement de l'enseignement supérieur au ministère de l'Éducation de 1997 à 2002 - Édition du jeudi 02 novembre 2006.....	59
Endettement étudiant.....	60

RADIO-CANADA / ONTARIO : Collégial : Des étudiant plus endettés - Mise à jour le vendredi 3 novembre 2006 à 9 h 50.....	60
MÉTRO : Les collégiens s'endettent davantage - Jeudi 02 novembre 2006.....	60
FONDATION CANADIENNE DES BOURSES DU* MILLÉNAIRE : Nouvelles : La dette d'un étudiant de premier cycle universitaire s'élève désormais à 24 000 \$ - Celle des étudiants du niveau collégial augmente - Le 1 novembre 2006.....	60
Monde étudiant : cégeps, universités,	61
LE SOLEIL : L'Université Laval établira bientôt un campus à Montréal - Le jeudi 09 nov 2006.....	61
LE SOLEIL : L'université Laval à la croisée des chemins : le financement au bout du rouleau - Jeudi 09 novembre 2006.....	62
LE SOLEIL : L'université Laval à la croisée des chemins : Un campus davantage ouvert sur la ville - Jeudi 09 novembre 2006.....	62
LE SOLEIL : L'université Laval à la croisée des chemins : le style Pigeon - Jeudi 09 novembre 2006.....	63
LE SOLEIL : L'université Laval à la croisée des chemins : Formation : l'avenir est « à la carte » - Jeudi 09 novembre 2006.....	63
LE SOLEIL : L'université Laval à la croisée des chemins : Chronique : Un recteur sans leadership, par François Bourque - Jeudi 09 novembre 2006.....	64
MÉTRO : UdeM : Frais techno en trop - Jeudi 09 novembre 2006.....	64
LA PRESSE : Un million d'universitaires au Canada - Le mercredi 08 novembre 2006.....	65
THE GAZETTE : University enrolment tops million : record student numbers - Wednesday, November 08, 2006.....	65
MÉTRO : LA grogne s'installe à l'université de Montréal - Mercredi 08 novembre 2006.....	65
24 HEURES : Étudiants - Mercredi 08 novembre 2006.....	66
MÉTRO : L'UDM impose des frais « techno » - Mardi 07 novembre 2006.....	66
JOURNAL DE MONTRÉAL : Université de Montréal - Frais technologiques : les étudiants opposés - Mardi 07 novembre 2006.....	67
24 HEURES : Les frais technologiques irritent les étudiants de l'université de Montréal - Mardi 07 novembre 2006.....	67
CYBERPRESSE : Des étudiants manifestent à Ottawa - Le mardi 07 novembre 2006.....	67
MÉTRO : Pour des cégeps écolo - Jeudi 02 novembre 2006.....	68

Cégeps : Aide psychologique

JOURNAL DE MONTRÉAL: Cégépiens et détresse psychologique: rien n'est prévu pour désengorger le système – Incapables de patienter, des jeunes décident d'en finir – Vendredi 10 novembre 2006

CÉGÉPIENS ET DÉTRESSE PSYCHOLOGIQUE

Rien n'est prévu pour désengorger le système

■ Incapables de patienter, des jeunes décident d'en finir

Alors que des jeunes du cégep doivent patienter des semaines sur des listes d'attente pour rencontrer un psy, le ministère de l'Éducation n'a rien prévu de particulier pour désengorger le système.

JEAN-PHILIPPE PINEAULT

Le Journal de Montréal

Les établissements collégiaux doivent puiser dans l'enveloppe globale qui leur est octroyée chaque année pour embaucher des spécialistes, comme des psychologues et des infirmières.

Le gouvernement Charest a annoncé au mois d'août qu'il allait bonifier les sommes allouées aux cégeps de 80 millions sur trois ans.

«Les ressources financières sont là. La responsabilité revient à chacun des établissements de faire les choix organisationnels qui s'imposent», affirme la porte-parole du MELS, Marie-France Boulay.

Malgré les nouvelles sommes annoncées, les psychologues dans les institutions collégiales sont complètement débordés.

Le Journal de Montréal révélait hier que les étudiants doivent attendre des semaines pour consulter un spécialiste dans plusieurs établissements.

Incapables d'attendre aussi longtemps, des jeunes décident d'en finir avant d'être vus par un spécialiste.

Une situation qui rend très mal à l'aise plusieurs thérapeutes, qui estiment qu'on pourrait sauver des vies avec plus de ressources.

Nettement insuffisant

La Fédération du personnel professionnel des collèges doute sérieusement que les

deniers supplémentaires vont servir à désengorger le système.

«C'est nettement insuffisant. Ça n'aura aucun effet sur les listes», lance le président de l'organisme, Bernard Bérubé.

La Fédération des cégeps estime quant à elle que les nouvelles sommes ne suffisent pas à répondre aux besoins.

«Il y a beaucoup d'autres choses qui nous préoccupent, comme l'entretien du parc immobilier et les bibliothèques appauvries», indique Caroline Tessier, porte-parole de l'organisme.



JEAN-MARC FOURNIER

Ministre de l'Éducation

PHOTO D'ARCHIVES

■ Un comité a été mis sur pied l'an dernier par le ministère de l'Éducation pour coordonner des activités de sensibilisation, notamment la production de vidéos, de dépliants et de conférences s'adressant aux cégepiens. Son budget d'activité est

limité à 25 000 \$ annuellement pour l'ensemble du Québec.

jppineault@journalmtl.com

SOMMES ALLOUÉES

■ Sommes allouées aux cégeps pour les ressources humaines spécialisées (sauf les profs)

2005-2006	200,8 M\$
2006-2007	204 M\$

■ Enveloppe fixe (Identique pour tous les cégeps. Assure les services de base. Les directions d'établissement peuvent jouer avec ces sommes pour financer une partie des services spécialisés.)

2005-2006	104,8 M\$
2006-2007	108,2 M\$

Il faut parfois tout ce temps pour consulter un psychologue

Les étudiants du cégep, qui sont parmi les plus à risque face au suicide, doivent parfois patienter jusqu'à cinq semaines pour consulter un psychologue. Certains jeunes, au bout du rouleau, refusent d'attendre et déclinent d'en finir.



JEAN-PHILIPPE PINEAULT
L'ÉVÉNEMENT
Le Journal de Montréal

Pas plus tard qu'il y a deux mois, un étudiant de 20 ans s'est rendu au service d'aide psychologique d'un établissement collégial de Montréal.

Le jeune homme a alors été informé qu'il ne pourrait obtenir de rendez-vous avant deux semaines. Incapable d'attendre aussi longtemps, il aurait tenté de mettre fin à ses jours.

Complètement débordés, les services d'aide psychologique dans les établissements collégiaux ne suffisent pas à la demande.

Sur 18 cégeps de la grande région métropolitaine contactés par *Le Journal de Montréal*, dix affichent un délai d'attente pour voir un spécialiste de plus de deux semaines.

Au Cégep Marie-Victorin, à Montréal, les étudiants doivent patienter entre quatre et cinq semaines pour obtenir un rendez-vous. « On est débordés. Il y a beaucoup de demandes », confirme la psychologue Carolline Hébert.

Pas sauvés à temps

Plusieurs thérapeutes, travailleurs sociaux et psychoéducateurs sont persuadés que des jeunes se suicident parce que leur condition n'a pas été décelée à temps.

« Il y en a, des suicides. Si on avait plus d'intervenants, on pourrait repérer les jeunes qui ont besoin d'aide et les sauver », affirme Cecilia Hernandez, technicienne en travail social au Cégep Édouard-Montpetit, à Longueuil.

Le psychoéducateur au Cégep de Saint-Jérôme, Alain Aubuchon, abonde dans le même sens. « On est conscient que sur le lot, il y en a qui risquent de nous échapper. On a une certaine impuissance face à ça. Ma hantise, c'est d'en échapper un », avoue-t-il.

Un psychologue qui a voulu conserver l'anonymat vit un stress grave en raison de cette situation. « C'est un degré de préoccupation important », dit-il.

Lorsqu'un jeune se présente au service d'aide en crise, les spécialistes arrivent toujours à trouver un moment pour le rencontrer. Le hic, c'est que bon nombre de jeunes vivent leur souffrance en silence, sans forcément la laisser paraître aussi clairement.

Pas à l'aise

La psychologue Marie-Claude Lajeunesse, qui travaille dans un petit cégep, est

Le gouvernement devrait-il consacrer plus d'argent et de ressources pour soutenir psychologiquement les jeunes ?

FIGURÉZ-VOUS L'ÉVÉNEMENT CITOYEN
APPELÉZ-VOUS: 861-534-529-077 Ex: 1888-76-861



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBER
Cecilia Hernandez estime qu'on pourrait sauver des vies avec plus de ressources.

l'une des rares thérapeutes à pouvoir donner des rendez-vous à ses étudiants dans la même semaine.

« J'ai travaillé dans deux gros cégeps, jpineault@journalmt.com »

LES CÉGÉPIENS CONSULTENT POUR...

- 1) troubles d'anxiété par rapport à leurs études, à leur avenir, aux problèmes familiaux
- 2) dépression, idées noires ou suicidaires, surcharge émotionnelle
- 3) relations amoureuses
- 4) troubles alimentaires
- 5) abus sexuels

VOUS AVEZ BESOIN D'AIDE ?

- Jeunesse, écoute**
1800-668-6868
- Suicide-Action Montréal**
514 723-4000
- Tel-Aide**
514 935-1101
- Tel-jeunes**
1800 763-2766

Des ressources insuffisantes

JEAN-PHILIPPE PINEAULT

Choix de carrière, préoccupations d'avenir, séparation d'avec les parents... La période du cégep est « très stressante » pour les jeunes adultes, qui risquent davantage de d'adopter une « conduite suicidaire ».

« C'est une période de la vie où les émotions négatives peuvent prendre beaucoup de place. Les déceptions peuvent être plus grandes », affirme Francine Gratton, chercheuse au Centre de recherche sur le suicide et l'euthanasie à l'UQAM.

« Quand on vit un moment difficile à 40 ou 50 ans, on se dit qu'on en a vu d'autres. C'est plus facile de relativiser », ajoute M^{me} Gratton, qui est aussi vice-doyenne aux études supérieures et à la recherche à l'Université de Montréal.

Pour un jeune de 17, 18 ou 19 ans, par contre, une situation problématique peut être tellement lourde à porter que le suicide devient une « stratégie pour solutionner le problème ».

Le psychologue scolaire Richard Gagné fait remarquer pour sa part que plusieurs problèmes de santé mentale font leur apparition pendant la période du collégial.

Dépressions majeures, schizophrénie, troubles bipolaires se manifestent généralement à la fin de l'adolescence. « C'est un âge fragile. C'est une population à qui il faut répondre rapidement », dit-il.

Dans l'ensemble, les spécialistes interrogés par *Le Journal de Montréal* sont unanimes pour affirmer que les ressources d'aide psychologique dans le réseau collégial sont insuffisantes.

Liste dangereuse

« Une liste d'attente, c'est dangereux. Quelqu'un qui a une idée fixe peut passer à l'acte », fait valoir Francine Gratton.

Cynthia Boisvert déplore elle aussi le manque d'effectifs. « Je suis seule et à temps partiel. S'il y a un étudiant qui file pas le mercredi, je ne suis pas là », dit la technicienne en travail social au Cégep régional de Lanaudière, qui avoue se sentir « démunie ».

Conseillère en orientation au Cégep de Valleyfield, Patricia Leduc est la seule dans l'établissement à donner de l'aide psychosociale.

« Je fais de l'accueil, de la référence vers les CLSC et les hôpitaux. Avoir un psychologue à temps plein, c'est un rêve », laisse-t-elle tomber.

« Chaque jour, cinq personnes se suicident au Québec. Pour chaque suicide, cinquante tentatives ont été faites, selon la Fondation des maladies mentales. »

« La situation des jeunes de 15 à 19 ans et de 20 à 29 ans est préoccupante, car le suicide représente la principale cause de mortalité dans ce groupe, avec 33 % des décès. De plus, les taux ont plus que doublé au cours de la dernière décennie chez les jeunes femmes de 15 à 19 ans, selon l'Institut national de santé publique. »

LISTES D'ATTENTE DES CÉGEPS DE LA RÉGION DE MONTRÉAL

Cégep Marie-Victorin

- Temps d'attente : de quatre à cinq semaines.
- Intervenants : un psychologue, un travailleur social, une infirmière et une sexologue, tous à temps partiel.

Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu

- Temps d'attente : trois semaines.
- Intervenants : un psychologue à temps partiel et une animatrice à la vie étudiante.

Cégep de Saint-Jérôme

- Temps d'attente : trois semaines.
- Intervenants : un psychoéducateur à temps plein.

Cégep de Saint-Laurent

- Temps d'attente : trois semaines.
- Intervenants : un psychologue à temps plein.

Collège Ahuntsic

- Temps d'attente : de deux à trois semaines.
- Intervenants : deux psychologues à temps plein et deux autres à temps partiel.

John Abbott College

- Temps d'attente : de deux à trois semaines.
- Intervenants : trois spécialistes à temps plein et trois autres à temps partiel.

Cégep Édouard-Montpetit

- Temps d'attente : de deux à trois semaines.
- Intervenants : trois psychologues à temps partiel et une technicienne en travail social à temps plein.

Vanier College

- Temps d'attente : de deux à trois semaines.
- Intervenants : un psychologue, trois conseillers pédagogiques et un travailleur social, tous à temps plein.

Cégep André-Laurendeau

- Temps d'attente : deux semaines.
- Intervenants : une technicienne en travail social à temps plein.

Collège de Valleyfield

- Temps d'attente : de une à deux semaines.
- Intervenants : une conseillère en orientation à temps plein.

Collège Lionel-Groulx

- Temps d'attente : une semaine.
- Intervenants : un travailleur social à temps plein.

Cégep de Saint-Hyacinthe

- Temps d'attente : une semaine.
- Intervenants : une travailleuse sociale à temps plein et une autre à temps partiel.

Cégep de Sorel-Tracy

- Temps d'attente : une semaine.
- Intervenants : une psychologue à temps plein.

Collège Bois-de-Boulogne

- Temps d'attente : une semaine.
- Intervenants : un psychologue et une infirmière à temps partiel ainsi qu'une animatrice à la vie culturelle à temps plein.

Collège de Rosemont

- Temps d'attente : maximum une semaine.
- Intervenants : un psychologue et un intervenant à temps plein et une infirmière à temps partiel.

Collège Montmorency

- Temps d'attente : maximum une semaine.
- Intervenants : deux agents de services sociaux à temps plein ainsi qu'une infirmière et un médecin à temps partiel.

Collège Gérald-Godin

- Temps d'attente : moins d'une semaine.
- Intervenants : une psychologue et une animatrice à la vie culturelle à temps plein ainsi qu'une infirmière à temps partiel.

Cégep régional de Lanaudière

- Aucun psychologue n'est au service de l'établissement scolaire. Deux techniciennes en travail social offrent toutefois des services de première ligne et redirigent les étudiants vers le CLSC ou vers des cliniques privées.

■ Il a été impossible d'obtenir les données pour le cégep du Vieux-Montréal, le Collège de Maisonneuve, Dawson College et le Champlain Regional College - Campus Saint-Lambert.

Environnement chimique

LE MONDE : Scientifiques et ONG dénoncent la " pandémie silencieuse " créée par la pollution chimique : Une étude publiée par " The Lancet " souligne que des dizaines de milliers de produits chimiques n'ont pas fait l'objet de tests évaluant leur toxicité, notamment chez l'enfant – Édition du samedi 11 novembre 2006

MICHEL GALVIN

Les mesures proposées par l'Appel de Paris

Le mémorandum de l'Appel de Paris, rendu public jeudi 9 novembre, demande " le retrait du marché " des substances chimiques cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction comme le formaldéhyde, certains phtalates (DEHP), le bisphénol A, le cadmium et le mercure, et de leurs dérivés. L'appel souhaite également le " renforcement du projet de règlement européen " sur ce sujet (Reach). Il préconise une " autorisation de mise sur le marché des pesticides, additifs alimentaires et cosmétiques, selon une procédure réglementaire comparable à celle utilisée pour les médicaments ". Les signataires de ce texte appellent enfin à une réorientation du 7e programme cadre de la

Communauté européenne pour la recherche et le développement technologique, en faveur de l'écologie et de la prévention des maladies environnementales.

La pollution chimique, du fait de ses effets sur le développement cérébral de l'enfant, a créé " une pandémie silencieuse dans les sociétés modernes ", qui concerne des millions d'enfants, mais " n'apparaît pas dans les données statistiques sur la santé ", regrettent les docteurs Philippe Grandjean (université du Sud-Danemark) et Philip Landrigan (Mount Sinai Hospital, New York). Dans un article mis en ligne, mercredi 8 novembre, par la revue britannique *The Lancet*, ils recensent les données connues sur la toxicité neurologique des produits chimiques chez la femme enceinte et le jeune enfant. Leur constat, lourd, plaide pour que des



tests renforcés soient menés sur les substances chimiques avant qu'elles ne soient commercialisées.

A l'appui de leur travail, les deux chercheurs citent une étude américaine des Centres pour le contrôle des maladies (CDC) datant de 1994. Selon elle, un enfant sur six présentait un trouble du développement de très léger à sévère. Le plus souvent affectant le système nerveux. Selon un rapport du Conseil national de la recherche américain publié en 2000, 3 % de ces anomalies résulteraient directement d'une exposition environnementale. Un quart serait la conséquence d'une interaction entre des facteurs environnementaux et des susceptibilités génétiques individuelles.

A ce jour, des dizaines de milliers de produits chimiques sont disponibles sur le marché : on en comptabilise 100 000 dans l'Union européenne et 80 000 aux Etats-Unis. Or, moins de la moitié ont fait l'objet de tests d'évaluation de leur toxicité. Pour 80 % d'entre eux, aucune information n'est disponible sur les effets que ces substances pourraient avoir sur le développement du cerveau de l'enfant.

Cinq produits - plomb, méthyle, mercure, arsenic, polychlorobiphényle (PCB) - et des solvants, comme le toluène, ont une neurotoxicité connue qui affecte le développement. Trois autres - manganèse, fluorures et perchlorates - sont suspectés de causer des troubles de la mémoire, des troubles du comportement et des retards intellectuels.

" ENORME ICEBERG "

Ces produits pourraient n'être que " la partie émergée d'un énorme iceberg ", affirment les auteurs de l'étude, qui rappellent la

vulnérabilité du cerveau humain au cours de son développement. La preuve de la toxicité chez l'adulte n'est aujourd'hui connue que pour 202 produits. Pour un millier d'autres, elle n'a été démontrée qu'en laboratoire mais ces tests ne prennent pas en compte les fonctions neurologiques supérieures.

Le plus souvent, une substance est identifiée comme toxique chez l'adulte lors d'expositions professionnelles ou d'empoisonnement et, pour l'enfant, lors d'intoxications aiguës. Ce n'est que dans un second temps qu'apparaissent des données épidémiologiques sur les déficits comportementaux chez les enfants exposés au cours de la grossesse à des concentrations inférieures à celles qui sont toxiques pour l'adulte.

Les effets se font souvent sentir à long terme. Ce fut le cas, soulignent les deux chercheurs, avec " l'exposition au plomb présente dans l'essence des enfants des pays industrialisés nés entre 1960 et 1980 ". C'est aussi celui des pays en voie de développement, où une réglementation moins contraignante autorise l'exportation, malgré leur toxicité, de certains pesticides.

L'article du *Lancet* rejoint ainsi les préoccupations de l'Appel de Paris, lancé le 7 mai 2004 et signé par plus d'un millier de scientifiques dans le monde - dont plusieurs Prix Nobel - et 1 500 organisations non gouvernementales. Dans un mémorandum, rendu public jeudi 9 novembre et adressé notamment aux 25 Etats membres de l'Union européenne, les signataires proposent " 164 mesures à mettre en oeuvre (...) afin d'éviter ou d'atténuer les crises de santé publique ".

Paul Benkimoun

Rapport annuel du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

PNUD : La crise mondiale de l'eau et de l'assainissement requiert d'urgence un plan d'action mondial : Le Rapport mondial sur le développement humain 2006 demande que soit établi le droit fondamental de tout être humain à disposer d'au moins 20 litres d'eau potable par jour – Jeudi 09 novembre 2006

Le Cap, 9 novembre 2006 — Un plan d'action mondial sous le leadership du G8 s'impose de toute urgence pour résoudre la crise croissante de l'eau et de l'assainissement, responsable de la mort de près de 2 millions d'enfants chaque année, constate le Rapport mondial sur le développement humain 2006, diffusé ici aujourd'hui. D'après le Rapport, intitulé [Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau \(résumé en français\)](#), dans une grande partie du monde en développement, l'eau insalubre menace bien plus la sécurité humaine que les conflits violents ([rapport complet en anglais](#)).

Chaque année, constatent les auteurs, 1,8 million d'enfants meurent de diarrhée — une situation qui pourrait être évitée en donnant à chacun accès à l'eau potable et à des toilettes. Par ailleurs, 443 millions de jours de scolarité sont perdus chaque année en raison de maladies véhiculées par l'eau, et près de la moitié de toutes les personnes qui vivent dans les pays en développement souffrent à un moment donné d'un problème de santé dû au manque d'accès à l'eau et à l'assainissement. Outre ces coûts humains, la crise de l'eau et de l'assainissement freine la croissance économique, l'Afrique subsaharienne perdant de la sorte 5 % de son PIB annuel — bien davantage que l'aide perçue par la région.

Pourtant, contrairement aux guerres et aux catastrophes naturelles, cette crise mondiale ne suscite pas d'action internationale concertée, affirme le Rapport mondial sur le développement humain 2006 (RDH). « Comme la faim, c'est un fléau silencieux qui frappe les pauvres tout en restant toléré par ceux qui possèdent les ressources, les technologies et le pouvoir politique nécessaires pour y mettre fin », ajoute le Rapport. Les auteurs soulignent la nécessité de faire évoluer cette situation car nous disposons de

moins d'une décennie pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) fixés pour 2015.

Les pays du G8 doivent agir

« En ce qui concerne l'eau et l'assainissement, le monde souffre d'un excédent de conférences et d'un manque d'action crédible. La diversité des acteurs internationaux a empêché que certains émergent comme de solides champions au plan international de la cause de l'eau et de l'assainissement », constate Kevin Watkins, rédacteur en chef du Rapport mondial sur le développement humain 2006.

« Il incombe aux gouvernements nationaux de mettre au point des plans et stratégies crédibles pour résoudre la crise de l'eau et de l'assainissement. Mais nous avons également besoin d'un plan d'action mondial — bénéficiant d'un soutien actif de la part des pays du G8 — afin de concentrer les efforts internationaux épars visant à mobiliser des ressources et à dynamiser l'action politique, de sorte que l'on mette la question de l'eau et de l'assainissement au cœur des priorités et préoccupations du développement », ajoute-t-il.

Le plan d'action servirait de « mécanisme virtuel », précise le Rapport, citant le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, géré par un petit secrétariat à la bureaucratie minimale, comme point de référence utile.

« J'appuie entièrement l'appel à la mise en œuvre d'un plan d'action mondial pour résoudre la crise croissante de l'eau et de l'assainissement », déclare l'administrateur du PNUD, Kemal Dervis.

« Comme le souligne le Rapport mondial sur le développement humain 2006, les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement sont inextricablement liés entre eux. Par conséquent, si nous ne parvenons pas à atteindre l'objectif relatif à l'eau et à l'assainissement, l'espoir de réaliser les sept autres objectifs s'évanouit rapidement.

Soit nous entreprenons maintenant une action concertée afin de fournir l'eau potable et un dispositif d'assainissement aux pauvres de la planète, soit nous réduisons des millions d'individus à une vie marquée par une pauvreté évitable, un mauvais état de santé et des chances de réussite réduites, et nous perpétuons les inégalités profondes existant entre les pays et en leur sein. Il est de notre responsabilité collective de réussir », a-t-il argumenté.

Les gouvernements devraient consacrer 1 % du PIB à l'eau et à l'assainissement

Le RDH 2006 recommande, outre la création d'un plan d'action mondial, trois actions cruciales pour son succès :

1. Faire de l'eau un droit de l'Homme — et le vouloir :

« Chacun devrait disposer d'au moins 20 litres d'eau salubre par jour, les pauvres devraient l'obtenir gratuitement », déclare le Rapport : selon les recherches menées pour le RDH, tandis qu'un citoyen britannique ou américain envoie quotidiennement 50 litres d'eau aux égouts rien qu'en tirant la chasse d'eau, de nombreuses personnes démunies survivent avec moins de 5 litres d'eau polluée par jour.

Le Rapport invite tous les gouvernements à ne pas se contenter de formuler de vagues principes constitutionnels, et à entériner dans la législation le droit de l'Homme à un approvisionnement en eau sûr, accessible et abordable. Cela implique qu'un minimum de 20 litres d'eau salubre par jour soit garanti à chaque citoyen, fournis gratuitement aux personnes trop pauvres pour payer, soulignent les auteurs.

2. Mettre au point des stratégies nationales en matière d'eau et d'assainissement :

Les auteurs font valoir que les gouvernements devraient avoir pour objectif de consacrer au moins 1 % du PIB à l'eau et à l'assainissement et de renforcer l'équité. L'eau et l'assainissement pâtissent d'un sous-financement chronique. En général, les dépenses publiques dans ce domaine sont inférieures à 0,5 % du PIB. Les recherches menées pour le RDH 2006 montrent que ce chiffre est dérisoire au regard des dépenses militaires : en Éthiopie, par exemple, le budget militaire représente 10 fois le budget alloué à l'eau et à l'assainissement — et 47 fois au Pakistan.

Afin d'accélérer les progrès en matière d'eau et d'assainissement, les auteurs du Rapport exhortent tous les gouvernements à préparer des plans nationaux assortis d'objectifs ambitieux soutenus par un financement à concurrence d'au moins 1 % du PIB, et des stratégies claires pour vaincre les inégalités.

3. Augmenter l'aide internationale :

Le Rapport recommande d'ajouter aux 4 milliards USD annuels 3,4 milliards USD supplémentaires. En termes réels, l'aide au développement a chuté au cours de la décennie passée, mais, selon le Rapport, les flux d'aide devront doubler pour avoir une chance d'atteindre l'OMD relatif à l'eau et à l'assainissement.

En effet, les progrès en matière d'eau et d'assainissement requièrent des investissements initiaux importants et de longs délais de remboursement, rendant essentielle l'adoption de stratégies de financement innovantes, telles que la Facilité de financement internationale. D'après les auteurs, il s'agirait là d'argent bien dépensé puisqu'ils estiment le rendement économique représenté par le gain de temps, la hausse de la productivité et la baisse des coûts de santé à 8 USD par dollar investi afin d'atteindre l'objectif relatif à l'eau et à l'assainissement.

Comment se traduirait le progrès pour les pauvres ?

Le RDH 2006 estime que pour atteindre l'OMD relatif à l'accès à l'eau et à l'assainissement, il faudrait investir quelque 10 milliards de dollars US de plus par an au plan national et international. « La facture d'un montant de 10 milliards USD pour la réalisation de l'OMD peut sembler exorbitante, mais elle doit être replacée dans son contexte. Ce chiffre représente moins de cinq jours de dépenses militaires mondiales et moins de la moitié des dépenses annuelles en eau minérale des pays riches », souligne le Rapport.

Les gains en termes de développement humain seraient considérables, précisent les auteurs. Le Rapport montre que combler le fossé entre les tendances actuelles et la cible de l'OMD en matière d'eau et d'assainissement permettrait de sauver plus d'un million d'enfants au cours de la prochaine décennie et donnerait lieu à un bénéfice économique total de près de 38 milliards USD par an. Les bénéfices engendrés en Afrique subsaharienne (environ 15 milliards USD) représenteraient 60 % des aides octroyées à cette région en 2003.

Dans l'ensemble, le monde est en passe d'atteindre l'OMD concernant l'accès à l'eau — principalement grâce aux importants progrès réalisés en Chine et en Inde — mais seules deux régions, l'Asie de l'Est et l'Amérique latine, sont bien avancées en matière d'assainissement. Par ailleurs, cette image mondiale masque de réels problèmes : si la tendance actuelle se confirme, l'Afrique subsaharienne n'atteindra l'objectif relatif à l'eau qu'en 2040 et l'objectif relatif à l'assainissement en 2076. En ce qui concerne l'assainissement, l'Asie du Sud accuse un retard de 4 années et, en matière d'eau, les États arabes ont accumulé un retard de 27 ans.

Selon le Rapport, en additionnant les chiffres pays par pays, cela signifie que 234 millions d'individus n'atteindront par l'objectif relatif à l'eau (55 pays sont en retard) et que 430 millions de personnes manqueront l'objectif relatif à l'assainissement (74 pays en retard).

« Le monde peut-il se permettre d'assumer le coût d'un développement accéléré en matière d'approvisionnement en eau et en moyens d'assainissement ? », demande M. Watkins, l'auteur principal. « Il faut plutôt se poser la question suivante : le monde peut-il se permettre de ne pas effectuer ces investissements ? »

Le coût de la crise

« Donner accès à une eau salubre, éliminer les eaux usées et fournir des systèmes d'assainissement constituent trois des bases les plus fondamentales du progrès humain », indique le RDH 2006. Mais 1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau, et 2,6 milliards n'ont pas accès à l'assainissement.

Et le Rapport d'ajouter : « L'absence d'accès à l'eau potable est un euphémisme pour désigner une pauvreté profonde. Elle signifie que les populations vivent à plus d'un kilomètre de la source d'eau potable la plus proche et qu'elles collectent l'eau dans des canaux de drainage, des fossés ou des ruisseaux susceptibles d'être infectés par des pathogènes et des bactéries capables d'entraîner des maladies graves ou mortelles. »

« Pas d'accès à l'assainissement » signifie que dans les bidonvilles comme Kibera, près de la capitale kényane de Nairobi, les gens font leurs besoins dans des sacs plastique, appelés « toilettes volantes », qu'ils jettent ensuite dans les égouts à ciel ouvert dans la rue, faute d'autre solution.

Par ailleurs, plus on est pauvre, plus on paie cher l'eau salubre, comme le montrent les recherches menées pour le RDH. Les ménages les plus démunis de Jamaïque, du Nicaragua et du Salvador consacrent en moyenne 10 % de leurs revenus à l'eau. Au Royaume-Uni, on considère un taux de 3 % du revenu des ménages consacré à l'eau comme un indicateur de pauvreté.

En effet, le RDH 2006 met en lumière de grandes disparités dans les prix payés par la population pour l'eau. Les ménages des bidonvilles urbains paient généralement le litre d'eau 5 à 10 fois plus cher que les résidents de zones à revenus élevés. Et ceux qui vivent dans les quartiers les plus pauvres de villes comme Accra et Manille paient leur eau plus cher que les Londoniens, les New-Yorkais et les Parisiens.

Un tiers des personnes privées d'accès à l'eau vivent en dessous du seuil de pauvreté absolu d'1 dollar par jour. Un tiers supplémentaire vit avec moins de 2 dollars par jour. D'après le RDH 2006, les deux cinquièmes des ménages les plus pauvres du monde représentent plus de la moitié du déficit mondial en matière d'assainissement. Ces chiffres ne mettent pas en évidence l'existence d'un lien de causalité bien défini : il se peut en effet que certains individus manquent d'eau et d'assainissement parce qu'ils sont pauvres, ou qu'ils sont pauvres parce qu'ils manquent d'eau et d'assainissement. Cependant, ces chiffres suggèrent fortement une

relation réciproque entre la pauvreté en termes de revenus et le manque d'accès à l'eau, avancent les auteurs.

Quant au débat approvisionnement public contre approvisionnement privé, il n'aide pas les pauvres, argumente le RDH 2006. « Le débat sur les mérites relatifs des secteurs public et privé détourne l'attention de l'incapacité des prestataires de services de distribution d'eau, tant publics que privés, à remédier au déficit mondial de l'accès à l'eau », souligne le Rapport.

Au-delà du foyer

Les pauvres ont besoin d'« eau source de vie » pour boire, faire la cuisine et se laver, ainsi que d'eau pour cultiver des aliments et gagner leur vie, indique le Rapport. Pourtant, les agriculteurs pauvres font face à une crise de l'eau potentiellement catastrophique en raison de la combinaison climatique et de la concurrence liée à des ressources en eau rares, soulignent les auteurs.

Les petits agriculteurs, gardiens de troupeaux et ouvriers agricoles représentent la grande majorité des quelque 830 millions de personnes souffrant de malnutrition dans le monde. Le changement climatique menace d'accentuer l'insécurité de l'approvisionnement en eau à une échelle sans précédent, certaines parties de l'Afrique subsaharienne risquant des pertes de cultures pouvant atteindre 25 %. Parallèlement, la concurrence pour l'eau servant à cultiver des aliments ne cesse de s'accroître à une vitesse inquiétante dans les pays en développement, le pouvoir économique et politique, et non les préoccupations relatives à la pauvreté, jouant un rôle moteur, déclare le Rapport.

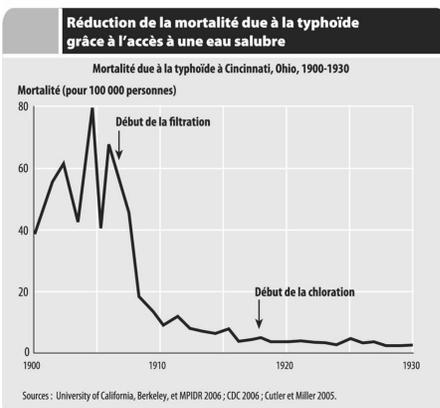
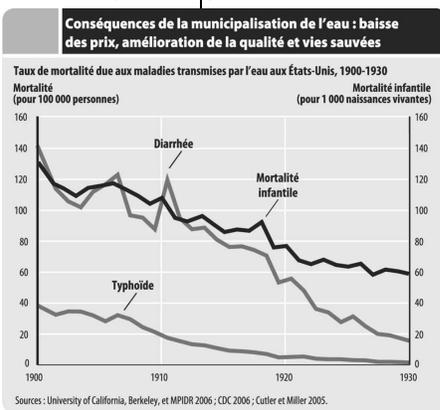
Promouvoir les droits des pauvres des zones rurales, les faire bénéficier d'un accès accru à l'irrigation et aux nouvelles technologies et les aider à s'adapter aux changements climatiques pour empêcher le désastre, affirment les auteurs.

Face à ces défis, la nécessité d'améliorer la coopération transnationale afin de garantir la sécurité de l'approvisionnement en eau des pauvres se fait plus tangible que jamais, étant donné que d'ici 2025, plus de 3 milliards de personnes pourraient vivre dans des pays soumis au stress hydrique, souligne le Rapport. Ceci dit, le RDH 2006 met en doute les prévisions selon lesquelles l'intensification de la concurrence pour l'eau provoquera inévitablement des conflits armés. En fait, le Rapport estime que la coopération transfrontalière en matière de ressources en eau est d'ores et déjà bien plus répandue et fructueuse qu'on ne le pense généralement. Par exemple, l'Inde et le Pakistan, malgré deux guerres transfrontalières et des tensions géopolitiques incessantes, gèrent conjointement depuis un demi-siècle les bassins hydrologiques communs, par le biais de la Commission permanente pour les eaux de l'Indus.

« La gestion de l'eau partagée peut être un atout dans le sens de la paix comme de la guerre, mais c'est la politique qui décidera de l'orientation à lui donner », déclare M. Watkins. Le RDH 2006 souligne que de bons choix politiques en matière d'eau et d'assainissement pourraient en fait être la clef pour résoudre la crise mondiale, comme le prouve l'histoire.

L'histoire en témoigne, la crise peut être résolue

Il y a plus d'un siècle, le taux de mortalité infantile à Washington, D.C. était deux fois plus élevé que le taux que connaît aujourd'hui l'Afrique subsaharienne, écrivent les auteurs. Les maladies transmises par l'eau, telles que la diarrhée, la dysenterie et la typhoïde, étaient à l'origine d'un décès sur 10 dans les villes américaines de la fin du XIX^e siècle, les enfants en étant les premières victimes.



Le Rapport relate qu'au Royaume-Uni et ailleurs, les populations s'enrichissaient grâce à la révolution industrielle, mais leur santé ne s'améliorait pas pour autant. Les pauvres quittèrent les régions rurales pour s'installer en zone urbaine afin de profiter de la croissance tandis que les villes surpeuplées se changeaient en égouts mortels à ciel ouvert et que les épidémies de typhoïde et de choléra décimaient régulièrement des villes comme la Nouvelle-Orléans et New York. Lors de l'été caniculaire de 1858, le parlement britannique fut contraint de fermer temporairement ses portes en raison d'un épisode surnommé « la Grande Puanteur », les égouts se déversant dans la Tamise. Les riches le vécurent comme une nuisance. Pour les pauvres, qui buaient l'eau de la rivière, cet épisode fut meurtrier.

Vers la fin du XIX^e siècle, les gouvernements reconnurent l'impossibilité de confiner les maladies associées à l'eau et à l'assainissement aux habitants pauvres des villes et la nécessité de lancer une action. Aux États-Unis, au Royaume-Uni et ailleurs, des investissements massifs furent effectués dans des réseaux d'égouts efficaces et dans la purification des sources d'eau. L'effet fut de taille. Aucune autre période de l'histoire américaine, par exemple, n'a enregistré une baisse aussi

rapide du taux de mortalité. L'histoire a rarement connu un tel succès dans la résolution d'un problème social majeur. Et cela pourrait se reproduire, estime le RDH 2006. « Résoudre la crise de l'eau et de l'assainissement pourrait constituer le prochain grand pas en avant de l'humanité », souligne M. Watkins. « Il est urgent que l'histoire se répète — dans les pays en développement cette fois. »

INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN
Le Canada au 6^e rang

ÉMILIE CÔTÉ

s'impose de toute urgence pour la résoudre.»

« Dans une grande partie du monde en développement, l'eau insalubre menace bien plus la sécurité humaine que les conflits violents », souligne le PNUD.

Selon les auteurs du rapport, 1,8 million d'enfants meurent de diarrhée chaque année, ce qui pourrait être évité s'ils avaient accès à de l'eau potable et à des toilettes. Et 443 millions de jours de scolarité sont perdus chaque année en raison de maladies véhiculées par l'eau.

Cette crise ne suscite pas d'attention internationale concertée, déplore le Rapport mondial sur le développement humain 2006.

« Comme la faim, c'est un fléau silencieux qui frappe les pauvres tout en restant toléré par ceux qui possèdent les ressources, les technologies et le pouvoir politique nécessaires pour y mettre fin (...). Les robinets qui fuient dans les pays riches perdent plus d'eau chaque jour que la quantité dont disposent dans le même temps plus d'un milliard de personnes. »

Autre injustice, les habitants des bidonvilles payent l'eau de cinq à dix fois plus cher que les gens des quartiers aisés. Ils sont obligés de payer des fournisseurs extérieurs ou des vendeurs de rue.

Le RDH recommande aux gouvernements de consacrer 1 % du PIB à l'eau et à l'assainissement.

— Avec l'Associated Press

Le Canada a glissé du cinquième au sixième rang du classement l'Indice de développement humain (IDH) développé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

La Norvège se trouve toujours au premier rang, suivie de l'Islande, de l'Australie, de l'Irlande et de la Suède. Après le Canada, on trouve le Japon et les États-Unis, aux septième et huitième rangs.

L'ONU a créé cet indice en 1992. Le Canada a gardé le premier rang jusqu'en 2001. Depuis, la Norvège est en haut du podium.

L'IDH reflète l'espérance de vie, le niveau d'instruction et le revenu. L'indice vise surtout à mesurer le progrès des pays en développement.

Dans le présent rapport annuel, les pays qui occupent les cinq dernières places sont la Guinée-Bissau, le Burkina Faso, le Mali, la Sierra Leone et le Niger. En comparant les première et dernière places, on constate que les Norvégiens sont 40 fois plus riches que les Nigériens, et qu'ils vivent presque deux fois plus longtemps.

Le rapport est intitulé *Au-delà de la pénurie: pauvreté et crise mondiale*. « La crise croissante de l'eau et de l'assainissement est responsable de la mort de près de 2 millions d'enfants chaque année, conclut-il. Un plan d'action mondial sous le leadership du G8

CYBERPRESSE : PNUD: Le rapport sur le développement humain met l'accent sur la crise de l'eau - Le jeudi 09 novembre 2006

PAR CLARE NULLIS, LE CAP, Afrique du Sud

L'absence d'accès à l'eau potable et de systèmes sanitaires sont responsables de la mort de près de deux millions d'enfants par an, estime le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Dans son rapport annuel sur le développement humain rendu public jeudi, le PNUD précise que cela équivaut à près de 5.000 décès par jour, la plupart qui pourraient être évités, et qui font de la diarrhée la deuxième cause de mortalité infantile au monde.

Par ailleurs, l'espérance de vie en Afrique sub-saharienne est inférieure à ce qu'elle était il y a 30 ans, une dégradation principalement liée au sida, alors qu'en parallèle le monde connaissait des progrès économiques considérables.

D'ailleurs, 28 des 31 derniers pays de la liste de l'indice de développement humain (IDH) du PNUD, qui mesure richesse, éducation et espérance de vie, sont africains. En tête de classement, comme l'année dernière, on trouve la Norvège. Et en queue de peloton, également inchangé, le Niger: les Norvégiens sont 40 fois plus riches que les Nigériens, et vivent presque deux fois plus longtemps. Et le revenu cumulé des 500 personnes les plus riches de la planète dépasse celui des 416 millions les plus pauvres...

Dans son rapport axé cette année sur la crise mondiale de l'eau, le PNUD met l'accent sur des inégalités particulièrement criantes en ce domaine: "les robinets qui fuient dans les pays riches perdent plus d'eau chaque jour que la quantité dont disposent dans le même temps plus d'un milliard de personnes".

En Europe, on vit avec 200 litres d'eau par jour, contre 5 pour les plus démunis, ce milliard d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable, contre 2,4 milliards qui n'ont pas de toilettes.

Autre injustice, les habitants des bidonvilles payent l'eau cinq à dix fois plus cher que ceux des quartiers aisés, obligés qu'ils sont de l'acheter aux fournisseurs extérieurs, vendeurs des rues, distributeurs en camions-citernes... Les habitants des quartiers pauvres de villes comme Accra au Ghana ou Manille aux Philippines dépensent ainsi plus en eau potable que ceux de New York, Paris ou Londres.

L'Asie du Sud est dans une situation aussi catastrophique que l'Afrique, deux personnes sur trois n'y bénéficiant pas de toilettes. Et pour ce qui est du tout-à-l'égout, la situation à Jakarta et Manille est bien pire que celle de Dakar ou Abidjan.

S'il dénonce la mobilisation inexistante des pays riches et l'absence de volonté politique pour la mise en oeuvre du plan d'action pour l'eau décidé il y a trois ans au sommet du G8 en France, le rapport du PNUD critique également l'attitude des pays pauvres dont les gouvernements ne s'en préoccupent pas plus. Le PNUD appelle à une grande initiative de mobilisation mondiale pour l'eau, à l'image de celle mise en oeuvre pour coordonner la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Et le rapport de noter que les 10 milliards de dollars, prix fixé pour atteindre l'objectif de l'ONU sur l'amélioration de l'accès à l'eau et aux systèmes sanitaires "représentent moins de cinq jours de dépenses militaires sur la planète, et moins de la moitié de ce que les pays riches dépensent chaque année en eaux minérales".

LE MONDE : 17 % de l'humanité en manque d'eau potable : Les Nations unies s'inquiètent une nouvelle fois des besoins en eau potable de la planète. Plus d'un milliard de personnes n'y ont pas accès – Édition du vendredi 10 novembre 2006

RÉFÉRENCES

UN INDICATEUR.

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) classe 177 pays selon leur indice de développement humain (espérance de vie, instruction, revenu réel).

LES PLUS DÉVELOPPÉS.

La Norvège occupe le premier rang. Viennent ensuite l'Islande, l'Australie, l'Irlande, la Suède, le Canada, le Japon et les États-Unis. La France est à la 16^e place, le Royaume-Uni à la 18^e et l'Allemagne à la 21^e.



LES MOINS DÉVELOPPÉS.

Aux cinq dernières places, figurent la Guinée Bissau, le Burkina Faso, le Mali, la Sierra Leone, et le Niger.

UNE COMPARAISON.

Les Norvégiens sont quarante fois plus riches que les Nigériens. Ils vivent deux fois plus longtemps et vont tous à l'école. Au Niger, le taux de scolarisation est de 21 %.

Dans [son rapport mondial \(résumé en français\) 2006](#), publié jeudi 9 novembre, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) demande que la communauté internationale reconnaisse le droit fondamental de tout être humain à disposer d'au moins 20 litres d'eau potable par jour, gratuits pour les plus pauvres.

La volonté de l'organisation internationale de mettre, cette année, l'accent sur la crise hydrique est motivée par des chiffres alarmants : 1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et 2,6 milliards sont privées d'assainissement adéquat.

Chaque année, 443 millions de jours de scolarité sont perdus du fait de ces pathologies. Plus grave, 1,8 million d'enfants meurent d'infections transmises par l'eau insalubre. Des millions de femmes perdent quotidiennement plusieurs heures à aller chercher l'eau nécessaire à leur famille et les habitants des bidonvilles paient leur eau cinq à dix fois plus cher que les résidents des zones favorisées.

Le rapport estime que l'Afrique, par exemple, gaspille, chaque année, 5 % de son produit intérieur brut (PIB), à cause de ces carences.

Les Objectifs du Millénaire adoptés en 2000 par les Nations Unies prévoient de réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre de ceux qui sont privés d'eau potable et d'assainissement.

Mais en l'état actuel des politiques gouvernementales et des crédits débloqués, ces objectifs n'ont aucune chance d'être atteints, alors que " *le monde ne manque pas d'eau* ", selon Kernal Dervis, administrateur du PNUD. Ce secteur n'est guère prioritaire dans les dépenses publiques des Etats qui lui consacrent moins de 0,5 % de leur PIB et préfèrent investir ailleurs. Ainsi, le budget militaire du Pakistan représente 47 fois celui de l'eau et de l'assainissement.

" **GUERRES DE L'EAU** "

Pourtant les études montrent qu'au Pérou, l'accès à des toilettes conventionnelles a réduit la mortalité infantile de 59 % et de 57 % en Egypte. Atteindre les Objectifs du Millénaire sauverait un million d'enfants au cours de la prochaine décennie et économiserait 38 milliards de dollars (près de 30 milliards d'euros) par an.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime qu'un dollar investi dans les pays à faibles revenus a un rendement de près de 8 dollars. Par ailleurs, un meilleur accès à l'eau serait un moyen efficace de protéger les 830 millions de ruraux souffrant de malnutrition et menacés par le réchauffement climatique.

Pour faire des 20 litres d'eau potable quotidienne par personne un droit fondamental, le PNUD demande aux Etats de placer l'eau et l'assainissement en tête de leurs priorités et de leur consacrer au moins 1 % de leur PIB. Cela implique que " *les flux de l'aide internationale* - soient - pratiquement doublés, c'est-à-dire augmentés de 3,6 à 4 milliards de dollars chaque année ", écrivent les auteurs.

Considérant que 90 % de la population mondiale vit dans 145 pays qui partagent leurs ressources hydriques avec d'autres pays, certains observateurs en ont conclu que des " *guerres de l'eau* " seront inévitables.

Le PNUD ne le croit pas. Au cours des cinquante dernières années, il a, certes, recensé 37 cas de conflits entre Etats sur la question des ressources hydrauliques, trente d'entre eux ayant eu lieu au Proche-Orient. Il cite aussi le cas extrême de l'asphyxie de la mer d'Aral qui ne reçoit plus que le dixième du flux d'autrefois, en raison de l'absence de coopération entre les ex-républiques d'Union soviétique.

En revanche, il met en avant la signature de 200 traités pour une gestion commune de l'eau. Malgré deux guerres et des tensions persistantes, l'Inde et le Pakistan gèrent depuis un demi-siècle des bassins hydrologiques communs par l'entremise de la Commission permanente pour les eaux de l'Indus.

Compte tenu du nombre de plus en plus élevé de personnes en concurrence pour les ressources hydriques, le rapport du PNUD plaide pour que les conflits d'intérêt soient surmontés par la coopération et le dialogue.

Alain Faujas

MÉTRO : Le développement lié à l'Accès à l'eau potable – Vendredi 10 novembre 2006

Le développement lié à l'accès à l'eau potable

L'ABSENCE d'accès à l'eau potable et aux systèmes sanitaires est responsable de la mort de près de deux millions d'enfants par an, estime le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Dans son rapport annuel sur le développement humain présenté hier, et axé cette année sur la crise mondiale de l'eau, le PNUD met l'accent sur des inégalités particulièrement criantes en ce domaine.

«Les robinets qui fuient dans les pays riches perdent plus d'eau chaque jour que la quantité dont disposent, dans le même temps, plus d'un milliard de personnes», écrit le PNUD.

Les habitants des bidonvilles paient l'eau cinq à dix fois plus cher que ceux des quartiers aisés, obligés qu'ils sont de l'acheter aux fournisseurs extérieurs. Les habitants des quartiers pauvres de villes comme Accra, au Ghana, ou Manille, aux Philippines, dépensent ainsi plus d'argent en eau potable que ceux de New York, Paris ou encore Londres.



LA PLACE DU CANADA

6^e Le Canada se classe 6^e sur 177 dans le palmarès du développement humain. La Norvège arrive au premier rang et le Niger, au dernier.

S'il dénonce la mobilisation inexistante des pays riches et l'absence de volonté politique pour la mise en œuvre du plan d'action pour l'eau décidé il y a trois ans au sommet du G8 en France, le rapport du PNUD critique également l'attitude des pays pauvres, dont les gouvernements ne s'en préoccupent pas plus. Le PNUD appelle à une grande initiative de mobilisation mondiale pour l'eau, à l'image de celle mise en place pour coordonner la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Le rapport montre, par ailleurs, que l'espérance de vie en Afrique subsaharienne est inférieure à ce qu'elle était il y a 30 ans, une dégradation principalement attribuable à l'épidémie de sida. AP

La démocratie : un autre regard

LE NOUVEL OBSERVATEUR : Entretien avec José Saramago : «La démocratie est un mensonge », # 2190 jeudi 26 octobre 2006

Dans son nouveau roman, « la Lucidité », le grand écrivain portugais, prix Nobel de littérature 1998, dénonce l'imposture démocratique

Au début, c'est la pluie, pensent-ils, qui dissuade les gens d'aller voter. Lors d'élections municipales organisées dans un pays qui ressemble au Portugal sans être ainsi nommé, le taux d'abstention semble en effet devoir battre tous les records, quand les premiers électeurs font enfin leur apparition dans les bureaux de vote. Le gouvernement, rasséréiné, ignore encore que ces électeurs s'apprennent à voter blanc, à plus de 70%. Blanc, chez Saramago, c'est la couleur de la lucidité, du rejet, du ras-le-bol civilement exprimé. Le grand écrivain portugais raconte, dans cette brillantissime parabole sur l'imposture démocratique, la réaction du gouvernement devant ces résultats stupéfiants : il quitte la capitale que l'armée assiège, organise un «repli multiple» des services publics, charge un groupe de nutritionnistes d'élaborer «un menu de plats minimaux qui, sans affamer la population, lui ferait sentir qu'un état de siège porté à ses conséquences ultimes n'était pas exactement des vacances à la plage». Que se passerait-il si les citoyens d'un pays refusaient un jour la donne démocratique, laquelle est pour Saramago un leurre et une façade ? Réponse dans ce conte étincelant d'un Nobel en colère.

Le Nouvel Observateur. - **Votre roman, «la Lucidité», est une critique acerbe de nos gouvernements. Qu'est-ce qui vous irrite dans le système actuel?**

José Saramago. -Les démocraties occidentales ne sont que les façades politiques du pouvoir économique. Une façade, avec des couleurs, des drapeaux, des discours interminables sur la démocratie. Nous vivons une époque où nous pouvons discuter de tout. A une exception près : la démocratie. Elle est là, c'est une donnée acquise. Ne touchez pas, comme dans les musées. Or il faudrait engager un débat, un grand débat mondial, avant qu'il ne soit trop tard, sur la démocratie.

N. O. - **En quoi, selon vous, les démocraties ne sont-elles pas démocratiques?**

J. Saramago. - Il y a longtemps, on parlait du plein emploi. C'était dans les programmes de tous les partis. Aujourd'hui, c'est fini. Nous vivons dans une sorte d'anesthésie sociale généralisée. Quand on arrive à 40 ans, et qu'on vous dit, c'est fini pour vous, qu'est-ce que ça veut dire ? Où va l'argent ? On est passé de cet idéal, de cette utopie du plein emploi, à l'emploi précaire. Qui a décidé cette transformation brutale dans les rapports de la personne avec le droit au travail ? Un gouvernement ? Le gouvernement français, italien, portugais ? Non, bien sûr. C'est le pouvoir économique. Je sais que cette expression peut paraître archaïque. Et pourtant, c'est le pouvoir économique qui contrôle le monde. C'est le pouvoir économique qui a donné aux gouvernements cette idée que l'économie devait avoir les mains libres, et que le plein emploi était un obstacle. Mais personne ne se souvient du moment où on est passé de l'idéal du plein emploi à cette donnée obligée de l'emploi précaire. C'est un chef-d'oeuvre dans l'art du tour de passe-passe.

N. O. - **Vous appelez les gens à voter blanc?**

J. Saramago. - Non. Je ne fais pas cette propagande-là. Ce que je dis, c'est que on peut choisir de voter pour un parti, on peut rester chez soi, on peut rayer son vote ou on peut voter blanc. L'abstention, c'est la solution la plus facile, mais ce n'est guère significatif. Tandis que les gens qui font l'effort d'aller voter peuvent, par le vote blanc, exprimer d'une manière claire un mécontentement. Et dire qu'ils en ont marre de voter depuis si

longtemps sans voir, dans les faits, de changement. Même 20% de votes blancs pousseraient les gens à réfléchir. Vous savez, je ne fais pas mystère de mes convictions, je suis communiste. On me l'a souvent reproché, comme si j'étais un ennemi de la démocratie. C'est absurde. Je suis, au contraire, un communiste qui dit : sauvons la démocratie. Car ce que nous avons là, que nous appelons démocratie, n'est qu'un simulacre. On se rit des pauvres dans les cabinets du pouvoir. On rigole du troupeau que nous sommes. Il est temps de faire quelque chose.

N. O. - **Le communisme n'a pas non plus changé les choses...**

J. Saramago. - Le communisme ? Ça n'a jamais existé. On ne sait pas ce que c'est. Il y a des idéaux, des principes. Mais ces principes ont été dénaturés, dès lors qu'ils ont été mis en action. On ne peut donc pas dire que le communisme est ceci ou cela, car la vérité, c'est qu'on n'en sait rien. En Union soviétique, le communisme n'était rien d'autre qu'un capitalisme d'Etat. Et la Chine s'y met aussi, qui suit la même voie, avec la complicité des puissances occidentales, si démocratiques, qui applaudissent et disent bravo, bravo. C'est dégoûtant.

N. O. - **Cette ouverture économique ne peut, selon vous, mener la Chine vers plus de démocratie**

J. Saramago. - Ouverture ? Mais les démocraties sont gérées par des pouvoirs qui ne sont pas démocratiques. Le Fonds monétaire international est-il une institution démocratique ? non. L'Organisation mondiale du Commerce ? non. Ce sont eux qui décident de nos destins, de notre bonheur. Il n'y a pas de démocratie, seulement une apparence de démocratie. Quant aux médias, ils sont la propriété des grandes entreprises, des banques. Nous vivons dans un simulacre. Si nous voulons la vraie démocratie, il faut l'inventer.

N. O. - **Vous semblez annoncer, dans votre roman, un virage des démocraties vers l'autoritarisme.**

J. Saramago. - Je me trompe peut-être. Mais je crois que nous allons, en effet, vivre une nouvelle ère de démocraties plus autoritaires.

N. O. - **Vous avez 84 ans. Vous êtes célébré dans le monde entier. Qu'est-ce qui vous pousse à lutter encore pour un monde meilleur?**

J. Saramago. - Des millions et des millions, des billions de personnes tiendraient le même discours que moi, si elles le pouvaient. C'est si simple. Si on peut dire ce qu'on croit être vrai, on ne doit pas se taire. C'est une chance extraordinaire de pouvoir s'exprimer par l'écriture. Alors c'est vrai que je pourrais rester chez moi, avec mon prix Nobel, en cultivant mon jardin, métaphorique ou réel. Mais je ne peux pas. Et je ne suis pas un héros. Je suis simplement un citoyen qui parle. Mais parler ne suffit plus. On a peut-être trop parlé. Je crois qu'il est temps maintenant de hurler. De hurler comme les chiens, comme je le dis dans l'épigraphe de mon livre. Avec ma petite voix, c'est ce que je fais.

Propos recueillis par Didier Jacob

«La Lucidité», par José Saramago, traduit du portugais par Geneviève Leibrich, Seuil, 360 p., 22 euros.

Né en 1922 dans le sud du Portugal, José Saramago devient mécanicien puis journaliste. Il adhère au Parti communiste portugais en 1959. Il est l'auteur d'une quinzaine de livres, dont « l'Année de la mort de Ricardo Reis », « le Radeau de pierre » et « l'Autre comme moi ».

Didier Jacob

Marché du carbone

LE DEVOIR : Marché du climat: Ambrose met le Bloc au défi - Édition du jeudi 09 novembre 2006

[Alec Castonguay](#)

Ottawa -- La ministre fédérale de l'Environnement, Rona Ambrose, est restée ferme hier aux Communes en ce qui concerne son intention de créer un marché du climat au Canada. Frondeuse, la ministre a même exigé l'appui du Bloc québécois à son projet de loi sur la qualité de l'air, soutenant que, si Gilles Duceppe et son parti tiennent tant à une Bourse du carbone à Montréal, ils n'ont qu'à lui donner le coup de main dont elle a besoin.

Rona Ambrose a tenté de dissiper les derniers doutes sur ses intentions de créer un marché d'échange de crédits de gaz à effet de serre (GES) au Canada. Elle a donc répondu aux questions en Chambre dans les deux langues officielles.

«Nous reconnaissons l'opportunité pour le Canada d'être le meneur avec un marché d'échange du carbone, un marché dirigé par l'industrie qui n'utilisera pas l'argent des contribuables. Ce que je dis, c'est que c'est le mandat du gouvernement du Canada de mettre en place la réglementation nécessaire, et c'est ce que nous allons faire en consultant les provinces», a-t-elle dit en anglais.

La ministre Ambrose a ensuite répété qu'il n'était pas question que le gouvernement achète ou vende des crédits sur ce futur marché. «Nous n'allons pas subventionner ce marché. On ne va pas créer un marché artificiel. Ce marché sera dirigé par l'industrie et régi par les forces du marché», a-t-elle dit.

Faisant face une fois de plus à un véritable barrage de questions sur les intentions du gouvernement, Rona Ambrose a cette fois mis

le Bloc québécois au défi d'appuyer son idée. «Le rôle du gouvernement est de mettre en place la réglementation qui permettra d'avoir la possibilité de créer le marché du carbone. Ce que j'attends, c'est un oui du Bloc. Nous avons besoin de la Loi sur la qualité de l'air pour reconnaître certains types de crédits [de GES], ce qui nous permettra d'avoir un marché moderne, flexible et efficace. Je demande aux critiques de lire la Loi sur la qualité de l'air, de venir me parler et qu'on travaille ensemble au comité spécial. Si le Bloc veut un marché du carbone, qu'il nous appuie», a dit la ministre en anglais.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, n'a pas répondu à l'invitation, soutenant à sa sortie de la période de questions que la situation était «encore confuse», notamment sur la date d'entrée en vigueur d'une Bourse du carbone. «On ne peut pas avoir de Bourse sans qu'il y ait des cibles», a-t-il dit. Hier, la ministre Ambrose a répété qu'elle désirait fixer des objectifs «dès l'année prochaine». Reste à voir si ces cibles verront bel et bien le jour rapidement. De plus, le Bloc se dit inquiet que le choix de Montréal ne puisse être confirmé tout de suite. Mais à la Bourse de Montréal, on n'est pas aussi inquiet. «Il n'y a qu'un seul marché de produits dérivés au Canada et il est à Montréal. Or un marché du climat, c'est un produit dérivé», a affirmé au Devoir Jean-Charles Robillard, porte-parole de la Bourse de Montréal.

MÉTRO : Québec pour une bourse du carbone à Montréal – jeudi 09 novembre 2006

Québec pour
une bourse du
carbone à Montréal
ENVIRONNEMENT Le
ministre québécois de
l'Environnement, Claude
Béchar, demande au gou-
vernement fédéral d'officiali-
ser rapidement la création
d'un marché de crédits de
gaz à effet de serre au pays,
qui plus est à Montréal.
Selon lui, la Bourse de Mont-
réal détient présentement
une longueur d'avance sur
celle de Toronto pour l'ob-
tention de ce marché. PC

LE DEVOIR : Marché du climat: Harper confirme l'annonce d'Ambrose - Édition du mercredi 08 novembre 2006

[Alec Castonguay](#)

Après 24 heures de confusion, le gouvernement Harper a confirmé hier qu'il y aura bel et bien un marché du climat au Canada. La ministre de l'Environnement, Rona Ambrose, maintient donc les propos qu'elle a tenus au Devoir, alors que le premier ministre a appuyé sa ministre en Chambre. Rona Ambrose a aussi confirmé ses intentions à son homologue du Québec, Claude Béchar, lors de leur rencontre de lundi à Montréal.

Ottawa -- La confusion involontaire semée la veille par la ministre de l'Environnement au sujet de la création d'un marché de crédits de gaz à effet de serre au pays semblait s'être dissipée hier. Interrogée en Chambre par le Parti libéral et le Bloc québécois, Rona Ambrose a tenu les mêmes propos que lors de l'entrevue publiée lundi dans Le Devoir. «Notre gouvernement croit que tout système doit être basé sur les forces du marché pour l'échange des droits d'émission de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques», a soutenu la ministre.

Rona Ambrose a toutefois répété qu'il n'était pas question que le gouvernement achète ou vende des crédits de gaz à effet de serre (GES) sur ce marché ou sur la scène internationale. «Contrairement aux libéraux, notre gouvernement ne croit pas qu'il doit maintenir un marché avec l'argent des contribuables. Les pollueurs doivent payer le plein prix», a affirmé la ministre.

Le premier ministre Stephen Harper, absent des Communes la veille, tout comme la ministre de l'Environnement, a entonné le même refrain en réponse à une question de Gilles Duceppe. «Le chef du Bloc québécois résoudra le problème en lisant l'avis d'intention relatif à la Loi canadienne sur la qualité de l'air. Il préconise la possibilité d'une Bourse relative au marché du carbone. Or le gouvernement est clair à ce sujet: les industries, et non les contribuables, auront à assumer les coûts», a-t-il dit. La ministre Ambrose a elle aussi fait référence au projet de loi sur la qualité de l'air, qui mentionne la création d'un marché du carbone. «J'invite l'opposition à lire les sections 27, 29 et 33 de la Loi canadienne sur la qualité de l'air, qui permettent un système d'échange nord-

américain. De plus, il sera plus facile de développer des liens avec le marché européen», a-t-elle dit.

Le ministre de l'Industrie, Maxime Bernier, et le ministre des Affaires étrangères, Peter MacKay, qui soutenait la veille qu'il ne s'agissait que d'une «option parmi tant d'autres», n'ont pas répondu aux questions des journalistes hier. L'attaché de presse de Stephen Harper, Dimitri Soudas, qui a tenu des propos similaires, a simplement affirmé hier que «les paroles du premier ministre sont très claires».

Ambrose confirme à Béchard

D'ailleurs, des sources à Québec ont soutenu au Devoir que ce sujet avait été abordé lors de la rencontre de lundi entre Rona Ambrose et Claude Béchard à Montréal. La ministre fédérale a alors confirmé la nouvelle du Devoir à son homologue. Toutefois, elle n'a pas voulu s'avancer sur le choix de Montréal comme emplacement du marché du carbone, puisque même si la métropole a de très bonnes chances et est largement favorite, «toutes les ficelles ne sont pas encore attachées», a-t-elle dit. L'annonce pourrait par contre avoir lieu plus tard, au printemps.

Le chef du Bloc a également interrogé le premier ministre sur les cibles à venir. «Pour qu'il y ait une Bourse de carbone, des cibles de réduction d'émissions de gaz à effet de serre sont nécessaires. Or, dans le plan de la ministre de l'Environnement, il n'y a pas de cibles avant 2011. Est-ce que le premier ministre réalise que le printemps qui vient, c'est le printemps 2007, pas 2011?», a lancé Gilles Duceppe.

Stephen Harper a répliqué que des cibles seront fixées dès le début de 2007, alors que toute la réglementation sera en vigueur en 2011. «C'est l'intention de ce gouvernement de fixer des cibles au cours de la prochaine année. Dès 2011, nous aurons un système pour toute l'économie canadienne. C'est une avancée majeure, c'est la première fois qu'un gouvernement canadien est déterminé à ce que soit mise en application la réduction des polluants et des gaz à effet de serre», a-t-il dit.

Le Bloc québécois juge toutefois que les clarifications du gouvernement ne dissipent pas encore tous les doutes et n'expliquent pas la confusion de la veille. «On ne sait pas trop où ils s'en vont, a dit Gilles Duceppe à sa sortie de la période de questions. Alors que pour nous, c'est important, non seulement au niveau de l'environnement, mais aussi économiquement.» Le Bloc a d'ailleurs diffusé un communiqué pour réclamer que le marché d'échange de crédits soit bien mis en place à Montréal et non pas ailleurs au pays. Selon Gilles Duceppe, il faut agir vite pour ne pas que les entreprises canadiennes «manquent le bateau».

Au Parti libéral, on estime que le choix de Montréal est «logique». «Ça nous prend cette Bourse du carbone et elle doit être à Montréal», a soutenu au Devoir le député Pablo Rodriguez. Selon lui, tant que la ministre ne fera pas une véritable annonce, «tout reste très théorique». «La seule chose qu'ils ont réussi à faire, c'est mêler tout le monde.»

Avec la collaboration d'Antoine Robitaille

LA PRESSE : DES RÈGLEMENTS OU LA MORT : La Bourse du carbone - Le mercredi 08 novembre 2006

Stéphanie Grammond

La Bourse canadienne du carbone risque de mourir dans l'oeuf, si le gouvernement fédéral ne fixe pas rapidement des objectifs de réduction des gaz à effet de serre. "Ce qui m'inquiète le plus, c'est de voir un glissement du marché vers l'étranger", a indiqué Luc Bertrand, président et chef de la direction de la Bourse de Montréal. Le Marché climatique de Montréal est né l'été dernier d'un partenariat entre la Bourse de Montréal et le Chicago Climate Exchange. Il reste pour l'instant à l'état de projet. Si le gouvernement n'établit pas une réglementation rapidement, M. Bertrand craint que les grandes entreprises ne se tournent vers les marchés étrangers.

"Des entreprises comme Alcan vont vouloir monétiser ailleurs leurs efforts de réduction de gaz à effet de serre. Elles iront sur les marchés étrangers ou sur le marché de gré à gré qui est plus opaque. Une fois que le marché est parti, il est très difficile de le rapatrier", a ajouté M. Bertrand.

Alcan qui est un gros émetteur de gaz à effet de serre, se targue d'avoir réduit ses émissions de 25% entre 1990 à 2005, alors que sa production a augmenté de 35%. Au total, l'intensité des émissions a donc diminué de 45%.

"Les gouvernements ont un rôle clair à jouer pour donner une valeur aux réductions de carbone", estime justement Jean Simon, président de la division de métal primaire d'Alcan pour le Québec et les États-Unis.

Le manque de clarté de la part du gouvernement pourrait même freiner les efforts des entreprises qui craindraient de ne pas être reconnus dans l'avenir, pour leurs efforts passés.

"Il y a une urgence d'établir un marché du carbone. Sinon, ça devient risqué pour les entreprises de trop s'avancer dans leur

réduction", affirme François Rebello, président du Groupe Investissement Responsable.

Il pense aussi qu'une Bourse du carbone permettrait de rétablir l'équité entre les provinces. Le Québec est cinq fois efficace que l'Alberta en matière d'émission de gaz à effet de serre. "Cela représente un gain théorique de 700 millions de dollars pour le Québec", calcule M. Rebello qui participait, hier, à une conférence sur les conséquences des changements climatiques sur l'investissement.

"Il y a des investisseurs à court terme qui ne se soucient que des résultats du prochain trimestre. Mais ceux à long terme, comme les caisses de retraite, voient les choses différemment", a dit Gilles Rhéaume, vice-président du Conference Board du Canada.

L'organisme présentait les résultats d'une vaste enquête, le Carbon Disclosure Project, à laquelle ont participé plusieurs grands investisseurs institutionnels canadiennes, dont la Caisse de dépôt et de placement du Québec.

Ces grands investisseurs ont questionné 280 entreprises canadiennes dont ils sont actionnaires, sur leur émission de gaz à effet de serre.

Seulement 28% des entreprises ont répondu à leur question, ce qui dénote un problème de manque de divulgation de l'information.

En outre, la qualité des réponses varie considérablement. Plusieurs entreprises ont éludé les questions. Peu ont fourni des renseignements financiers stratégiques et prévisionnels. Plusieurs ont déclaré que l'incertitude concernant la mise en oeuvre de la première phase du protocole de Kyoto était le principal obstacle à l'estimation des coûts potentiels des diminutions d'émissions.

BOURSE CLIMATIQUE

Une décision rapide s'impose

MICHEL VAN DE WALLE

Le Journal de Montréal

Le président de la Bourse de Montréal, Luc Bertrand, craint que l'important marché des produits financiers liés aux émissions de gaz à effet de serre n'échappe au Canada si Ottawa ne se branche pas sur des cibles précises de réduction.

« Il y a une urgence, car si on ne peut pas lancer bientôt ce marché, le Canada risque de manquer une opportunité », a-t-il affirmé hier, en marge d'une conférence sur les conséquences des changements climatiques sur l'investissement qui se tenait à Montréal.

La Bourse de Montréal a un projet de marché où se transi-



■ Luc Bertrand

geraient des quotas de gaz à effet de serre. Les entreprises qui polluent moins seraient récompensées en vendant leurs crédits aux gros émetteurs de CO₂, qui seraient contraints d'en acheter pour respecter des cibles de réduction, ce qui les inciterait à fermer à moins polluer.

Or, pour qu'un tel marché fonctionne, il faut que le gouvernement établisse des cibles de réduction des émissions avec des échéanciers précis et des pénalités sévères.

Si Ottawa ne fixe pas très bientôt de telles cibles, dit M. Bertrand, les multinationales canadiennes pourraient commencer à transiger les crédits sur les marchés étrangers, comme en Europe, où une telle Bourse existe.

« Une fois qu'un marché commence à glisser à l'étranger, c'est très difficile de le rapatrier ici par la suite », soutient-il.

Ottawa a déposé récemment un projet de loi sur la qualité de l'air, qui est largement critiqué pour son manque de cibles précises et son échéancier (2050) éloigné.

Diplomate, M. Bertrand constate que ce projet « ne ferme pas la porte » à des cibles précises. Il garde bon espoir que ses discussions avec Ottawa aboutissent.

Appui de la Caisse de dépôt

Hier, le président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec, Henri-Paul Rousseau, a dit appuyer sans réserve le projet de marché climatique de Montréal.

« Un marché de produits dérivés dans ce domaine est important pour les entreprises comme pour les investisseurs. Et comme c'est à Montréal qu'il y a l'expertise dans ce genre de produits, c'est naturel que cela se fasse ici », a-t-il confié au *Journal*.

À la conférence, M. Rousseau a plaidé en faveur d'une divulgation accrue de la part des entreprises en matière d'émissions de CO₂. « Nous sommes des investisseurs globaux et il est important de connaître nos risques, y compris en environnement. »

Métro : Béchar d veut la bourse du carbone à Montréal – Mercredi 08 novembre 2006

Béchar d veut la bourse du carbone à Montréal

La bourse du carbone doit avoir pignon dans la métropole. C'est le souhait qu'a formulé, hier, le ministre québécois de l'Environnement, Claude Béchar d qui demande au gouvernement fédéral d'officialiser rapidement la création d'un marché de crédits de gaz à effet de serre au pays.

Il affirme que la Bour-

se de Montréal détient présentement une longueur d'avance sur celle de Toronto pour l'obtention de ce marché. M. Béchar d estime que cette initiative ne coûtera rien aux contribuables puisqu'il appartient au gouvernement fédéral de mettre en place la réglementation nécessaire.

(PC/JCG)

LE DEVOIR : 1^{ère} page : Ambrose a semé la confusion : Le marché du climat à Montréal: c'est trop tôt, dit le bureau d'Harper - Édition du mardi 07 novembre 2006

Alec Castonguay

Ottawa -- Sans le vouloir, la ministre fédérale de l'Environnement a semé la confusion hier à la Chambre des communes. Les commentaires sans équivoque de Rona Ambrose publiés dans Le Devoir hier ont surpris non seulement les partis de l'opposition, mais aussi certains ministres du gouvernement Harper, qui semblaient trouver que la ministre s'était avancée un peu vite en promettant la création d'un marché du climat à Montréal. Rona Ambrose n'a toutefois pas assisté à ce brouhaha, puisqu'elle a rencontré discrètement le ministre québécois de l'Environnement, Claude Béchar d, à son bureau de Montréal. Une réunion demandée par Ottawa en prévision de la présence des deux ministres la semaine prochaine à la conférence de Nairobi sur les changements climatiques.

Les réactions à l'entrevue accordée par Rona Ambrose au Devoir ont été nombreuses et très diverses hier. La période de questions a d'ailleurs porté en grande partie sur l'environnement et sur les propos de la ministre. Les partis d'opposition ont accusé la ministre de faire un virage à 180 degrés en promettant la création d'un marché du climat à Montréal, puisque le 5 octobre dernier, elle se disait peu encline à mettre en place un tel système d'échange de crédits de gaz à effet de serre (GES).

« Il n'y a pas longtemps, elle nous disait qu'elle n'était pas d'accord avec une telle chose et, maintenant, elle est d'accord. On aimerait avoir un débat [en Chambre] pour savoir exactement quelle est la position du Canada », a soutenu le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe.

Lors de l'entrevue, la ministre Ambrose n'a pourtant laissé planer aucun doute sur ses intentions. « On a besoin d'une réglementation pour mettre en place un marché, et c'est ce qu'on va faire. On va dans ce sens-là rapidement », a soutenu la ministre. Rona Ambrose

a dit viser le printemps, au plus tard, pour enclencher le processus de mise en place de ce marché. « Il faut que ce soit un marché fait pour les entreprises, car le gouvernement n'a pas l'intention d'acheter ou de vendre des crédits de gaz à effet de serre avec l'argent des contribuables. Mais les entreprises vont avoir la possibilité de le faire, car c'est un système vraiment efficace pour faire des réductions à bon prix », a-t-elle ajouté.

Certains de ses collègues ministres, et même le bureau du premier ministre, ont semblé surpris de la fermeté des propos de Rona Ambrose. Le ministre de l'Industrie, Maxime Bernier, a parlé d'une « option parmi tant d'autres » qui fait l'objet de discussions. Une position reprise par le ministre des Affaires étrangères, Peter MacKay. Le ministre des Transports et lieutenant québécois de Stephen Harper, Lawrence Cannon, a de son côté appuyé la ministre Ambrose, rappelant que la mise en place d'un marché du climat est inscrite dans l'avis d'intention qui accompagne le projet de loi sur la qualité de l'air.

Qui dit vrai? Au bureau du premier ministre, on marchait sur des oeufs hier. « La ministre Ambrose connaît son dossier, et on ne désavoue pas ses propos, a répondu au Devoir l'attaché de presse du premier ministre, Dimitri Soudas. Mais on ne peut pas présenter la création d'un tel marché de crédit comme un fait accompli. Il faut respecter la période de consultation avec les entreprises qui est en cours actuellement. C'est une option qui est sur la table. Ça ne veut pas dire que l'idée est bonne ou mauvaise, on ne prend pas position. Il faut laisser les consultations continuer. »

À la Bourse de Montréal, où l'on travaille depuis plusieurs mois à la mise en place d'un marché du climat, on était très heureux hier de lire les propos de la ministre de l'Environnement. « C'est très encourageant, ça va dans le bon sens », a soutenu au Devoir Luc Bertrand, président et chef de la direction de la Bourse de Montréal.

Ce dernier affirme que la ministre ne fait que répéter ce qu'il a lui-même compris du projet de loi sur la qualité de l'air. «On n'a jamais pensé qu'Ottawa avait fermé la porte à un tel marché», dit-il.

Dans le domaine des crédits d'émissions de GES, la Bourse de Montréal s'est associée avec la Bourse de Chicago, qui dirige le marché mis en place en Europe. Luc Bertrand confirme que le but est de mettre en place un marché au Canada qui servira de tremplin international aux entreprises d'ici. Comme la ministre l'a affirmé, il faut donc que les normes internationales soient appliquées au Canada. «Il faut être aussi harmonisé que possible. Si on crée un marché au Canada qui ne peut pas s'aligner avec les autres bourses et les critères internationaux, ce ne sera pas un grand succès», dit-il.

Le porte-parole de la Bourse de Montréal, Jean-Charles Robillard, explique que la ministre a raison lorsqu'elle affirme que, une fois la réglementation connue et les cibles de réductions fixées aux entreprises, la mise en place du marché pourra commencer, même si la période obligatoire de réduction des GES pour les entreprises est seulement dans cinq ou dix ans. «Les entreprises vont pouvoir gérer le futur de leurs émissions. Ça nous prend juste un cadre réglementaire et des cibles par industries», dit-il.

Un marché du climat permet aux entreprises de vendre des tonnes de CO2 si elles ont fait mieux que les objectifs qu'on leur a fixés. Elles font donc des profits si elles améliorent leurs cibles. En revanche, les compagnies délinquantes qui n'atteignent pas leurs objectifs devront acheter des crédits de CO2 sur ce marché et ainsi payer de leur poche les dépassements. Ce système est considéré comme l'un des plus efficaces pour inciter les entreprises à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

À Québec, on n'a pas voulu réagir à la nouvelle du Devoir d'hier. Toutefois, le ministre de l'Environnement, Claude Béchar, a rencontré son homologue fédérale à Montréal hier matin. Selon l'attaché de presse de M. Béchar, Pascal D'Astous, «la rencontre s'est tenue à la demande du fédéral», lequel souhaitait s'entretenir avec le ministre «de la position canadienne à Nairobi». Mais la question des 328 millions réclamés par Québec pour financer son plan de lutte contre les changements climatiques a aussi été abordée.

Selon M. D'Astous, M. Béchar -- qui ne s'envolera pour l'Afrique que samedi -- fera part à la presse aujourd'hui de ses réactions sur sa rencontre avec Mme Ambrose et de la possibilité qu'un marché

du carbone soit implanté à Montréal. Sur cette dernière question, d'autres sources au sein du gouvernement du Québec ont exprimé de l'exaspération à l'égard des «volte-face successives» et des «doubles discours» de Mme Ambrose et du gouvernement Harper en matière environnementale. «Ils sont assez durs à suivre, a confié au Devoir une de ces sources. Début octobre, ils disaient qu'il n'y aurait pas de marché du carbone et, maintenant, ils disent qu'il y en aura peut-être un!»

Kyoto II

À Ottawa, c'est toutefois l'autre volet de l'entrevue avec la ministre qui a suscité le plus de réactions. Au Devoir, Rona Ambrose a clairement pris position en faveur de la phase 2 de Kyoto et a affirmé que le Canada devait recevoir de nouvelles cibles contraignantes de réductions des GES après 2012. De plus, même si le but du Canada est de forcer la Chine et l'Inde à faire des efforts en acceptant eux aussi des cibles obligatoires, pas question de quitter le traité de Kyoto si cette tentative échoue. «Si on se retire, il n'y a plus d'occasion de mettre de la pression sur ces pays. Il faut qu'on travaille tous dans le même sens. Le but est d'avoir plus de gens autour de la table, pas moins», a-t-elle dit.

Le Bloc québécois a tenté d'embarrasser le gouvernement Harper sur cette question. «Aujourd'hui, à la veille de partir pour Nairobi, la ministre vient annoncer au Québec qu'elle est en faveur de la phase 2 du Protocole de Kyoto. [...] Quand la vérité sort-elle de la bouche du gouvernement: lorsqu'ils sont contre Kyoto ou juste avant Nairobi, lorsqu'ils sont pour?», a lancé le leader en Chambre du Bloc, Michel Gauthier.

En l'absence de la ministre, c'est son secrétaire parlementaire, Mark Warawa, qui a répliqué. «Nous avons toujours été clairs, nous faisons partie du protocole de Kyoto. Nous faisons partie d'un dialogue international qui vise à répondre à l'enjeu des changements climatiques à partir de 2012, soit après la première phase de Kyoto», a-t-il dit.

Le chef du NPD, Jack Layton, et le chef par intérim du Parti libéral, Bill Graham, ont tous les deux soutenu que le gouvernement Harper n'avait «aucune crédibilité» pour réclamer des gestes de la Chine et de l'Inde lors de la phase 2 de Kyoto, puisque Ottawa n'entend pas respecter le premier échéancier de Kyoto. Matthew Bramley, de l'Institut Pembina, juge lui aussi que le Canada ne sera «pas pris au sérieux» à Nairobi.

Rona Ambrose sème la confusion



La ministre de l'Environnement, Rona Ambrose, a multiplié les déclarations jugées contradictoires par l'opposition. — PHOTO THÉQUE LE SOLEIL

Raymond Giroux
rgiroux@lesoleil.com

OTTAWA — Rona Ambrose a mis son gouvernement dans l'embarras, hier, en donnant une direction nouvelle au débat sur les changements climatiques, puis en ne se présentant pas aux Communes pour s'expliquer sur ses propos tenus lors d'une entrevue au Devoir.

La ministre de l'Environnement a dit que le Canada ferait partie du Kyoto II, ce qui signifie qu'il se pliera à des cibles contraignantes après 2012, tout en répétant que les objectifs actuels de réduction des gaz à effet de serre sont irréalistes.

« Il est assez difficile de comprendre comment on peut accéder à la phase II si on n'a pas passé la phase I, a lancé Gilles Duceppe en point de presse. Cela me surprend un peu. »

Le secrétaire parlementaire de Stephen Harper, le député Jason Kenney, a dit au nom de son patron, absent lui aussi, que le premier ministre n'a « pas dénoncé » le Protocole de Kyoto.

Simplement, a-t-il répondu. « Il

a reconnu que c'était effectivement impossible pour le Canada d'atteindre les cibles de la phase I à cause de l'inaction du gouvernement libéral. »

M^{me} Ambrose a également étonné la galerie en redonnant vie au projet de marché du climat pour échanger des crédits de gaz à effet de serre alors qu'elle affirmait il y a un mois qu'il n'en était pas question.

Mais le projet de loi sur la qualité de l'air déposé le 19 octobre présentait cette avenue comme une option, et un porte-parole du bureau du premier ministre reprenait cette explication comme ligne officielle, après la période des questions.

« Il n'y a pas longtemps, elle nous disait qu'elle n'était pas d'accord avec une telle chose, répliquait M. Duceppe. Maintenant, elle nous dit qu'elle est d'accord. C'est pour cela qu'on veut un débat », a-t-il ajouté.

« On sait ce que le Québec va dire (à Nairobi), on sait ce que nous allons dire, ajoute le chef du Bloc, mais on ne sait pas ce que la ministre va dire. »

Le ministre Lawrence Cannon répond de son côté qu'« il semble que cette position ait toujours été indiquée dans l'avis

d'intention » du projet de loi.

« Je ne crois pas que le gouvernement envoie des signaux contradictoires, a-t-il dit en promptu de presse. Il s'agit de regarder l'ensemble des choses que nous avons décidé de faire, notre discours politique a été constant depuis le début. »

DROIT DE PAROLE

Quant aux velléités de limiter le Canada à une seule voix lors de la conférence de Nairobi, comme l'a laissé entendre M. Kenney, M. Duceppe répond vite que « personne ne va empêcher des membres de la délégation canadienne de s'exprimer là-bas. Il arrive qu'on n'est pas d'accord avec M^{me} Ambrose, a-t-il lancé, et on ne se gênera pas pour le dire ».

Au NPD, Jack Layton crie à la confusion et ne croit pas que les propos de M^{me} Ambrose représentent la vraie position du gouvernement.

M. Layton soutient plutôt que de toute manière, « la position du gouvernement conservateur est claire concernant Kyoto : il le rejette ». La ministre, dans ce contexte, ne fait qu'enlever encore plus de crédibilité au Canada dans ce dossier.

MÉTRO : Bourse du carbone au pas? – Mardi 07 novembre 2006

Bourse du carbone ou pas?

LA MINISTRE fédérale de l'Environnement, Rona Ambrose, n'a jamais promis de créer à Montréal une « bourse du carbone », a précisé hier un porte-parole du ministère.

En entrevue au Devoir, la ministre Ambrose s'est montrée très ouverte à la mise en place d'un marché du climat visant à échanger des crédits de gaz à effet de serre, souvent appelé marché du carbone. Elle va jusqu'à affirmer qu'un tel mécanisme pourrait être en place dès le printemps, en collaboration avec le Marché climatique de Montréal.

Or, il semble qu'il n'y a, au sein du cabinet de Stephen Harper, que la ministre



Rona Ambrose

Ambrose qui s'avance aussi loin.

Ses collègues ministres maintiennent que la création d'un marché de l'environnement n'est qu'une option parmi d'autres, une option qui a toujours été dans les cartons, argumentent-ils.

PC

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le Canada aura son marché

24 Au moment de quitter le pays pour se rendre à Nairobi au Kenya où a commencé hier la Conférence sur les changements climatiques, la ministre fédérale de l'Environnement, Rona Ambrose a révélé qu'elle initiera au cours des prochaines semaines un genre de «marché du climat» au Canada.

Ce marché pourrait même être installé à Montréal. Il permettra d'échanger des crédits de gaz à effet de serre. Comme il répondra aux normes internationales, le marché

«À la Conférence qui se tient au Kenya, le Canada sera représenté par une délégation de 40 personnes.»

mondial sera ouvert aux entreprises canadiennes qui dénonçaient que la position du Canada sur Kyoto leur fermait, marché.

«Tout le mécanisme pourrait être en pleine opération dès le printemps prochain», assure-t-elle. Par ailleurs, la mi-



-photo Archives

La ministre de l'Environnement, Rona Ambrose.

nistre affirme que le Canada fera partie du deuxième protocole de Kyoto, même si Ottawa rejette les objectifs qui lui sont fixés par Kyoto. On

sait que le gouvernement Harper a abandonné l'objectif de réduire de 6 % entre 2008 et 2012, les émissions de GES enregistrés en 1990. (PC/JCG)

RADIO-CANADA / POLITIQUE : Changements climatiques : Signaux contradictoires d'Ambrose - Mise à jour le lundi 6 novembre 2006 à 21 h 20

Plus d'info

Nouvelles

[Claude Bécharde va s'expliquer à Ottawa](#)

Dossier

[Les bourses du carbone](#)

Audio et Vidéo

[Catherine Kovacs rend compte du fonctionnement des bourses du carbone.](#)

[Mireille Massé témoigne de la confusion qui régnait aux Communes.](#)

[Gabriel Lomont nous parle de l'ouverture de la conférence internationale sur le climat.](#)

Avant son départ pour Nairobi, où la conférence sur les changements climatiques a débuté lundi, la ministre fédérale de l'Environnement, Rona Ambrose, a écrit un nouveau chapitre de la saga environnementale aux communes.

En entrevue au quotidien *Le Devoir*, la ministre a dit être prête à mettre en place un marché du climat qui permettrait d'échanger des crédits de gaz à effet de serre (GES). Mme Ambrose a même indiqué que ce marché pourrait s'installer à Montréal et que « tout pourrait se mettre en place dès le printemps. »

Il s'agissait de tout un revirement pour la ministre fédérale qui, il y a un mois, déclarait qu'il n'était pas question de créer un tel marché.

Or, les collègues ministres de Mme Ambrose au sein du cabinet de Stephen Harper ne vont pas aussi loin. Ils maintiennent que la création d'un marché de l'environnement n'est qu'une option parmi d'autres. « Et il me semble que cette position-là a toujours été indiquée », a déclaré le ministre des Transports, Lawrence Cannon, à sa sortie des Communes.

Il n'en fallait pas plus pour que le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, s'en prenne à Mme Ambrose. « La position est totalement confuse, a lancé aux Communes le chef du Bloc. Ne pourrait-on pas avoir un débat, ici, en cette Chambre, afin que la ministre vienne nous expliquer ce qu'elle va dire à Nairobi? »

« M. Le président, nous voulons savoir quand la vérité sort de la bouche de ce gouvernement. Quand ils sont contre Kyoto ou, juste avant Nairobi, quand ils sont pour? », a renchéri Michel Gauthier, leader parlementaire du Bloc québécois.

La principale intéressée était absente des Communes, lundi. Elle avait demandé à rencontrer son homologue du Québec, Claude Bécharde, en préparation de la Conférence de Nairobi, au Kenya. La rencontre s'est déroulée à Montréal.

Oui à Kyoto II

Par ailleurs, la ministre affirme dans son entrevue au *Devoir* que le Canada fera partie du deuxième protocole de Kyoto, même si Ottawa rejette les objectifs qui lui ont été fixés par Kyoto I. Le gouvernement Harper a laissé tomber l'objectif de réduire de 6 % entre 2008 et 2012 les émissions de GES enregistrées en 1990.

Pourtant, Rona Ambrose affirme que le Canada doit avoir de nouvelles cibles contraignantes de réductions des GES. Mme Ambrose se rend à la conférence organisée au Kenya, par les Nations unies, avec un objectif précis. Ottawa veut inclure deux grands émetteurs de gaz à effet de serre dans Kyoto II: l'Inde et la Chine.

La ministre n'a pas l'intention de se retirer des négociations si ces deux pays refusent de se donner des cibles contraignantes et ainsi de participer à l'effort mondial de réduction des GES.

Le Canada dépêche une délégation de 40 personnes à la conférence de Nairobi. Au cours des deux prochaines semaines, 6000 personnes discuteront des moyens de lutter contre le

réchauffement climatique. Selon le groupe écologique Greenpeace, le pire pourra être évité si les gouvernements agissent maintenant.

L'après ère Bush

Pendant ce temps, à Nairobi, le représentant américain a confirmé que les États-Unis continueront de se soustraire au protocole de Kyoto tant que l'administration Bush sera au pouvoir. Plusieurs participants à la conférence des Nations-Unies, notamment des

écologistes, réclament une action urgente pour lutter contre le réchauffement de la planète.

Les États-Unis, le plus gros pollueur au monde, n'ont pas ratifié le protocole qui prendra fin en 2012. La trentaine de pays qui se sont engagés à réduire leurs gaz à effet de serre devront revoir leurs cibles au-delà de cette date.

THE GAZETTE: On climate change, starts small, but start now: "Albertans are more favourable than most Canadians to a carbon tax", by Jay Brian, on Global warming – Tuesday, November 07, 2006

On climate change, start small, but start now



JAY BRYAN
on global warming

"Albertans are more favourable than most Canadians to a carbon tax."

Stephen Harper's Tories have been opposed to the idea of a carbon tax, apparently calculating that it would be disliked by the party's tax-cutting constituency and particularly upsetting to those in Alberta's petroleum-dependent economy.

But maybe that's a miscalculation. A new survey from one of the country's leading pollsters, Ipsos Reid, shows that Canadians are deeply concerned about the environment and that they're favourable to a carbon tax – perhaps the most effective mechanism for fighting global warming. Remarkably, Alber-

tans are more favourable than most Canadians.

The burning of just about any fuel causes carbon to be emitted into the atmosphere as carbon dioxide, a greenhouse gas that contributes to global warming, leading the world toward dangers that look increasingly unacceptable.

The latest estimate, from a British government report, predicts that inaction on global warming will have catastrophic effects on the world, potentially including droughts, mass flooding, species extinctions and an economic collapse comparable to the depression of the 1930s,

while the cost of stabilizing the climate would be much smaller.

So it's encouraging that support for a carbon tax in Alberta, the Tory party's political home base, is 54 per cent, actually a little higher than the national average of 52 per cent.

This could be a hopeful sign that people can see beyond the temporary stresses that a carbon tax would impose on energy industries to the big long-term benefits we can expect.

Please see BRYAN, Page B2
Carbon trading rewards corporate actions, Page B3

BRYAN Carbon tax need not cost you more

CONTINUED FROM B1

Alternatively, it could be that Albertans, like other Canadians, are just increasingly worried about the environment and haven't really thought about the local job growth and investment implications, notes Darrell Bricker, president of Ipsos Reid. But even so, he noted, it's clear that they're open to discussing such an option.

A carbon tax, after all, isn't a tax increase unless governments decide to make it one. A well-designed carbon tax could start very small and rise slowly, offset by credits or rate cuts in growth-sapping levies like personal and corporate income taxes.

If you paid \$100 more for gasoline and heating oil next year because of a carbon tax, but received a \$100 cut in your income tax, you'd be no worse off.

Better still, if this policy were to continue over the years, with both the carbon tax and the income tax cut rising in step, you'd soon be better off.

How? Because the income tax cut would endure, but a carbon tax can largely be evaded – and your evasion would be both legal and a boon to the environment. The process is gradual, but the savings add up.

The first things you might do would be cheap and quick, maybe putting new weatherstripping in windows and doors. Within a few years, you might decide your next car should be more fuel-efficient. With hybrids and improved gasoline engines, it's possible to boost mileage greatly without moving to a

tiny car.

Eventually, you'd put in a more efficient furnace or water heater. You might switch from an oil heat to gas, since gas emits less carbon dioxide.

The trick is to start a carbon tax very small, so as not to disrupt people's lives and Canada's big energy industry, then gradually boost the tax over the years on a pre-determined schedule, suggests Christopher Green of McGill University, an economist and member of the university's Global Environmental and Climate Change Centre.

This gradualism would enable business to plan far in advance, giving it an incentive to install more energy-efficient equipment, but allowing it to do so only when old equipment wears out, which dramatically cuts the cost of upgrading.

Outside of computer technology, business machinery and equipment has a typical lifetime of 10 to 15 years, says economist Gilles Rhéaume, vice-president of the Conference Board of Canada, so it's very important to provide business with long-term predictability in any climate-change measure.

Noting the visceral fear of a carbon tax among energy executives, Rhéaume prefers to think about setting ceilings on greenhouse gases, then letting industry operate with emissions credits they could trade among themselves, letting those who could cut emissions most

cheaply sell credits to others.

If you lower the emissions ceiling at a predictable rate, this would act like a steadily rising carbon tax. Either way, the crucial thing is to get started. Rhéaume notes that the Mulroney government was discussing emissions credits two decades ago, but we still have no action.

And by the way, climate change isn't just a future global danger; it's actually a risk to investors right now. Rhéaume and others will discuss this in Montreal today, at a Conference Board session on the investment implications of climate change. It begins at 1:30 at the Montreal Exchange, 800 Victoria Square.

jbryan@
thegazette.canwest.com

No promise to ME, Ottawa says

OTTAWA – A spokesman for Environment Minister Rona Ambrose denies reports she has promised to establish a carbon-trading exchange in Montreal. The possibility of using emissions trading to cut greenhouse emissions is under study and no decisions have been made, Rob Klager said yesterday.

CANADIAN PRESS

THE GAZETTE: Carbon trading offers rewards for action. Businesses that exceed emission-reduction targets can sell credit to others: Helping companies clean up their acts – Tuesday, November 07, 2006

Nearly everyone is familiar with the scenarios associated with global warming by now, but last week, a report by economist Sir Nicholas Stern outlined its potential impact on businesses.

The report, commissioned by the British government, predicted that global warming could shrink the global economy by 20 per cent.

From car manufacturers to beer brewers to ski hills, businesses around the globe are cutting their release of greenhouse gases or paying the price.

Climate exchanges in Europe and the U.S. are putting the lid on the amount of carbon dioxide and other gases released into the atmosphere.

In July, the heads of the Chicago Climate Exchange and the Montreal Exchange announced plans to establish a new trading market in Canada.

An indication of how seriously the business is now taking the issue is suggested by the theme of a conference that begins today in Montreal. The Carbon Disclosure Project, which represents institutional investors, and the Conference Board of Canada are presenting top-drawer speakers discussing climate change and investment. Henri-Paul Rousseau, president of the Caisse de dépôt et placement du Québec, and Luc Bertrand, CEO of the Montreal Exchange, will speak.

"We believe that environmental trading of carbon and other air pollutants is a major industry and the next frontier in the financial risk business," said Léon Bitton, vice-president of research and development at the Montreal Exchange.

Climate exchanges elsewhere are booming. In Europe, more than 362 million tonnes of carbon were traded in 2005, valued at 7.2 billion euros. Members of the CCX traded 1.43 million tonnes worth \$2.83 million U.S. In the first nine months of 2006, more than eight million tonnes of carbon have been traded.

The system is a mandatory in Europe but voluntary in the U.S., although it is legally binding for those who join the CCX. The system allows companies to grow, but establishes a balance between economic growth and environmental challenges.

The details of the Montreal Climate Exchange have yet to be decided – and could determine its success. A voluntary market would likely attract fewer participants and only have a moderate effect on greenhouse gas emissions.

But a regulatory-based market requiring Canada's top 500 emitters to trade their emissions would improve the liquidity of the market and reduce the 760 megatonnes of carbon dioxide released annually.

"The sooner emitters are aware of their specific targets the better it is," Bitton said, referring to the federal government's Clean Air Act, introduced last month.

Environmental groups have mixed reactions to voluntary climate exchanges.

"These programs can provide compa-



Smoke from a factory billows across the Nicola Valley in the small city of Merritt, B.C., last month. A carbon-regulated soc

How companies operate under the CCX's cap-and-trade system for emissions

Establish a baseline. Companies that join the CCX calculate an emissions baseline. For those that joined during the first phase of the CCX, the baseline is the average emissions between 1998 and 2001. Phase II members use 2000 emissions as their baseline.

Set a target. The emissions reduction target for Phase I CCX members is four per cent below baseline by 2006. Phase II

members have to reduce their emissions to six per cent below baseline by 2010.

Issue emissions allowances. After targets are set, each company is given credits equal to their target. The credits may be traded for cash with other companies needing them, or saved for future use – for example, if the company grows and expects to produce higher emissions. Those compa-

nies that do not meet targets must purchase credits or pay a hefty fine.

Monitor and report emissions. Companies reduce their emissions by implementing new technologies or making other adjustments to their business operations. They calculate and report their emissions using continuous monitoring or protocols that estimate emissions.

nies with an opportunity to manage their emissions, experiment with carbon trading and share their experiences with others," said Paul Lingl of the David Suzuki Foundation. But some of their standards, like agricultural and forestry offsets, have been controversial.

"We're hopeful that the Montreal Climate Exchange will adopt rules that improve upon the Chicago Climate Exchange and reflect the growing interest in high-quality offset projects," Lingl said.

Businesses in North America are creeping into the carbon exchange market because of the many signals that a carbon-regulated society is on the near horizon.

Commodifying the gases gives companies a financial incentive to clean up.

"Carbon offsetting also adds some lustre to the brand," said Steve McDougal, senior manager of business development at 3Phases Energy, an L.A.-based company that promotes and implements renewable energy options for businesses and a CCX member.

In the absence of a Canadian market, only a few large Canadian entities are exchanging their emissions on the market.

Montreal-based forestry company **Abitibi-Consolidated** joined the CCX as part of its approach to reduce greenhouse gas emissions, said Seth Kursman, the company's vice-president for government affairs.

Investments in technologies and switching to biomass-based fuels have helped the company slash its emissions.

Abitibi-Consolidated has reduced its emissions, exceeding its six-per-cent target, Kursman said. It is in the position to sell credits to others who have not been able to cut back their carbon output. Since the 1990s, the company's Canadian mills have reduced their carbon emissions by 42 per cent.

The history of emissions trading goes back to the 1990s, when the U.S. Congress passed the Clean Air Act restricting sulfur dioxide emissions.

Richard Sandor, chief executive of the CCX, set up the Chicago Board of Trade, which allowed big polluters to buy sulfur dioxide emissions credits from meagre emitters. He went on to establish the CCX in 2003.

The exchange covers six types of greenhouse gases: carbon dioxide, methane, ni-

trous oxide, sulfur hexafluoride, perfluorocarbons and hydrofluorocarbons.



Awareness doesn't translate to action

Climate change is on the radar of Canadian companies, but few are addressing it, says a report prepared by the Conference

Board of Canada in association with the Carbon Disclosure Project.

The CDP polled Canada's 280 most valuable companies about their attitudes toward climate change and strategies to reduce greenhouse gas emissions. Of those that responded, 77 per cent indicated that climate change posed risks to their business and 63 per cent recognized climate change-related opportunities. But just 20 per cent of respondents had a formal GHG reduction target and a timeline to achieve it.

The report itself was carbon neutral. Emissions associated with its production were offset through ZeroFootprint.

Next week: Harvesting a more economically viable food supply



Carbon neutrality is company's goal

Not everyone has access to large carbon markets like the Chicago Climate Exchange, but it doesn't stop businesses – large or small – from offsetting their carbon dioxide emissions through other means.

Louis Desrosiers runs a small design firm, [Ideum.ca Inc.](http://Ideum.ca), in Montreal. He and his business partner, Julie Boucher, visit clients in their cars and heat their office with an oil furnace. In short, their greenhouse gas emissions are minimal compared with most other businesses, but amount to about six tonnes a year.

"It's quite a lot for a small business that doesn't really create anything – we just put pencil to paper," Desrosiers said. "But we said at least we could offset that."

They focused their attention on trees, paying for and planting trees through the Canadian Tree Foundation for each tonne of carbon dioxide they produced, and became Quebec's first carbon neutral company in 2002.

Now they offset their client's emissions, too. They estimate the greenhouse gas intensity of each project as small (two tonnes), medium (five tonnes) or large (10 tonnes), and agree to plant trees to offset that production in the client's name.

Ideum.ca planted 772 trees to offset 186 tonnes of carbon dioxide and another 240 trees to compensate for the company's paper consumption.

HANNAH HOAG

LE DEVOIR : 1^{ère} page : Le marché du climat ira à Montréal - Tout pourrait être en place dès ce printemps, dit Ambrose - Édition du lundi 06 novembre 2006

[Alec Castonguay](#)

Ottawa -- Après avoir envoyé des signaux contradictoires pendant des semaines, le gouvernement Harper prend publiquement l'engagement de mettre en place rapidement un marché du climat qui vise à échanger des crédits de gaz à effet de serre. Et c'est Montréal qui accueillera ce marché au Canada. De plus, ce système d'échange réclamé à grands cris par l'industrie et les écologistes sera conforme aux normes internationales, ce qui ouvrira le marché mondial aux entreprises d'ici, a affirmé au Devoir la ministre fédérale de l'Environnement, Rona Ambrose, lors de l'une de ses rares entrevues.

La ministre s'est entretenue avec Le Devoir tout juste avant de partir à Nairobi, où s'ouvre aujourd'hui la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques. Rona Ambrose a d'ailleurs soutenu que le Canada n'avait pas l'intention de faire déraiper les négociations actuellement en cours sur la phase II du protocole de Kyoto. La ministre affirme qu'Ottawa fera partie de Kyoto II, peu importe si les pays membres du traité réussissent à convaincre ou non la Chine et l'Inde d'avoir de vraies cibles de réduction des gaz à effet de serre (GES) après 2012. Rona Ambrose soutient aussi que le Canada «doit» recevoir de nouvelles cibles contraignantes lors de Kyoto II, comme pour la première mouture. Mais la ministre répète que l'atteinte des objectifs canadiens entre 2008 et 2012 est «irréaliste».

Rona Ambrose a tenté de se faire rassurante lors de cet entretien vendredi. Consciente du scepticisme qui entoure les politiques environnementales de son gouvernement, mais aussi de la deuxième chance accordée à son projet de loi sur la qualité de l'air, qui sera étudié devant un comité spécial de la Chambre des communes dans les prochaines semaines, la ministre a semblé vouloir expliquer et clarifier certaines positions du gouvernement conservateur.

D'abord, un marché du climat, aussi appelé marché du carbone ou marché vert, sera mis en place au pays. Dans ce domaine, le gouvernement est dur à suivre, puisque la position énoncée par la ministre n'était pas aussi claire il y a quelques semaines, lorsque Rona Ambrose a comparu devant le Comité de l'environnement. Le 5 octobre dernier, elle affirmait plutôt qu'Ottawa ne serait pas un catalyseur dans la mise en place d'un tel système d'échange de crédit de GES. «Un tel marché peut exister sous les lois actuelles, mais nous n'allons pas en créer un», avait-elle dit.

Or, au moment de déposer son projet de loi sur la qualité de l'air, le 19 octobre dernier, la position du gouvernement avait déjà commencé à changer en faveur d'un tel marché. Ainsi, comme le fait remarquer la ministre en entrevue, l'avis d'intention du gouvernement fait mention d'un tel système. En page 11, on peut lire que «les consultations et les analyses concernant les options relatives à la conformité porteront sur des mécanismes autonomes axés sur le marché qui ne dépendent pas de l'argent des

contribuables, notamment un système de commerce des droits d'émissions mené par l'industrie».

Les signaux contradictoires envoyés par la ministre ont toutefois occulté ce passage lors de l'annonce du projet de loi. Mais, aujourd'hui, la ministre revient à la charge pour rassurer les industriels désireux de profiter d'un marché international en pleine explosion.

«On a besoin d'une réglementation pour mettre en place un marché, et c'est ce qu'on va faire. On va dans ce sens-là rapidement. Il faut d'abord des cibles à court terme pour les entreprises, et ce pourrait être fait dès janvier, si tout va bien», soutient la ministre. Rona Ambrose vise le printemps, au plus tard, pour enclencher le processus de mise en place de ce marché, qui s'apparente à une bourse, mais auquel seuls les détenteurs ou les vendeurs de crédits de GES peuvent participer (entreprises, gouvernements).

«Il faut que ce soit un marché fait pour les entreprises, car le gouvernement n'a pas l'intention d'acheter ou de vendre des crédits de gaz à effet de serre avec l'argent des contribuables. Mais les entreprises vont avoir la possibilité de le faire, car c'est un système vraiment efficace pour faire des réductions à bon prix», dit-elle, avant d'ajouter que ce marché devra être «flexible, robuste et vérifiable». «Il faudra être certain que ce sont de vraies réductions de gaz à effet de serre qui s'échangent.»

Une question de mois

Quand ce marché entrera-t-il en activité? La ministre se dit incapable de fixer une date en raison des étapes encore importantes à franchir. Avant 2010? «Oui, absolument», affirme-t-elle toutefois. «Je ne parlerais pas d'années, mais de mois», ajoute Rona Ambrose. «Tout pourrait se mettre en place dès le printemps. Ça va dépendre des discussions.»

«Il y a plusieurs étapes à franchir, poursuit-elle. Il faut fixer des cibles aux entreprises. Celles à court terme sont importantes, et ce sera fait dans quelques mois. Il faut ensuite négocier un prix [de la tonne] de carbone avec les industries. Ensuite, il faut s'assurer que ce marché soit compatible avec les autres marchés en Amérique du Nord et en Europe. Bref, il faut s'entendre sur les principes avant d'aller de l'avant. Les environnementalistes ont des idées, les entreprises ont des idées. Il faut s'entendre sur le type de crédit qui sera reconnu. Il faut travailler avec nos partenaires internationaux sur ça et s'entendre avec le Marché climatique de Montréal. Il y a trop d'étapes pour que je donne une date précise.» La ministre semble donc vouloir mettre en place un marché qui sera compatible avec les autres marchés du climat dans le monde, ce qui pourrait rassurer les entreprises qui voyaient les occasions d'affaires filer rapidement.

Les modalités de ce marché sont encore en négociations, dit Rona Ambrose. Plusieurs types de systèmes pourraient également cohabiter. Ainsi, Ottawa songe aussi à mettre en place un tel

marché pour les polluants atmosphériques, puisque les émetteurs de smog auront des objectifs de réduction absolus des polluants à partir de 2010. «Il y a plusieurs avenues. On peut avoir aussi un autre marché basé sur la réduction de l'intensité des émissions de gaz à effet de serre, alors que, sur le marché des crédits [comme celui en Europe], certaines entreprises vont pouvoir acheter des crédits anticipés. Il nous faut des mécanismes flexibles, et c'est ce qui est discuté.»

Et qui accueillera ce marché à terme très lucratif? Montréal? «Oui, nous sommes en discussions avec eux [les dirigeants de la Bourse de Montréal]. Leurs connaissances sont très avancées. On sait que Toronto est aussi intéressée, mais on ne les a jamais rencontrés, alors que pour Montréal, le ministre [Michael] Fortier et moi les avons rencontrés plusieurs fois. Disons qu'ils ont de très bonnes chances.»

Le ministre Ambrose a également déclaré que les nombreuses vérifications qui visent à s'assurer que les entreprises se conforment à leurs obligations vont coûter environ 600 millions sur les 15 prochaines années. «Il y aura des rapports au Parlement chaque année, dit-elle. On ne veut pas subventionner les réductions de GES des entreprises, mais il faut s'assurer qu'il y ait quand même des réductions.»

Négociations de Kyoto II

Rona Ambrose a également expliqué les objectifs du Canada concernant la deuxième phase du protocole de Kyoto. Ce post-2012 est actuellement en négociations, et la conférence de l'ONU qui s'ouvre aujourd'hui à Nairobi, au Kenya, fait partie de ces discussions. Selon la ministre, même si le Canada «ne peut pas

atteindre» les objectifs de la phase I (-6 % sous le niveau de 1990 entre 2008-2012) -- d'ailleurs abandonnés par le gouvernement Harper --, il doit tout de même recevoir de nouvelles cibles contraignantes lors de Kyoto II. «Oui, absolument, nous devons en avoir», dit-elle. «Actuellement, ce qu'on fait, c'est se fixer de nouvelles cibles, ici, au Canada. Faire ça va nous aider dans nos négociations pour la phase II de Kyoto. On peut maintenant arriver à la table et montrer qu'on a des engagements. Les vraies négociations vont commencer l'an prochain et il fallait bouger avant.»

Rona Ambrose affirme que l'objectif du Canada lors de ces discussions consiste à inclure l'Inde et la Chine dans les efforts mondiaux de réductions des GES. «On est très préoccupés par l'absence de la Chine et l'Inde, qui sont de grands émetteurs de GES. Il faut diplomatiquement les convaincre d'apporter leur contribution dans la phase II. Je vais d'ailleurs rencontrer les deux délégations au Kenya.»

Et si ces deux pays refusent de se donner des cibles contraignantes, le Canada devrait-il se retirer des négociations et faire cavalier seul? «Non, tranche la ministre. Si on se retire, il n'y a plus d'occasion de mettre de la pression sur ces pays. Il faut qu'on travaille tous dans le même sens. Le but est d'avoir plus de gens autour de la table, pas moins. Il faut aussi mettre de la pression sur les États-Unis. À la fin, il faudrait que tous les grands émetteurs fassent partie de la seconde phase», dit-elle. Il faudra toutefois voir si ces paroles pourront se traduire en gestes concrets dans les prochains mois, malgré la situation de gouvernement minoritaire qui règne à Ottawa.

Québec - Environnement: plan, soutien, ...

LE DEVOIR : Québec évite de se lier à Kyoto - Le gouvernement ne veut pas assumer seul les coûts d'une réduction de 6% des émissions de GES - Édition du jeudi 09 novembre 2006

[Louis-Gilles Francoeur](#) , [Antoine Robitaille](#)

Avec son plan de réduction des gaz à effet de serre à un niveau de 2 % inférieur aux émissions de 1990, le Québec a une longueur d'avance importante sur les autres provinces. On peut dès lors se demander pourquoi il évite méthodiquement de se lier formellement au protocole de Kyoto au moment où il s'en va attester de sa performance à Nairobi.

Ce n'est pas un hasard si, depuis le 15 mars dernier, le gouvernement québécois refuse de faire entériner une motion de l'Assemblée nationale qui l'obligerait juridiquement à appliquer le protocole de Kyoto sur son territoire. Il serait alors tenu de réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) à un niveau de 6 % inférieur aux émissions historiques de 1990 -- avec ou sans l'aide d'Ottawa --, alors que l'objectif de son plan de réductions est plus modeste: 2 % de moins qu'en 1990.

Selon ce qu'un haut fonctionnaire québécois a expliqué hier au Devoir, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Claude Béchar, «part pour Nairobi avec un sac à dos beaucoup plus léger que si l'Assemblée nationale avait liée juridiquement le gouvernement du Québec au protocole en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur les relations internationales».

Cette loi stipule que l'Assemblée nationale doit «approuver» les ententes internationales signées ou ratifiées par Ottawa pour qu'elles prennent effet juridiquement sur le territoire québécois dans les domaines de compétence provinciale.

Au cabinet du ministre Claude Béchar, on expliquait hier au Devoir que l'Assemblée nationale a déjà adopté quatre motions en faveur du protocole de Kyoto et, comme l'a affirmé à l'Assemblée nationale le premier ministre Jean Charest, le 1er novembre, Québec n'a pas attendu l'approbation du protocole de Kyoto pour passer à l'action.

Mais les motions sans préavis adoptées jusqu'ici n'ont pas l'effet juridique de la motion, qui a fait l'objet d'un préavis le 15 mars dernier de la part de la ministre des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay. Cette motion avait précisément pour but de lier le Québec au protocole par le biais de l'article 22.3 de la loi sur les relations internationales.

Le Devoir a demandé hier à l'Opposition péquiste si elle donnerait au gouvernement son accord pour que l'Assemblée nationale adopte aujourd'hui même la motion du 15 mars, afin que le ministre Béchar puisse affirmer à Nairobi dès lundi prochain que le Québec a véritablement entériné le protocole de Kyoto sans réserve. La porte-parole en matière de relations internationales, Marie Malavoy, a vérifié hier après-midi auprès du leader de sa formation, Diane Lemieux. Non seulement la réponse de Mme Lemieux a été affirmative mais, a ajouté Mme Malavoy, le Parti québécois s'engage aussi à soutenir la motion présentée en mars par le gouvernement Charest, et il est même prêt à ramener de deux heures à 15 minutes le temps de discussion prévu à cette fin pour chambarder le moins possible l'ordre du jour parlementaire.

Quant au premier ministre Jean Charest, il a invoqué hier une série de précédents pour affirmer que le Québec sera habilité à parler lors de la conférence Nairobi sur les changements climatiques. Il a du coup contredit son ministre de l'Environnement Claude Béchar qui, en chambre, venait de déclarer qu'il n'était pas certain d'y prendre la parole et qu'il devait encore négocier sa marge de manoeuvre avec le fédéral.

M. Charest a précisé que cette pratique reposait sur plusieurs précédents qu'il a énumérés. Mais il a alors commis un «lapsus», selon le mot de son attaché de presse, lorsqu'il a affirmé que Thomas Mulcair avait eu droit de parole aux côtés de son homologue fédéral d'alors, Stéphane Dion. «Non, avec M. Dion, il n'y avait aucun partage de position, ni d'information!», devait rectifier M. Mulcair hier. C'est plutôt avec le ministre fédéral précédent, David Anderson -- «un homme très généreux» -- que M. Mulcair avait pu s'exprimer.

Dès l'arrivée de M. Dion à la tête d'Environnement Canada, les choses se sont gâtées, relate M. Mulcair, à qui Stéphane Dion n'a pas permis de s'exprimer devant la conférence mondiale sur le climat que présidait le ministre fédéral.

C'est ce qui avait poussé le Québec à organiser, avec le Manitoba, une rencontre parallèle avec des États fédérés et des nations non souveraines, comme la Bavière, la Catalogne et des États australiens, entre autres.

LE DEVOIR : 1^{ère} page : Érosion: des dégâts d'un milliard au Québec : Ouranos commence à chiffrer les dommages du réchauffement - Édition du mercredi 08 novembre 2006

[Louis-Gilles Francoeur](#)

Le réchauffement du climat québécois engendrera pour au moins un milliard de dollars de dégâts de toutes sortes aux biens personnels et aux infrastructures publiques côtières du Québec d'ici 25 ans, révèlent les plus récentes analyses du Centre Ouranos sur les problèmes d'érosion déjà enclenchés par le mégaphénomène environnemental.

C'est la semaine dernière, dans un colloque scientifique de haut niveau sur les plus récents travaux du centre interdisciplinaire Ouranos de Montréal, que ces évaluations ont été dévoilées sur la foi des résultats de modèles mathématiques beaucoup plus précis que tout ce qui avait été utilisé jusqu'ici. En effet, la «résolution» du nouveau modèle dit «régional», qu'on prévoit utiliser d'ici deux ans pour revoir les prévisions sur les niveaux du Saint-Laurent et des Grands Lacs, fait passer la lecture des prévisions de surface de 400 par 400 km à un niveau de «détail» de 45 par 45 km!

Selon ces travaux sur l'érosion des rives du golfe Saint-Laurent, l'impact économique de ce problème croissant dépassera le milliard de dollars car, s'il est possible d'atténuer certains impacts par une

anticipation des problèmes, les dépenses nécessaires pour réparer ce qui peut l'être vont s'ajouter à la perte de valeur causée par les dégâts anticipés, expliquait hier un des chercheurs d'Ouranos, Alain Bourque.

Présentement, selon l'évaluation du centre scientifique, 35 % des côtes maritimes du Québec sont à risque d'érosion et 60 % des côtes «meubles» de la Côte-Nord sont «très sensibles» au phénomène. Quant aux côtes du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, leur sensibilité est classée de «moyennement à très sensible» à l'érosion.

Les chercheurs attribuent l'importance de ces dégâts à une réduction radicale de 65 % de la période dite «d'englacement» du golfe vers 2050, un phénomène qui va aggraver l'érosion pour quatre raisons, explique Alain Bourque. La diminution croissante des glaces empilées sur les rives, jusqu'ici solidement gelées en hiver, les protégeait en effet des plus fortes tempêtes qui surviennent généralement en hiver. Deuxièmement, le relèvement du niveau de la mer va amorcer un ajustement des rives, qui vont s'éroder jusqu'à ce qu'un nouvel équilibre soit atteint. De plus, la

hausse des activités cycloniques, une combinaison de la force des vents et de l'amplitude des vagues, et l'augmentation de la fréquence des fortes tempêtes vont aussi ajouter leurs impacts aux autres causes. Et, quatreièmement, les cycles de gel-dégel étant plus nombreux lors d'hivers moins rigoureux, le fractionnement des falaises et des rives va s'accroître sensiblement, provoquant en quelques dizaines d'années des changements qui auraient pris beaucoup plus de temps à devenir visibles.

Cette érosion galopante qu'on prévoit sur les deux rives du golfe aura pour conséquence de faire disparaître de nombreux habitats fauniques en plus d'endommager, voire de faire disparaître, des propriétés riveraines, sans parler des impacts sur le système routier, le système portuaire et les infrastructures municipales riveraines.

À ce phénomène, qui sera le plus apparent et le plus rapide des impacts des changements climatiques au Québec, selon Alain Bourque, il faut en ajouter plusieurs autres, dont la fonte du pergélisol dans le nord du Québec. Déjà, ajoute le chercheur, on a enregistré une hausse de 1 à 2 °C dans la structure interne des sols gelés en permanence des régions nordiques, et cela, sur des profondeurs de 10 à 20 mètres.

Par exemple, dit-il, des signes importants de dégel ont été enregistrés dans la région du village inuit de Saluit. Les chercheurs ont ainsi noté plusieurs glissements de terrain et des affaissements de toutes sortes qui sont un signal sérieux de fonte accélérée. S'il fallait en plus que ces régions subissent un été de canicule exceptionnelle, ajoute Alain Bourque, plusieurs équipements nordiques construits sur ces sols gelés depuis des millénaires pourraient devenir rapidement problématiques. Il cite comme exemple le cas de plusieurs pistes de petits aéroports qui affichent déjà des signes de mouvements anormaux des sols, particulièrement ceux construits sur des argiles marines gelées. Un rapport complet sur les changements en cours dans cette région est en préparation au centre Ouranos.

Mais une bonne nouvelle se glisse à travers ces impacts inquiétants du réchauffement du climat québécois. En effet, le bilan énergétique global du Québec pourrait s'améliorer. À l'horizon 2030, la baisse de la demande en énergie, principalement tributaire au Québec des besoins en chauffage, «compensera largement la hausse liée à la climatisation» en été. Selon une acétate présentée au colloque, qu'on retrouve sur le site Internet du centre Ouranos,

le bilan énergétique global du Québec passerait de 130 pétajoules (PJ) en 2001 à 120 PJ en 2100, soit une baisse en chiffres absolus malgré une hausse de 100 % de la demande en climatisation. Mais en entrevue, Alain Bourque soutient qu'il faut plutôt parler d'une hausse en chiffres absolus en raison du développement économique et de la croissance de la population. C'est l'utilisation des combustibles fossiles, très prisés pour le chauffage mais fort peu pour la climatisation, qui devrait accuser une décroissance importante durant cette période.

Les prévisions d'Ouranos sont beaucoup moins concluantes en ce qui a trait aux précipitations, si importantes pour les réserves d'eau d'Hydro-Québec. Les «expériences» tentées jusqu'ici avec les modèles mathématiques laissent anticiper «des hausses possibles des apports hydriques» dans le Québec. «Néanmoins», indique avec prudence le bilan du colloque, il faudra poursuivre intensivement ces travaux avant d'avancer des conclusions fermes.

En effet, de grandes inconnues demeurent, en particulier en ce qui concerne les raisons de la réduction des apports en eau dans les Grands Lacs depuis quelques années, que la Commission mixte internationale veut élucider, précise Alain Bourque. L'utilisation du modèle «régional» sur le climat, soit celui dont la résolution a été fortement augmentée, va permettre d'ici deux ans de reprendre toutes les études antérieures sur les niveaux et débits des Grands Lacs et du Saint-Laurent, une fusion des modèles et des données qui va exiger un important travail de modélisation. Ce travail pourrait donner une idée plus précise des impacts éventuels d'une réduction des débits fluviaux, notamment sur les prises d'eau et les rejets d'eaux usées des municipalités, et les coûts associés aux changements qui seront nécessaires.

On sait que les travaux sur les niveaux d'eau du fleuve ont amené la Garde côtière fédérale à envisager notamment d'artificialiser complètement le Saint-Laurent d'ici 50 ans par la construction de seuils, qui en ferait une enfilade de lacs plutôt qu'un fleuve, tout cela pour le hausser et le transformer en fonction des besoins des armateurs plutôt que de forcer ces derniers à s'adapter à la nature changeante de cet écosystème pour en préserver l'intégrité. Certes, indique Alain Bourque, ce ne sont là que des hypothèses parmi d'autres, mais, pour l'instant, c'est surtout de savoir de quoi aura l'air le fleuve dans 50 ans qui importe, avant que ne démarre la discussion sur les adaptations que voudra y apporter le lobby maritime.

LE DEVOIR : Changements climatiques - Ultramar appuie l'essentiel du plan de Québec - Édition du mercredi 08 novembre 2006

François Desjardins

La société pétrolière Ultramar, qui exploite une des trois raffineries du Québec ainsi qu'un réseau de 980 stations-service, appuie les «principaux éléments» du plan en matière de lutte contre les changements climatiques dévoilé par le gouvernement Charest au mois de juin, a affirmé hier le président de l'entreprise.

«Nous sommes d'avis qu'il propose des mesures claires et concrètes pour améliorer notre efficacité énergétique en tant que société et en tant que consommateurs», a dit Jean Bernier lors d'un discours devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Il s'attaque à plusieurs éléments du problème, notamment l'efficacité des véhicules que nous conduisons.»

Le Plan d'action sur les changements climatiques comprend 24 objectifs, dont plusieurs ciblent les hydrocarbures. Parmi ceux-ci figurent l'établissement d'une norme d'émissions de gaz à effet de serre (GES) pour les véhicules légers vendus dans la province à partir de 2010, l'inclusion de 5 % d'éthanol dans l'essence d'ici 2012 et l'intention de négocier des ententes «volontaires» avec le secteur industriel pour réduire les émissions de GES.

Lors de son dévoilement, le plan de Québec avait été louangé par le milieu écologiste. Du côté des pétrolières, on avait reconnu les qualités du plan mais bondi sur un point en particulier: l'imposition

d'une redevance de 200 millions par année sur les hydrocarbures, à être partagée entre les pétrolières, Gaz Métro et Hydro-Québec. Selon une estimation subséquente, les pétrolières devront apparemment assumer 150 millions de cette somme, ce qui représente environ un cent le litre.

En dépit de demandes insistantes, M. Bernier n'a pas souhaité rencontrer la presse, invoquant un horaire chargé. Son discours survient au moment où l'environnement occupe une bonne place des débats politiques, surtout à Ottawa où le gouvernement Harper a, selon toute apparence, abandonné l'accord de Kyoto.

Par ailleurs, M. Bernier a signalé la mesure de Québec visant à privilégier l'éthanol cellulosique, fabriqué à partir de biomasse forestière et de résidus agricoles, «ce qui est nettement préférable, selon nous, à l'éthanol à base de maïs, dont on remet beaucoup en question le bilan net pour l'environnement».

«Nous comprenons également qu'un rôle renouvelé de l'Agence d'efficacité énergétique est au centre de la politique du gouvernement», a ajouté M. Bernier. Ultramar se déclare prête à jouer un rôle actif et positif auprès de l'Agence et auprès de la Régie de l'énergie, qui aura à déterminer son budget.»

Ultramar est une filiale de l'américaine Valero Energy, le plus grand raffineur en Amérique du Nord.

Presse Canadienne

Si la ministre fédérale de l'Environnement critique le plan vert du gouvernement du Québec, le président d'Ultramar, Jean Bernier, l'approuve et le trouve concret.

«Dans l'ensemble, nous appuyons les principaux éléments de ce plan. Nous sommes d'avis qu'il propose des mesures claires et concrètes pour améliorer notre efficacité énergétique», a indiqué mardi M. Bernier, qui a pris la parole devant les membres de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Le Plan d'action sur les changements climatiques dévoilé par le ministre québécois de l'Environnement Claude Béchar, pourtant bien reçu par les groupes écologistes, avait été critiqué par son homologue fédérale Rona Ambrose, à la fin d'octobre.

La ministre Ambrose lui reprochait de faire trop de place aux mesures volontaires destinées à l'industrie et de ne pas s'attaquer à la pollution atmosphérique.

Abordant cette question dans son allocution devant la Chambre de commerce, le président d'Ultramar a salué le plan de réduction des

émissions de gaz à effet de serre de Québec. Il a toutefois souligné que son succès reposera sur des changements de comportement de la part des consommateurs et sur l'organisation de campagnes de sensibilisation.

Par ailleurs, M. Bernier a vanté les avantages du nouveau pipeline qu'Ultramar veut construire entre sa raffinerie de Lévis et son terminal de Montréal-Est. Celui-ci, d'une longueur de 240 kilomètres, serait appelé à remplacer les navires et trains-blocs qui transportent actuellement les produits pétroliers.

«C'est un mode de transport très sécuritaire, qui n'est pas affecté par les conditions climatiques, qui a très peu d'impact sur l'environnement, car la conduite est enfouie à 1 mètre de profondeur et dont l'exploitation n'émet aucun gaz à effet de serre», a-t-il commenté, avant d'ajouter que si la demande venait à croître, Ultramar pourrait en augmenter le débit de plus de 50 pour cent.

M. Bernier n'a pas rencontré la presse après son allocution. Il n'y a pas eu non plus de période de questions.

LA PRESSE : Forum : L'indépendance inutile : en matière d'environnement, aucun obstacle ne s'oppose à ce que le Québec devienne aujourd'hui même un modèle pour le monde entier, par Jean Leclair, professeur, Faculté de droit, Université de Montréal – Mercredi 08 novembre 2006

L'indépendance inutile

En matière d'environnement, aucun obstacle ne s'oppose à ce que le Québec devienne aujourd'hui même un modèle pour le monde entier



JEAN LECLAIR
L'auteur est professeur à la faculté de droit de l'Université de Montréal.

André Boisclair affirmait récemment que «la meilleure façon que le protocole de Kyoto entre en vigueur, c'est de faire la souveraineté du Québec». Il n'en est rien. Aucun obstacle ne s'oppose à ce que la province de Québec devienne aujourd'hui même un modèle pour le monde entier en matière de respect de l'environnement. Les provinces, plus encore que le gouvernement central, ont entre les mains tous les leviers législatifs nécessaires à une réglementation musclée des activités polluantes.

La Constitution fédérale du Canada, rédigée en 1867, ne dit mot de l'environnement. Dès lors, la protection de l'environnement devrait-elle relever du seul pouvoir des provinces ou du seul pouvoir du gouvernement central? La Cour suprême, à deux reprises au cours des dernières années, a refusé de reconnaître une compétence exclusive et exhaustive au Parlement central sur cette question : «l'environnement est une matière qui touche à tout et (...) si elle était reconnue comme relevant de la compétence

législative générale du Parlement (...), elle pourrait modifier radicalement le partage des compétences législatives au Canada» (Hydro-Québec (1997)).

À l'inverse, la Cour s'est refusée à reconnaître aux provinces une compétence exclusive en cette matière, ce qui aurait pour conséquence «d'empêcher le Parlement d'exercer le leadership que la communauté internationale attend de lui et son rôle de protecteur des valeurs fondamentales des Canadiens en ce qui concerne l'environnement (...)» (id.). La Cour a plutôt envisagé l'environnement comme un «sujet diffus» qui fait l'objet d'une compétence concurrente.

Autrement dit, il faut plutôt examiner les pouvoirs énumérés dans la Constitution et analyser «comment ils peuvent être utilisés pour répondre aux problèmes environnementaux ou pour les éviter». Et la Cour d'ajouter: «On pourra alors se rendre compte que, dans l'exercice de leurs pouvoirs respectifs, les deux paliers de gouvernement peuvent toucher l'environnement, tant par leur action que par leur inaction» (Friends of the Oldman River (1992)).

Les provinces gagnantes

Or, chose intéressante, les provinces sortent gagnantes d'une telle approche. En effet, la nature spécifique et pointue des compétences fédérales autorise une intervention environnementale

d'une portée relativement limitée (navigation, pêcheries, terres indiennes et territoires fédéraux). Le pouvoir fédéral de légiférer en matière de droit criminel est le seul qui permet une intervention plus ambitieuse en matière de protection de l'environnement. Encore faut-il toutefois que l'intervention fédérale porte sur une matière ou une activité qui porte atteinte à l'environnement ou la santé. En l'absence d'un tel élément de dangerosité, l'inter-

vention fédérale est inconstitutionnelle. Quant aux provinces, elles disposent d'un arsenal d'intervention bien plus vaste car elles sont détentrices du pouvoir de réglementer les activités industrielles, commerciales, et toutes les activités relatives à l'exploitation des ressources naturelles. Elles ont la haute main sur les activités agricoles et municipales. Bref, les provinces sont investies du pouvoir de limiter, si elle le désire, les activités qui génèrent le plus de pollution.

Le Québec pourrait, demain matin, aller mille fois plus loin que ne le prescrit le protocole de Kyoto. Nos enfants n'ont pas à attendre la souveraineté pour mieux respirer.

En outre, même s'il est vrai de dire qu'en cas de conflit entre une loi environnementale provin-

cielle et une loi environnementale fédérale la deuxième doit avoir prépondérance sur la première (ce qui signifie que la norme provinciale est inopérante), encore faut-il qu'il y ait conflit. Or, la Cour suprême a eu l'occasion de répéter récemment qu'une loi provinciale plus sévère qu'une loi fédérale prohibitive n'entre pas en conflit avec elle (Rothmans, Benson & Hedges Inc. (2005)). En effet, si elle est plus sévère, elle rencontre nécessairement le seuil fixé par la loi fédérale. En d'autres termes, le gouvernement central peut fixer des normes environnementales minimales que les provinces, dans l'exercice de leurs propres compétences, sont autorisées à dépasser.

Parti national

Si les Québécois choisissaient, dans leur plus grande majorité, de voter pour un parti national ayant à la fois une plate-forme environnementale et une chance de tenir les rênes du pouvoir, ils pourraient participer à l'adoption de lois fédérales environnementales efficaces. Ils pourraient, de surcroît, exiger de leur gouverne-

ment provincial le même courage environnemental. Comme j'ai tenté de le montrer, le pouvoir de l'un ne nuit pas nécessairement au pouvoir de l'autre.

Un Québec souverain, en matière environnementale, ressemblerait étrangement au Québec actuel. Éternellement reconduite dans l'opposition, la majorité de la députation québécoise ne tient pas les rênes du pouvoir et ne peut influencer sur la politique environnementale canadienne. L'actualité le démontre amplement. Elle n'est pas en mesure d'obliger le Cabinet à adopter une position plus «verte». La situation serait identique dans l'éventualité de l'indépendance du Québec. C'est donc dire que les Québécois hériteraient de la pollution transfrontière

canadienne (qui ne s'arrêtera pas aux frontières d'un Québec indépendant) sans avoir aucun moyen de participer à l'établissement de normes minimales comme ils pourraient le faire, s'ils le désiraient, dans le cadre du système fédéral canadien actuel.

Pour en revenir aux propos de M. Boisclair, lors de son éventuelle (?) accession au pouvoir, il sera en mesure de faire du Québec un paradis environnemental. Le Québec peut, demain matin, aller mille fois plus loin que ne le prescrit le protocole de Kyoto. Nos enfants n'ont pas à attendre la souveraineté pour mieux respirer.

La Presse canadienne

MONTREAL — Si la ministre fédérale de l'Environnement critique le plan vert du gouvernement du Québec, le président d'Ultramar, Jean Bernier, l'approuve et le trouve concret.

« Dans l'ensemble, nous appuyons les principaux éléments de ce plan. Nous sommes d'avis qu'il propose des mesures claires et concrètes pour améliorer notre efficacité énergétique », a indiqué hier M. Bernier, qui a pris la parole devant les membres de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Le plan d'action sur les changements climatiques dévoilé par le ministre québécois de l'Environnement Claude Béchard, pourtant bien reçu par les groupes écologistes, avait été critiqué par son homologue fédérale Rona Ambrose, à la fin d'octobre.

M. Bernier a vanté les avantages du nouveau pipeline qu'Ultramar veut construire entre sa raffinerie de Lévis et son terminal de Montréal-Est

La ministre Ambrose lui reprochait de faire trop de place aux mesures volontaires destinées à l'industrie et de ne pas s'attaquer à la pollution atmosphérique.

Abordant cette question dans son allocution devant la Chambre de commerce, le président d'Ultramar a salué le plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de Québec. Il a toutefois souligné que son succès reposera sur des changements de comportement de la part des consommateurs et sur l'organisation de campagnes de sensibilisation.

PIPELINE

Par ailleurs, M. Bernier a vanté les avantages du nouveau pipeline qu'Ultramar veut construire entre sa raffinerie de Lévis et son terminal de Montréal-Est. Celui-ci, d'une longueur de 240 kilomètres, serait approuvé à remplacer les navires et trains-blocs qui transportent actuellement les produits pétroliers.

« C'est un mode de transport très sécuritaire, qui n'est pas affecté par les conditions climatiques, qui a très peu d'impact sur l'environnement, car la conduite est enfouie à un mètre de profondeur et dont l'exploitation n'émet aucun gaz à effet de serre », a-t-il commenté, avant d'ajouter que si la demande venait à croître, Ultramar pourrait en augmenter le débit de plus de 50 %.

M. Bernier n'a pas rencontré la presse après son allocution. Il n'y a pas eu non plus de période de questions.

MÉTRO: Un réchauffement d'un milliard – Mercredi 08 novembre 2006

Un réchauffement d'un milliard

De récentes analyses environnementales concluent que le réchauffement du climat québécois engendrera près d'un milliard \$ de dommages de toutes sortes aux biens personnels et aux infrastructures publiques côtières du Québec d'ici 25 ans.

Selon des analystes du Centre Ouranos, 35 % des côtes maritimes du Québec sont à risque d'érosion et 60 % de certaines côtes de la Côte-Nord sont sensibles à ce phénomène. (PC)

24 HEURES: Environnement – Mercredi 08 novembre 2006

ENVIRONNEMENT
Si la ministre fédérale de l'Environnement critique le plan vert du gouvernement du Québec, le président d'Ultramar, Jean Bernier, l'approuve et le trouve concret. « Nous sommes d'avis qu'il propose des mesures claires et concrètes pour améliorer notre efficacité énergétique », a-t-il indiqué hier M. Bernier, qui a pris la parole devant les membres de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. (PC)

THE GAZETTE: Quebec seeks common ground – Wednesday, November 08, 2006

Quebec seeks common ground

KEVIN DOUGHERTY
GAZETTE QUEBEC BUREAU

QUEBEC — Environment Minister Claude Béchard said yesterday he is negotiating an asymmetric position on Kyoto with his federal counterpart, Rona Ambrose, that would take into account Quebec's commitment to meeting its Kyoto goals, while noting the difficulty of other provinces in meeting theirs.

“They have to find a Canadian position that reflects our position,” he told reporters.

“We know that Quebec will say: ‘For us it is possible to attain Kyoto,’” Béchard added. “Ms. Ambrose can say the Canadian position is X, but within the Canadian position, there is Quebec.”

The Quebec minister met with Ambrose for an hour on Monday and she told him she expects to have the position she will defend in Nairobi, where she will chair a follow-up meeting on the Kyoto Protocol, by Thursday.

The conference opens on Monday.

LA PRESSE : Kyoto refroidit le climat entre Québec et Ottawa - Le mercredi 01 novembre 2006

Paul Roy, Québec

Kyoto est en train de refroidir le climat entre Québec et Ottawa.

Hier, le ministre québécois de l'Environnement, Claude Béchard, a suggéré à son homologue fédérale Rona Ambrose de parler avec son chéquier : « Si Mme Ambrose a des suggestions à nous faire sur



notre plan, elle les fera quand elle nous enverra un chèque», a dit le ministre en point de presse.

Il faisait évidemment allusion aux 328 millions que Québec attend d'Ottawa - et qu'Ottawa refuse de lui verser - pour réaliser son plan de lutte contre les gaz à effet de serre.

La veille, Mme Ambrose avait reproché au plan québécois - pourtant salué par les environnementalistes - de ne pas suffisamment s'attaquer au smog et de ne mettre en place que des mesures volontaires pour l'industrie. Le Plan vert du gouvernement fédéral - à l'inverse, copieusement critiqué - prévoit certaines mesures coercitives, mais pas avant 2010.

Citant la Fondation David-Suzuki, pour qui le plan québécois constitue la solution pour les provinces qui n'en ont pas, le ministre Béchard a ajouté: «Notre plan est le meilleur au Canada, ça c'est clair. Et si on le compare à celui du gouvernement fédéral, c'est aussi clair.»

Sur la question des mesures coercitives, il avait ceci à dire: «Nos industries ont déjà diminué leurs émissions de 7% par rapport à 1990. Alors, quand les autres seront au même niveau que nous, on aura des cibles obligatoires, si elle (Mme Ambrose) le veut. Mais en attendant, ce n'est pas vrai que l'on va imposer de nouveaux fardeaux obligatoires aux entreprises du Québec pendant qu'ailleurs, les autres entreprises, selon le plan fédéral, ont une pause d'au moins quatre ans.»

Québec s'est engagé à consacrer 1,2 milliard pour réduire les gaz à effet de serre, à raison de 200 millions par année étalés sur une période de six ans, soit de 2006 à 2012. Il s'attend, durant cette période, à une contribution fédérale de 328 millions, qui représenterait 28% du total. Ottawa qui semble avoir tourné le dos au protocole de Kyoto, refuse de verser la somme.

Mme Ambrose compte néanmoins participer à une conférence de l'ONU sur Kyoto, qui se tiendra à Nairobi, au Kenya, du 6 au 17 novembre. Elle a d'ailleurs invité M. Béchard à l'y accompagner.

Plus tôt, lors de la période des questions à l'Assemblée nationale, le chef du Parti québécois, André Boisclair, avait demandé au premier ministre Jean Charest «d'expliquer aux Québécois pourquoi nos voisins ontariens ont eu, eux, plus de 538 millions sans qu'ils aient produit de plan (...) alors que nous, au Québec, qui avons un plan qui a des vertus, on se fait dire non à répétition par à peu près tout ce qui existe de porte-parole du gouvernement».

La réponse de Jean Charest? Le gouvernement ontarien n'aurait rien reçu d'Ottawa pour lutter contre les changements climatiques. Il a dit tenir l'information de la ministre ontarienne des Affaires intergouvernementales.

Le premier ministre s'est néanmoins dit «déterminé à faire en sorte que le gouvernement fédéral reconnaisse ses responsabilités».

MÉTRO : Québec s'accroche à son plan vert – Mercredi 1^{er} novembre 2006

Québec s'accroche à son plan vert

MALGRÉ LES rebuffades successives en provenance d'Ottawa et le scepticisme affiché par l'opposition péquiste, le gouvernement Charest s'accroche à son objectif : obtenir au moins 328 M\$ du gouvernement fédéral pour transformer son plan vert en réalité.

Les récentes déclarations de la ministre fédérale de l'Environnement, Rona Ambrose, indiquent pourtant que Québec devra batailler plus fort que prévu pour espérer arriver à ses fins et qu'il aura besoin de tous les appuis disponibles.

Le ministre de l'Environnement Béchard a tenté en point de presse de ne pas trop jeter d'huile sur le feu. M. Béchard s'est dit «renversé» et «déçu» des commentaires de la ministre, en soulignant que le plan du Québec avait été bien mieux

accueilli par les groupes environnementaux que le projet de loi fédéral sur la qualité de l'air.

«Notre plan est le meilleur au Canada. Ça, c'est clair. Et si on le compare à celui du gouvernement fédéral, c'est aussi clair», a dit le ministre Béchard, en point de presse, en faisant valoir que les industries québécoises avaient déjà diminué leurs émissions de gaz de 72 % par rapport à 1990.

L'invitation pour Nairobi intéresse le ministre

Le ministre a par ailleurs semblé accueillir favorablement l'invitation lancée par la ministre Ambrose de l'accompagner à la conférence de Nairobi, au Kenya, la semaine prochaine, rencontre qui doit porter sur les suites à donner au pro-



JACQUES BOISCLAIR/PC

On ne lâchera pas.
CLAUDE BÉCHARD,
ministre de l'Environnement
du Québec

toque de Kyoto après l'échec de 2012. En point de presse, M. Béchard a soutenu que s'il s'y rendait, ce serait pour défendre les intérêts du Québec et défendre Kyoto.

PC

RADIO-CANADA / POLITIQUE : Plan vert : Béchard contre-attaque - Mise à jour le mardi 31 octobre 2006 à 23 h 15

Plus d'info

Nouvelles

[Le Canada veut revoir Kyoto](#)

Dossier

[Second souffle pour Kyoto](#)

[Le protocole de Kyoto](#)

[L'effet de serre](#)

Audio et Vidéo

[Josée Thibeault explique que Claude Béchard n'a pas digéré la sortie de Rona Ambrose.](#)

[Changements climatiques Jack Layton prend le leadership](#)

Québec a réagi avec fermeté aux déclarations de la ministre fédérale de l'Environnement, Rona Ambrose, au sujet du plan québécois de lutte aux changements climatiques.

Le ministre provincial du Développement durable et de l'Environnement, Claude Béchard, s'est dit surpris, déçu et renversé

par cette attaque du plan québécois par la ministre conservatrice. « On a un bon plan et on va le défendre partout où il le faut », a-t-il affirmé.

« Nous avons trouvé un peu particulier, hier [lundi], qu'elle attaque le fond de notre plan alors que nous sommes reconnus partout comme étant les meilleurs » à cet égard, a souligné M. Béchard. Il a rappelé que la Fondation David Suzuki, Greenpeace et d'autres environnementalistes l'avaient salué comme un exemple à suivre pour atteindre les objectifs du protocole de Kyoto dans la lutte aux émissions de gaz à effet de serre.

Le ministre est allé plus loin en critiquant l'approche fédérale des questions environnementales. « Un moment donné, il va falloir qu'il se passe quelque chose, a-t-il déclaré, parce que le gouvernement fédéral devra répondre de cela devant les Québécois, devant les Canadiens. Et je ne suis pas sûr qu'il n'y ait que les Québécois, au Canada, qui trouvent un peu inquiétante la position du gouvernement fédéral. »

Devant les médias, M. Béchard s'est fait incisif: « Si Mme Ambrose a des suggestions à nous faire à propos de notre plan, eh bien! elle les fera quand elle nous enverra un chèque ».

« Non » n'est pas une réponse acceptable

Le ministre faisait référence au fait qu'Ottawa refuse de verser à Québec les 328 millions de dollars qui devaient financer une partie des mesures contenues dans ce plan. « Ils le formulèrent comme ils le voudront, nous n'accepterons pas [qu'ils refusent de nous donner les fonds], a martelé le ministre. C'est aussi simple que ça. »

D'ici là, le gouvernement Charest entend appliquer son plan avec les moyens qu'il a. « Notre plan, on va le mettre en oeuvre », a déclaré M. Béchard.

Il a aussi annoncé qu'il fera pression sur Ottawa pour obtenir les 328 millions. « Les Québécois connaissent la détermination de notre gouvernement dans certains dossiers. Le gouvernement fédéral

aussi va voir notre détermination en ce qui a trait aux changements climatiques et à Kyoto », a-t-il lancé.

Inquiétant retour en arrière

« Au-delà de l'argent, ce qui est inquiétant, c'est qu'on a l'impression qu'on retourne en arrière », a encore laissé tomber le ministre à propos de l'attitude du gouvernement conservateur. M. Béchard estime que la ministre Ambrose et le gouvernement Harper amènent un « changement de cap complet » en matière de lutte aux changements climatiques.

Lundi, on apprenait en effet que le gouvernement Harper compte demander une « révision complète » du protocole de Kyoto lors du prochain sommet des Nations unies sur les changements climatiques, qui s'ouvre dans une semaine à Nairobi, au Kenya.

Or, « tout le monde dit qu'il faut lutter contre les changements climatiques, a fait valoir M. Béchard. Partout dans le monde, on ne se dirige pas vers un Kyoto-moins, on se dirige vers un Kyoto-plus! »

Porter la dissidence québécoise à l'international

Québec pourrait néanmoins se joindre à la délégation canadienne au sommet de Nairobi. Il a, en effet, été invité à le faire par Ottawa. « Si nous y allons, c'est clair que nous ferons valoir la position du Québec, a toutefois précisé le ministre. Le gouvernement fédéral dira ce qu'il voudra, mais le Québec ne se taira pas au niveau international. »

Questionné à savoir s'il pensait qu'Ottawa accorderait à Québec un droit de parole pour le contredire, M. Béchard a répondu avec fermeté: « Si on n'a pas de droit de parole dans la salle et qu'on est là-bas, je peux vous garantir qu'on va avoir un droit de parole à l'extérieur de la salle, et qu'on va s'organiser pour que ça porte. »

« Je vais le dire qu'il y a au Canada des gens qui approuvent Kyoto, dont le gouvernement du Québec qui représente au-delà de 25 % de la population », a-t-il ajouté.

LE SOLEIL : Programme canadien pour réduire la pollution atmosphérique : Rona Ambrose critique le Plan vert du Québec – Harper, lui, tend la main aux néo-démocrates – Mardi 31 octobre 2006

PROGRAMME CANADIEN POUR RÉDUIRE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Rona Ambrose critique le Plan vert du Québec

Raymond Giroux
rgiroux@lesoleil.com

OTTAWA – Rona Ambrose a ouvert un nouveau front, imprévu, en s'en prenant hier pour la première fois au Plan vert du Québec. La ministre fédérale de l'Environnement s'est en effet dite « inquiète » du fait qu'il comprenne des ententes volontaires avec les industries.

Cette approche québécoise a pourtant donné d'excellents résultats, a expliqué le critique bloquiste en la matière, Bernard Bigras, lors d'une entrevue au *Soleil*.

Lui-même et son chef Gilles Duceppe ont appris avec étonnement que « ce n'est plus bon », selon l'expression de ce dernier à la suite de la période des questions.

« Je n'avais pas entendu cela, je n'ai pas saisi et je ne suis pas sûr qu'elle ait saisi elle-même, a-t-il ajouté. Je me questionne beaucoup sur sa capacité d'analyser la situation ».

M. Bigras avance comme preuve de l'efficacité de la méthode québécoise la baisse de 7% des émissions de gaz à effet de serre (GES) des grands émetteurs industriels du Québec depuis 1990, alors que leurs vis-à-vis canadiens haussaient les leurs de 45%.

Le secteur de l'aluminium a réduit ses émissions de GES de 15% à lui seul, dit-il, ce qui explique pourquoi le Québec a choisi une approche territoriale.

M. Bigras et le Bloc craignent que la ministre Ambrose soit en train de mettre la table pour la négociation annoncée avec les provinces et impose une réduction de 6% partout, par exemple, à l'ensemble du pays.

M^{me} Ambrose a en effet précisé aux Communes qu'« il est nécessaire d'adopter un cadre national réglementaire strict pour toutes les industries ».

La ministre a précisé en point de presse que le Québec a un bon plan, qu'il doit payer lui-même pour ses initiatives, mais que ce plan ne va pas assez loin pour com-

battre la pollution de l'air, la nouvelle priorité des conservateurs.

M^{me} Ambrose propose dans son plan environnemental une réglementation de l'industrie en 2010, mesure qui risque d'imposer une double pénalité aux industries québécoises, qui ont déjà fait leur effort, soutient M. Bigras.

OPPOSITION CHOQUÉE

Ce dernier admet qu'à l'échelle canadienne, « les ententes volontaires n'ont pas donné de résultats probants, mais la ministre, ajoute-t-il, ne comprend pas le principe de l'approche territoriale que prône le Québec ».

« M^{me} Ambrose se fait une spécialité de déformer la réalité, a dit de son côté M. Duceppe en point de presse. Aller dire qu'André Boisclair et le PQ appuient son plan sur l'environnement, il faut avoir de l'imagination ».

« Je pense qu'ils nous mentent en pleine face, insiste-t-il. Ils prennent une partie de phrase, oublient le paragraphe dans lequel elle est située. avant et

après. Ce n'est pas sérieux, cela n'aide pas la démocratie ».

Les conservateurs, en plus, n'ont invité aucun député d'opposition à participer à la Conférence de Nairobi, qui fera le point sur le Protocole de Kyoto du 6 au 17 novembre. Cette décision, qui

heurte les traditions parlementaires, choque les trois partis d'opposition, qui n'ont pas caché leur mécontentement, d'autant plus que comme l'a reconnu M. Duceppe, ils ne peuvent pas vraiment se présenter sur place hors d'une délégation officielle.

Harper, lui, tend la main aux néo-démocrates

→ Alors que le gouvernement Harper semblait couper les ponts avec le Québec, il tend la main au Nouveau Parti démocratique (NPD). Hier, le premier ministre Stephen Harper a en effet accepté l'invitation du chef néo-démocrate, Jack Layton, qui veut convaincre le gouvernement minoritaire conservateur d'accepter quelques-unes des idées de son parti sur les changements climatiques. Les partis d'opposition ont déjà indiqué qu'ils al-

laient voter contre le projet de loi sur la qualité de l'air en deuxième lecture. « Notre objectif est de faire bouger la Chambre des communes sur ce sujet d'une importance cruciale », a indiqué M. Layton, dont le parti plaide en faveur du respect des engagements de Kyoto. M. Layton et le premier ministre Harper doivent se rencontrer aujourd'hui, puisque le résultat dictera le sujet de la motion que le NPD soumettra aux Communes jeudi. *PC*



Canada : Clean Air Act – Kyoto - ...

LA PRESSE: Les camions roulent plus, mais polluent un peu moins - Le vendredi 10 novembre 2006

Judith Lachapelle

Le transport des personnes et des marchandises croît sans cesse au Canada, mais les émissions de certains polluants atmosphériques sont en diminution, a révélé Statistique Canada hier.

L'installation de convertisseurs catalytiques et de carburants moins polluants a permis de diminuer de 19 % en 14 ans les émissions d'oxyde d'azote. Les émissions de monoxyde de carbone et de composés organiques volatils ont également diminué de 37 % respectivement. Ces polluants sont notamment à l'origine du smog et des pluies acides.

Par contre, selon Statistique Canada, ces diminutions auraient pu être plus importantes si le nombre de véhicules n'augmentait pas tant sur les routes du pays. La popularité des camions légers (fourgonnettes, véhicules utilitaires sport, camionnettes), de même que l'utilisation de camions lourds pour le transport des marchandises, «ont exercé des pressions à la hausse sur les

émissions de gaz à effet de serre et ont freiné la réduction des émissions contribuant au smog», écrit Statistique Canada.

Ces cinq dernières années, le nombre de camions légers a augmenté de 26 %, alors que celui des voitures et des familiales a diminué de 1 %.

Le concept de livraison «juste à temps» évite aux compagnies des frais d'entreposage en faisant livrer de plus petites quantités à la fois, mais augmente la fréquence des voyages. L'augmentation du commerce transfrontalier, qui croît plus vite que la circulation intérieure, est également une source de pollution.

Les transports restent un émetteur important de polluants qui contribuent à la mauvaise qualité de l'air et est responsable de plus du quart des émissions de gaz à effet de serre au Canada en 2004.

Entre 1990 et 2004, le volume de carburant acheté à la pompe pour des véhicules routiers a progressé de plus de 20 %. Environ un demi-milliard de litres de carburant est gaspillé chaque année en raison de la congestion routière.

LE SOLEIL : Ambrose continue de s'enfermer – Mercredi 08 novembre 2006

Ambrose continue de s'enfermer

Raymond Giroux
rgiroux@hesoleil.com

OTTAWA — Présente ou absente aux Communes, Rona Ambrose maintient la confusion sur le dossier des changements climatiques, la bloquiste Vivian Barbot notant au passage que « les membres du gouvernement ne comprennent même pas la question qui leur est posée ».

Ainsi, hier, la ministre de l'Environnement, une fois de plus harcelée par les partis d'opposition et plus d'une fois hors sujet, lisait machinalement ses fiches sans apporter aucun éclairage nouveau sur les intentions de son gouvernement.

La ministre a répété à plus d'une reprise que le gouvernement « ne croit pas qu'il doit maintenir un marché (des gaz à effet de serre) avec l'argent des contribuables ».

Elle a également détourné une question au sujet de l'établissement à Montréal d'une telle bourse du carbone comme le permet le Protocole de Kyoto et où un projet est déjà en marche.

COMPARUTION ANNULÉE

M^{me} Ambrose a de plus annulé sa comparution devant un comité sénatorial, où elle aurait dû répondre pendant une heure, en fin d'après-midi, aux interrogations de huit libéraux et de trois conservateurs.

« Les actes de la ministre sont complètement inacceptables, a signalé la sénatrice Lorna Milne par voie de communiqué. Si la ministre avait le courage de ses convictions, elle se présenterait devant le comité et discuterait de sa position. »

Pris les culottes baissées, Stephen Harper ne niait plus, de son côté, que les changements climatiques apparaissent au programme du sommet Canada-Union européenne que son gouvernement a annulé, samedi dernier.

L'ambassadeur de Finlande au Canada a en effet affirmé à la presse que le dossier avait bel et bien été intégré aux discussions prévues pour la rencontre du 27 novembre, alors que le député Jason Kenney affirmait la veille qu'il n'avait pas vu l'ordre du jour.

KENNEY A-T-IL MENTI ?

Selon Gilles Duceppe, M. Kenney n'a certainement pas dit toute la vérité parce qu'on « sait qu'ils ont eu l'ordre du jour. Ou bien M. Kenney n'était pas au courant alors qu'il est un des principaux confidents du premier ministre, ou bien il nous a menti, a lancé le chef du Bloc québécois. Ce n'est pas mieux dans un cas ou dans l'autre ».

Pour le libéral Pablo Rodriguez, « c'est impossible à croire » que le gouvernement ait ignoré l'ordre du jour du sommet de Tampere. « Le gouvernement le sait, cela se négocie à l'avance, a-t-il dit. On y apporte des changements parfois mineurs, parfois majeurs, parce qu'il

faut qu'il soit accepté par les deux parties. »

Rappelons que le Protocole de Kyoto a tenu une part majeure dans l'ensemble des sommets Canada-UE des dernières années, les deux parties se disant notamment d'accord sur la création d'un marché international des droits d'émission de gaz à effet de serre.

« Nous avons des vues analogues sur les éléments nécessaires de la coopération internationale future en ce qui concerne les changements climatiques », lit-on dans le communiqué final du sommet de novembre 2005, qui s'était tenu par vidéoconférence.

En juin 2005, à Niagara-on-the-Lake, le Canada et l'Europe insistèrent sur leur « volonté d'honorer nos obligations aux termes du Protocole de Kyoto durant la période comprise entre 2008 et 2012 ».

Ces deux prises de position ne tiennent plus depuis l'arrivée de M. Harper au pouvoir, en janvier de, nier.

THE GAZETTE : EU summit controversy dogs Harper – Spokesperson denies PM knew Kyoto on agenda – Wednesday, November 08, 2006

EU summit controversy dogs Harper
Spokesperson denies PM knew Kyoto on agenda

MIKE DE SOUZA
CANWEST NEWS SERVICE

OTTAWA — Prime Minister Stephen Harper yesterday dodged allegations in the House of Commons that his government gave a phoney excuse for cancelling a summit with European leaders to avoid criticism of his climate change policy.

Although one of Harper's top lieutenants, parliamentary secretary Jason Kenney, had said the government never saw an agenda for the meeting, European officials insisted they gave notice that climate change was among the topics up for discussion at a special Canada-EU summit in Brussels on Nov. 27.

Harper unexpectedly cancelled the meeting last week, but refused to answer questions from the opposition about whether he knew the Europeans wanted to lecture his government for trying to back out of Canada's international commitments to reduce greenhouse gases under the Kyoto Protocol on climate change.

"In the next few weeks I will be traveling to Europe, to Asia and in the Americas. I also have duties I have to perform in this country," Harper said during question period.

"I met with the leadership of the European Union earlier this summer and hope to do so at the next available opportunity."

Speaking on behalf of the EU, Pasi Pahtakorpio, Finland's ambassador to Canada, said he was disappointed Harper cancelled the summit, reiterating the prime minister would have known climate change would be discussed.

Opposition parties are puzzled about why Harper has time to attend a North Atlantic Treaty Organization summit in Europe at the end of November, but not the EU summit.

"The fact is that our own citizens do not know where the government is going on the environment, and now our international partners no longer believe us or trust us," interim Liberal leader Bill Graham said in the Commons.

Such European leaders as French President Jacques Chirac have openly criticized the Harper government in recent months for calling the Kyoto Protocol targets unrealistic and unattainable.

THE GAZETTE: Opinion: Left-Right deal: NDP, Tories make strange bedfellows on environment – Harper-Layton pact stands to help both parties, by L.Ian MacDonald – Wednesday, November 08, 2006

NDP, Tories make strange bedfellows on environment

Harper-Layton pact stands to help both parties



L. IAN MACDONALD

If Layton was offering to look past Kyoto, if his number was also 2050, he was offering Harper an opportunity to reframe an issue that had been badly bungled by his government.

"I need a take-away from this meeting," Layton said. "I want the Clean Air bill referred to committee after first reading rather than second."

This is no problem, "Harper replied. "But I don't want to run this by someone else." With half an hour of the meeting, Harper had spoken to House Leader Bob Nicholson, Government Whip Jay Hill and Environment Minister Rona Ambrose, none of whom had any problem with Layton's proposal to strike a special legislative body beyond the normal purview of the House Environment committee, currently overloaded with a review of the Canadian Environmental Protection Act.

While Layton went out and did the usual sabre-rattling about deadlines, the deal was essentially done in Harper's office. Once there was agreement, Ambrose went on television and said the government welcomed good ideas from all parties, that the environment was a non-partisan issue. It was her best moment since being handed an incredibly complex file.

So the Conservatives get an opportunity to reload on climate change. And Layton and the NDP get to be players on a file where they've previously been the captives of the Ontario auto workers, the boys who make the for gardeners that are a big part of the government. A win-win for both.

Then on the government's decision to tax income trusts, NDP finance critic Judy Wasylycia-Lewis was on her feet in question period, praising the decision as the right thing to do. Although the NDP MPs were a bit skittish about it, they were expected to support the government last night in a ways-and-means motion on income trusts.

And, finally, on the government's Accountability Act, which is missing in action over in the Senate, Treasury Board President John Baird went out of his way yesterday to say "the NDP has been a great ally in reform."

This alliance of left and right in the House might not always be comfortable for the NDP, but if it works for them to the detriment of the Liberals, why not? Layton might be a publicity hound, but he also knows how to deal. For the Conservatives, the advantage of a coalition with the NDP is obvious: It moves Harper closer to the centre.

These strange bedfellows, Stephen Harper and Jack Layton, are proof of the enemy of my enemy is my friend. Their common enemy is the Liberal Party, is enough to make them friends. And the last week has seen an unstable minority House transformed into a functional Parliament because of a de-facto working alliance between the Conservatives on the right and the NDP on the left.

An extraordinary thing happened last Monday when Jack Layton asked for a meeting with Stephen Harper within 24 hours to discuss the urgent global crisis of climate change. The word Kyoto never passed his lips. Sure, Harper said, anytime. And so it was arranged for the following afternoon. They met for half an hour in the prime minister's Centre Block office, and the conversation was extremely cordial. Layton began by thanking Harper for agreeing to see him so quickly.

They discussed Layton's three-page private member's bill on climate change, which would set target emissions of 80 per cent below 1990 levels by 2050. This is a much steeper emissions reduction target than the 48 to 65 per cent below 2006 levels in the government's Clean Air bill. But significantly it's on the same timeline - 2050 - recommended by the National Round Table on the Environment and the Economy.

This would legitimize the 2050 number that was deemed laughably not-in-our-lifetime in the totally botched Tory announcement of their environment bill. As someone said at the time, the best-organized part of it was the fire drill evacuating the building in the middle of the lock-up. Somehow, instead of the story being significant reductions, it became the time frame. What the Conservatives failed to explain, and what the media failed to grasp, is that long-term targets are precisely what the scientific community has been asking for.

"We've been asking for that for years," says Gordon McBean, the former head of the weather service at Environment Canada, now political science professor at the University of Waterloo. "I don't think probably the country's leading authority on climate change."

LA PRESSE : Harper n'a pas peur de parler de Kyoto - Le mardi 07 novembre 2006

Gilles Toupin et Joël-Denis Bellavance

Ottawa
Le premier ministre Stephen Harper n'a absolument pas peur de discuter de changements climatiques avec le président de l'Union européenne (UE), et cela contrairement à ce qu'affirment l'opposition et les écologistes.

Le vent de réprobation qui s'est levé ces derniers jours à l'annonce de l'annulation du voyage de M. Harper à Helsinki le 27 novembre prochain, où devait se tenir l'un des deux traditionnels sommets annuels Canada-Union européenne, ne repose sur rien de tangible, a affirmé à La Presse une source gouvernementale. Les protestataires reprochent à M. Harper de se défilier afin de ne pas avoir à justifier l'abandon par le Canada des cibles de la première phase du protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre.

«Nous pensons que le premier ministre n'a pas le sens des priorités, a encore lancé hier le chef du NPD, Jack Layton, à propos de cette annulation. Il préfère discuter de guerre avec les leaders européens mais pas des changements climatiques. C'est dommage.»

Le chef néo-démocrate faisait allusion à la réunion des dirigeants des pays de l'OTAN à Riga en Lettonie où la question de la guerre en Afghanistan sera le principal thème de la rencontre.

Sauf qu'à Helsinki, souligne notre source gouvernementale qui a requis l'anonymat, le dossier des changements climatiques n'était même pas à l'ordre du jour. M. Harper devait y rencontrer le président en exercice de l'UE, le premier ministre finlandais Maati Vanhanen. Mais il a préféré reporter la rencontre au printemps

prochain. Un premier sommet Canada-UE avait eu lieu cette année lors de la rencontre des pays du G8 à Saint-Petersbourg. En fait, le sommet d'Helsinki devait permettre au premier ministre Harper et à Maati Vanhanen de faire le point non pas sur le protocole de Kyoto mais bien sur les difficiles négociations concernant la libéralisation des échanges commerciaux entre le Canada et l'UE.

La rencontre devait avoir lieu dans une petite localité à 90 minutes de vol d'Helsinki, ce qui entraînait d'énormes complications d'horaire pour le premier ministre canadien. D'autant plus que M. Harper doit participer au sommet de l'APEC au Vietnam, le 20 novembre, et à la rencontre de l'OTAN à Riga en Lettonie la semaine suivante. M. Harper avait même prévu de rentrer au pays entre ces deux rendez-vous internationaux.

«La question des changements climatiques n'a jamais été à l'ordre du jour du sommet Canada-EU. C'est de la bouillie pour les chats. La planification du voyage à Helsinki était devenue un véritable cauchemar. Le sommet devait avoir lieu dans une petite localité éloignée de la capitale finlandaise. Il fallait prendre un jet régional pour y aller, ce qui compliquait nos plans», a expliqué à La Presse une source gouvernementale.

Du côté de l'opposition officielle, on craint malgré tout que le report du sommet ne mette en péril la tradition des deux sommets annuels entre le Canada et l'UE. «Le Canada a fait énormément d'efforts pour établir une relation privilégiée avec l'Europe, a commenté le chef par intérim du Parti libéral, Bill Graham. Nous avons beaucoup négocié pour avoir deux sommets annuels, un en Europe et un ici au Canada. Je crois que ce report risque de nous faire perdre l'avantage que nous avons vis-à-vis d'autres pays.»



Go to Helsinki, Mr. Harper

Prime Minister Stephen Harper, who spurned NDP leader Jack Layton's offer to "pair" one his MPs if Harper went to Helsinki for a climate-change conference, should reconsider.

The long tradition of pairing would have allowed Harper to attend the conference without worrying that his absence in the House of Commons could bring down his minority government, and Layton's offer seemed genuine, not one made to embarrass the PM.

The Helsinki conference will bring together European Union leaders, most of whom are strongly committed to the Kyoto Accord, and some of

whose governments have even met the exacting targets set by that environmental protocol, targets derided by opponents as unrealistic.

Harper's government has effectively killed Kyoto in Canada, and – right or wrong – Harper should explain his government's decisions and take responsibility for them. Instead, he will visit Vietnam and Latvia – a stone's throw from Helsinki – and discuss non-environmental issues, but he will skip Helsinki, claiming his urgent need to spend more time in the House of Commons.

The Conservatives' Clean Air Act failed to address the urgent problem of greenhouse

gases, in favor of concentrating on the comparatively minor issue of smog. That, again, is Harper's choice, and Canadians will judge it at the polls soon.

But in the meantime, he should face the music at international gatherings, even at the cost of a few "full and frank exchanges of views" with his European counterparts, diplomatese for getting chewed out.

This comes on the same day a poll found the environment is the top preoccupation of Canadians, displacing health care as our top concern.

Harper and his government need to wake up to that new reality and adapt to it.

THE GLOBE AND MAIL: EU skeptical on cancelled climate talks : Officials challenge Prime Minister's story, call for Ottawa to meet Kyoto obligations – Tuesday, November 07, 2006

JOHN IBBITSON

OTTAWA — If Prime Minister Stephen Harper cancelled a summit with European leaders to avoid criticism over abandoning Canada's Kyoto commitments, he might have miscalculated, since the Europeans are making no effort to hide their displeasure.

"We're disappointed that the summit didn't take place. It was high time to have it," Finland's ambassador to Canada, Pasi Patokallio, said in an interview yesterday, speaking on behalf on the European Union. "But it's a Canadian decision. We can only regret it."

And the Europeans are not hesitating to flatly contradict the Conservative government's own storyline. Jason Kenney, parliamentary secretary to the Prime Minister, insisted yesterday that Mr. Harper wasn't worried about facing criticism over Kyoto, because the subject might not even have come up at the meeting.

"We have not seen the agenda of this summit with the European Union, so I do not know if the question of climate change was part of the agenda," Mr. Kenney told the House of Commons.

But Mr. Patokallio said Canadian and EU officials had settled the agenda at a meeting in Brussels the week before last. Climate change "was there on the agenda, they knew it and there was no call to remove it from the agenda," he said.

The Canadians gave no hint in Brussels that the summit was in any jeopardy, Mr. Patokallio said. But then word started to circulate that Ottawa was having second thoughts. Finally, on Friday, Finnish Prime Minister Matti Vanhanen, the current president of the EU Council, got on the phone with Mr. Harper, who confirmed that Canada was cancelling.

Mr. Harper explained that he did not want to spend too much time away from the House.

Several European officials have conveyed deep skepticism of that explanation, since Mr. Harper still plans to attend a North Atlantic Treaty Organization summit in Latvia two days after the cancelled meeting in nearby Finland.

Mr. Patokallio, while refusing to speculate on why Canada cancelled the summit, warned that the EU is meeting its climate-change commitments, "and obviously, we would expect Canada, as a party to the Kyoto Protocol, to do the same. What we expect is that Canada meet its international obligations."

The opposition parties have made sport of the Prime Minister's statement that he cannot be away from the House, promising not to put the government at risk during his absence if he will reschedule the summit.

But Mr. Kenney brushed off their offer, saying the Prime Minister already has meetings planned with the EU leadership during the Group of Eight meetings in July.

The proposed Clean Air Act has created trouble for the Tories since its unveiling. While seeking to shift the emphasis from reducing greenhouse-gas emissions and over to air pollution, it has instead left the opposition parties united in their determination to defeat the bill unless it also confronts global warming.

Facing near-certain defeat of the legislation at second reading, the Conservatives have instead sent it to a parliamentary committee in search of a compromise.

Given the cancelled Canada-EU summit, European leaders have made it clear that if Ottawa reneges on its Kyoto commitments, the other signatories to the protocol will hold to account the politicians responsible for that failure.

Un nouveau joueur s'est joint, en fin de semaine, au club des pleureuses. L'ancien p.-d.g. d'Hydro-Québec, André Caillé, s'est «vidé le cœur» dans une entrevue à La Presse dans laquelle, entre autres choses, il prône l'abolition du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

Or le BAPE est l'une des plus belles innovations démocratiques des trente dernières années.

Le système d'évaluation du BAPE serait trop contraignant, dit-il, et serait l'une des principales causes du ralentissement de la construction de nouveaux barrages hydroélectriques au Québec.

L'entrevue tombe mal. La veille, le Comité provincial d'examen des projets (COMEX), l'équivalent du BAPE pour les territoires couverts par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, dévoilait un avis unanimement favorable à la dérivation de la rivière Rupert pour le projet Eastmain.

En outre, le BAPE n'a pas un pouvoir décisionnel, mais consultatif. Le gouvernement nomme les commissaires et conserve, dans chaque cas, la capacité de passer outre à leurs recommandations.

L'ancien p.-d.g. d'Hydro-Québec préférerait que les députés de l'Assemblée nationale, plutôt que des commissaires, soient chargés de consulter la population et de formuler des recommandations. Les fonctionnaires du ministère de l'Environnement pourraient, selon lui, se charger de faire les études d'impact.

Aux yeux de l'ancien p.-d.g. d'Hydro-Québec, le système du BAPE n'est pas «vraiment démocratique». «La vraie démocratie, dit-il, c'est qu'il faut voter une fois de temps en temps.» À cet égard, M. Caillé est en retard d'un quart de siècle.

Si M. Caillé veut bien s'en remettre aux députés pour déterminer le sort des projets hydroélectriques, il est intéressant de lire ce qu'il dit des élus dans cette même entrevue. Un homme ou une femme politique ne peut pas, selon lui, dire les choses telles qu'elles sont lorsqu'il s'agit, par exemple, de proposer une augmentation des tarifs d'électricité. «Un politicien ne peut pas dire une chose pareille, il se ferait crucifier», dit-il.

Si les élus sont incapables de vérité sur les tarifs, pourquoi seraient-ils mieux préparés à décider du sort d'un barrage contesté?

Pendant de nombreuses années, c'est une commission parlementaire formée de députés qui était chargée d'étudier les demandes de hausses tarifaires d'Hydro-Québec. Chaque fois, cette commission tournait à la mascarade, les députés prenant soin de ne jamais accorder à la société d'État plus que ce que leurs électeurs pouvaient tolérer. C'est notamment pour dépolitiser ce processus que la Régie de l'énergie a été créée. La régie s'appuie sur des données objectives et des critères économiques pour rendre une décision. Elle tient des audiences publiques.

De la même manière, le BAPE évalue les projets de développement en se fondant sur des critères objectifs, sur une analyse scientifique et sur des normes environnementales universellement acceptées. La procédure d'audiences publiques permet aussi de rechercher et,

généralement de trouver, un terrain d'entente avec les citoyens directement affectés.

Dans chaque cas, le promoteur doit exposer en toute transparence les impacts environnementaux de son projet, après en avoir démontré l'utilité économique. Les citoyens ont l'occasion de s'informer, de poser des questions au promoteur (qu'il soit public ou privé ne change rien) et, dans une deuxième étape, d'exprimer leur point de vue.

Les commissaires tiennent compte des données scientifiques et des commentaires des citoyens. Ce processus permet d'améliorer le projet, si celui-ci est justifié et si ses impacts sont contrôlables, et donc d'en assurer la réussite, le rendant à la fois plus sûr, moins dommageable pour la nature et plus acceptable pour les humains qui vivront à proximité. Le tout en quelques mois. Une aubaine.

Le BAPE est, en fait, un instrument démocratique d'avant-garde, car il propose une démarche adaptée aux nouvelles exigences de la démocratie moderne.

Depuis quelques décennies, dans tous les secteurs de la société, les formes hiérarchiques et autoritaires de pouvoir s'effacent au profit de la négociation et de la coopération.

Dans le champ politique, cette transformation découle notamment de la perte de crédibilité des institutions de la démocratie représentative. Les élus détiennent toujours la légitimité de décider, mais les citoyens ne leur font pas suffisamment confiance pour leur signer un chèque en blanc entre deux élections.

On a longtemps cherché à compenser ce déficit de confiance par une augmentation des contraintes sur les élus et l'amélioration de la démocratie électorale. Mais en parallèle s'est développé un ensemble de pratiques, de contre-pouvoirs sociaux informels, mais également d'institutions qui sont, comme l'écrit le sociologue Pierre Rosanvallon, «destinés à compenser l'érosion de la confiance par une organisation de la défiance».

Voilà exactement ce que fait le BAPE: il organise la défiance, la suspicion, l'incrédulité des citoyens en canalisant leurs interventions dans un mécanisme neutre, non partisan, fondé sur des données scientifiques fiables et sur la délibération. différents mécanismes de contre-pouvoirs, de surveillance, d'empêchement et de mise à l'épreuve du jugement, Rosanvallon, l'un des plus grands spécialistes mondiaux du fonctionnement et de l'histoire de la démocratie, propose de les appeler la contre-démocratie, titre de son plus récent ouvrage (publié au Seuil). La contre-démocratie n'est pas le contraire de la démocratie, précise-t-il, elle en est plutôt le prolongement et sert de contrepoids, dans une société du doute, du risque et de l'incertitude, à l'utopie représentative.

Le BAPE est un des meilleurs exemples connus de cette contre-démocratie organisée. Nous aurions intérêt, au lieu d'en souhaiter l'abolition, à nous en inspirer pour évaluer et débattre de tous les grands projets, avant que ceux-ci ne deviennent l'objet de contestations anarchiques et incontrôlables, parfois non fondées mais compréhensibles lorsque des pouvoirs élitistes se mettent en tête d'imposer leurs visées à un peuple incrédule.

PM too 'chicken' to face EU leaders, Layton says

NDP OFFERS TO HELP ATTEND SUMMIT

Harper cancelled trip amid suggestions Canada would be chastised over Kyoto targets

ALLAN WOODS
CANWEST NEWS SERVICE

OTTAWA – The opposition has offered to sideline one of its own MPs so that Prime Minister Stephen Harper can attend a controversial meeting with European Union leaders this month in Finland without the threat of his minority govern-

ment being defeated.

New Democratic Party leader Jack Layton made the offer in a speech yesterday to party officials and said there is nothing that stands in the way of the prime minister living up to his international commitments.

Harper cancelled the planned meeting, and the first leg of a trip to Europe, last week amid sugges-

tions that his EU counterparts would chastise Canada for abandoning its Kyoto Protocol targets to launch a plan that sets targets much farther in the future.

The Prime Minister's Office said the decision to scrap the visit was based on Harper's feeling that he must look after the business of running the country, which means being present in the House of Commons for "at least some of November." A visit with Finnish Prime Minister Maati Vanhanen has been rescheduled for the spring.

Harper is also attending an international meeting in Vietnam in mid-November, but that trip falls on a Commons break when

MPs spend the week in their ridings.

"It seems lame to me," Layton said of the prime minister's excuse. "I think for Canadians it seems like he's chicken of facing strong leaders that are meeting their emissions targets when he has effectively provided no leadership at all and is headed backwards on this issue."

Layton explained that his idea to "pair" one of his own MPs with Harper ensures that he can attend the meetings in Finland and not have to worry about facing a confidence vote back in Ottawa that could topple the government.

Pairing is a parliamentary tradition that effectively levels the

playing field when a member from another party is sick or otherwise unable to attend important votes in the Commons.

Harper agreed to such an arrangement with the NDP in the spring of 2005 for one of a series of confidence votes that threatened, but ultimately failed, to defeat Paul Martin's Liberal minority government. Darrel Stinson, a former Tory MP, was undergoing cancer treatment at the time, and was scheduled for surgery on the day of the vote.

Harper, then the official opposition leader, called the offer "very generous and honourable" at the time.

The PMO said it was not enter-

taining the latest offer.

The prime minister has no plans to back out of the pre-arranged second leg of the European tour, which involves a trip to Riga, Latvia, to meet with NATO leaders to talk about the war in Afghanistan.

"I think most Canadians are shaking their heads and saying, what's the matter? Why can he find time to go there and lecture the leaders at NATO about the need for them to provide troops to a war that more and more Canadians think is a bad idea, but he won't find time to talk to those same leaders about the urgent crisis of climate change?" Layton said. "They don't buy it."

THE GLOBE AND MAIL: PMO rejects NDP offer of safe passage to EU summit: Opposition pairing would have let Harper discuss global warming at talks in Finland – Monday, November 06, 2006

BILL CURRY

From Monday's Globe and Mail

OTTAWA — The Prime Minister's Office quickly declined an offer yesterday from New Democratic Leader Jack Layton, who promised to keep one of his MPs from voting so that Stephen Harper could safely attend a Canada-EU summit where global warming will be discussed.

Known as pairing, parties occasionally make arrangements to allow parliamentarians to travel without affecting numbers in the House, which are particularly important during a minority Parliament.

The Globe reported Saturday that the Prime Minister told his Finnish counterpart on Friday he would not be able to attend the Nov. 27 summit because he wants to be in the House as much as possible, given the minority situation.

Some European Union leaders have already expressed concern with Canada's position that it will not meet its commitments for greenhouse gas reductions under the Kyoto Protocol. The issue is expected to be raised again at the summit.

Mr. Layton made the offer yesterday morning during a speech morning in Ottawa. A spokesman for the Prime Minister responded in the afternoon, saying Mr. Harper already has several travel commitments this month and wants to have some time in the House.

"The Prime Minister doesn't intend to extend his trip," spokesman Dimitris Soudas said. "He's already met with the European Union last summer and he plans to meet with them again this upcoming spring."

Mr. Soudas said he would not comment on what explanation Mr. Harper offered Finnish Prime Minister Matti Vanhanen last week, describing it as a private conversation.

In a telephone interview, Mr. Layton said the Prime Minister's response was disappointing.

"We attempted to remove that blockage to see if he was really serious," he said, noting that Mr. Harper's schedule has him in Latvia at the end of the month for a North Atlantic Treaty Organization meeting, which is near the EU summit in Helsinki and Tampere, Finland.

Skipping the EU summit could hurt the Prime Minister's chances of success at the NATO meeting, Mr. Layton argued.

"One assumes he's going to try and convince them they should be helping out more in the combat effort in the south of Afghanistan," he said. "How he thinks he's going to improve his case for getting some help in the war effort in Afghanistan is completely beyond me."

Canada will chair two weeks of meetings beginning this week in Kenya, where Kyoto signatories will discuss what the agreement will look like following the expiration of its first phase in 2012.

"Canada's reputation is very seriously damaged given that Mr. Harper is taking the view that Canada's signature on an important international agreement can simply be nullified by a wave of his hand," Mr. Layton said.

Mr. Layton met with Mr. Harper in his office last week on environmental issues. Following the meeting, the Conservatives agreed to allow the Clean Air Act to go to a Commons committee for changes without a vote. Mr. Layton said there was no deal between the NDP and the Conservatives as to what would happen to the bill once it arrives in committee.

"We believe strong action around Kyoto should be there in that Act. There was nothing content-wise agreed to at all," he said.

The NDP, the Liberals and the Bloc Québécois all insist that it is still possible for Canada to meet its Kyoto targets, which call for greenhouse gas emissions to average 6 per cent below 1990 levels in the years 2008 to 2012.

The Conservatives argue that it is too late to follow Kyoto because emissions actually rose to about 27 per cent above 1990 levels under the Liberals, and that the climate-change focus should take a longer-term approach.

The conflicting views are heading toward a major conflict in the coming weeks, as both sides battle over amendments to the Clean Air Act. Meanwhile, a Liberal private member's bill calling for Kyoto's targets to be met is quickly working its way through the Commons and will be out of committee before Dec. 7.

CYBERPRESSE : ENVIRONNEMENT : Harper sera absent au sommet canado-européen - Le samedi 04 novembre 2006

Toronto

Le premier ministre fédéral Stephen Harper a renoncé à son projet de voyage en Finlande, où devait se dérouler à la fin du mois un sommet canado-européen, a rapporté samedi le *Globe and Mail*.

Selon le quotidien torontois, M. Harper a fait savoir à son homologue finlandais Maati Vanhanen, vendredi lors d'un entretien téléphonique, qu'il ne serait pas en mesure de prendre part au sommet, prévu le 27 novembre.

Le premier ministre aurait expliqué avoir besoin de demeurer au pays le plus possible pendant que siègent les députés à la Chambre des communes, son gouvernement étant minoritaire.

Cependant, M. Harper a toujours l'intention de se rendre plus tard ce mois-ci à Hanoï, capitale du Vietnam, afin de participer à une rencontre des dirigeants du Conseil de coopération économique Asie-Pacifique. Il sera également en Lettonie, à la fin du mois, à l'occasion d'une réunion des têtes dirigeantes de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Voilà d'ailleurs pourquoi sa décision de ne pas être du sommet de l'Union européenne (UE) laisse perplexes des responsables européens, a indiqué le *Globe and Mail*. Le sommet de l'UE en Finlande n'aura lieu que deux jours avant celui de l'OTAN, et le pays scandinave n'est situé qu'à un court vol d'avion de la Lettonie.

Selon le journal torontois, le mot circule que les conservateurs ont annulé le séjour officiel en Finlande parce que les responsables de l'UE ont fait savoir que la question des objectifs du Protocole de Kyoto figurerait au programme.

Apparemment, les dirigeants européens sont ennuyés par la Loi canadienne sur la qualité de l'air présentée le mois dernier par le gouvernement conservateur, qui est revenu sur l'engagement pris par le Canada en vertu du Protocole de Kyoto en terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Un responsable européen a également laissé entendre que M. Harper pourrait également être agacé par une récente allocution sur les relations commerciales européennes prononcée par le Commissaire européen au commerce Peter Mandelson, qui n'a fait aucune mention du Canada, a indiqué le *Globe and Mail*.

Sandra Buckler, directrice des communications de M. Harper, a cependant assuré que les questions de Kyoto et des relations commerciales avec l'Europe n'avaient rien eu à voir avec la décision du premier ministre.

M. Harper a récemment pris part à un sommet de l'UE, au cours de l'été, et il a été décidé qu'une autre rencontre n'était pas nécessaire si tôt après la précédente.

LA PRESSE : Chronique, par Vincent Marissal : Le courage vert – Jeudi 02 novembre 2006

Le courage vert

02/11

Les verts ont-ils un avenir sur les scènes politiques fédérale et provinciale?

Pas évident, si on en croit les derniers sondages, dont notre CROP d'hier. Certains diront qu'avec des intentions de vote à 9% au Québec et à 6% au fédéral, les verts font beaucoup mieux que par le passé, mais cela nous rappelle surtout qu'ils parlaient de bien loin. Il faut dire aussi que les tiers partis prennent toujours du mieux entre les élections et que l'on parle énormément d'environnement ces temps-ci.

En fait, on en parle tellement, qu'il est étonnant que les verts ne soient pas plus haut dans les sondages. Pourquoi? Probablement parce que les électeurs ne considèrent pas les verts comme une solution de rechange crédible et, ceci expliquant cela, parce que les verts n'arrivent pas à occuper le devant de la scène médiatique.

Pourtant, l'environnement est devenu ces derniers mois un enjeu majeur et tout indique qu'il le restera jusqu'aux prochaines élections, aussi bien à Québec qu'à Ottawa.

Prenez, par exemple, le rapport de l'économiste Nicholas Stern, qui prédit d'innombrables calamités à l'échelle planétaire si on ne donne pas rapidement un spectaculaire coup de barre.

Pas étonnant, dans ce contexte, que les grands partis jouent du coude pour se positionner comme le champion de l'environnement.

Sur la scène fédérale, disons que le gouvernement Harper a beaucoup de travail devant lui

pour espérer un jour remporter la palme verte. Chez les libéraux, Stéphane Dion a bâti en grande partie sa campagne sur ses brefs succès comme ministre de l'Environnement, mais Michael Ignatieff a pris plus de risques en s'engageant sur la voie de la taxe sur les émissions.

Le NPD n'est pas en reste. Jack Layton menaçait même de faire tomber le gouvernement Harper pour sauver le protocole de Kyoto.

À Québec, les divergences entre les gouvernements Charest et Har-

de l'autoroute 25 s'il prend le pouvoir.

Décision courageuse, parce que l'électoratisme primaire aurait dû inciter les péquistes à maintenir ce projet, d'autant plus que ses propres députés de la banlieue est de Montréal tiennent à la 25. Par ailleurs, le PQ veut permettre, une fois au pouvoir, à la Ville de Montréal d'imposer un péage pour accéder au centre-ville.

Reste à voir s'il ne s'agit que de vœux pieux, qui prendront le bord en campagne électorale.

de solution. Ces solutions sont largement connues: taxer l'utilisation de l'auto en ville et faciliter le recours au transport en commun.

Mais on ne gagne pas des élections en promettant des péages, c'est bien connu. Et le train, tous les automobilistes sont pour, tant qu'ils n'ont pas à le prendre.

Les partis politiques ont le discours vert ces temps-ci, mais pas encore le courage vert. Et c'est précisément ce dont on a besoin, dit l'économiste Stern. Du courage et de la vision, deux mots

pour augmenter encore un peu le débit automobile dans l'île?

Il n'y a pas que l'environnement et les infrastructures qui souffrent de cette course absurde à l'automobile. Notre qualité de vie aussi.

Conduire en ville est devenu tellement désagréable, parfois périlleux même, que l'on fait maintenant de longs reportages sur l'incivilité au volant (excellent reportage, d'ailleurs, cette semaine chez Désautels à la radio de Radio-Canada).

La rage au volant est maintenant considérée comme un mal urbain inévitable. Avez-vous déjà entendu parler de rage du métro ou de rage du train de banlieue?

L'agressivité ambiante atteint visiblement le piéton montréalais, sans doute le bipède le plus stupide après le dindon sauvage, qui essaye, au péril de sa vie et au mépris des règles de sécurité élémentaires, de se frayer un chemin dans la jungle automobile.

Et le trafic n'encombre pas que le centre-ville, il empoisonne la vie dans l'île, comme dans Ahuntsic, qui n'est plus un quartier de Montréal, mais plutôt une banlieue de Laval. Là où la Ville de Montréal coupe les trop rares arbres sur Henri-Bourassa pour faciliter la circulation des banlieusards.

Ça, c'est de la vision.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur: vincent.marissal@lapresse.ca

Les partis politiques ont le discours vert ces temps-ci, mais pas encore le courage vert. Et c'est précisément ce dont on a besoin, dit l'économiste Stern. Du courage et de la vision, deux mots plus présents dans la bouche de nos leaders politiques que dans leurs actions.

per sont en train de dégénérer en grave querelle publique. Québec a beau jeu: son plan, beaucoup plus costaud que celui d'Ottawa, a reçu la bénédiction des groupes environnementalistes alors que la ministre fédérale Rona Ambrose est devenue la honte du Canada à l'échelle internationale, selon les mêmes écoles.

André Boisclair et le Parti québécois sont entrés dans la ronde verte la fin de semaine dernière. On a beaucoup parlé de cette résolution pour nationaliser l'énergie éolienne, mais moins de celle par laquelle le PQ s'engage à tuer le projet de prolongement

Reste à voir s'il s'agit de décisions sur des dossiers isolées, pris à la pièce, ou si c'est là le début d'un vrai plan vert pour Montréal.

Bref, reste à voir si André Boisclair aura le courage politique de dire aux électeurs de la grande région de Montréal: «Nous avons un sérieux problème de pollution, nous devons urgemment trouver des solutions, mais sachez que certaines vous déplairont.»

En un mot, ça prend un plan. On ne développe pas un réseau routier avec des petits bouts de route épars. On ne devrait pas non plus développer un plan vert avec des petits morceaux

plus présents dans la bouche de nos leaders politiques que dans leurs actions.

Pour Montréal, ce n'est pas qu'une question de qualité de l'air, d'ailleurs, c'est aussi une question d'infrastructures. Notre réseau est usé et sollicité à sa limite tous les jours.

Suffit qu'un viaduc s'écroule à Laval pour foutre le bordel dans toute la région. Suffit d'un soir d'Halloween, comme mardi soir, pour paralyser la ville au complet. La moindre pluie, les premiers flocons de neige, et c'est le chaos. Et il faudrait encore construire des bouts de route

LA PRESSE : Harper accepte de soumettre son plan vert à un comité - Le jeudi 02 nov 2006

Joël-Denis Bellavance, Ottawa

Le chef du NPD, Jack Layton, a remporté son pari hier. Le premier ministre Stephen Harper a accepté de soumettre immédiatement son controversé projet de loi sur la qualité de l'air à un comité des Communes après que M. Layton eut brandi mardi la menace de déposer une motion de défiance envers le gouvernement minoritaire conservateur.

Ce comité spécial sera créé au cours des prochains jours et aura comme mandat de proposer des mesures pour améliorer le plan vert déposé par la ministre de l'Environnement, Rona Ambrose, il y a deux semaines.

En temps normal, le projet de loi de la ministre aurait été débattu en deuxième lecture, mis aux voix aux Communes et confié au comité de l'environnement si une majorité des députés avaient voté en faveur. Or, les trois partis de l'opposition ont décrié le plan vert du gouvernement parce qu'il ne contient aucune cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) à court terme et ils avaient promis de le jeter littéralement aux poubelles au moment du vote en deuxième lecture.

En acceptant la demande du NPD, M. Harper évite ainsi de subir un cuisant revers à la Chambre des communes sur une question aussi importante que celle de l'environnement, le talon d'Achille de son gouvernement. Le premier ministre a tendu cette branche d'olivier au NPD hier après avoir rencontré Jack Layton pendant 25 minutes à son bureau de la Colline en fin d'après-midi mardi.

Toutefois, ce n'est qu'une question de temps avant que le bras de fer entre le gouvernement Harper et les trois partis de l'opposition reprenne de plus belle.

Hier, le NPD, le Parti libéral ainsi que le Bloc québécois ont promis de modifier radicalement le plan vert des conservateurs afin de s'assurer que le gouvernement canadienne respecte les objectifs fixés par le protocole de Kyoto, soit de ramener les émissions de GES à un niveau de 6 % inférieur à ceux de 1990.

Dans son plan vert, le gouvernement conservateur propose de réduire ces émissions de 45 à 65 % au niveau de 2003. Mardi

matin, M. Layton a déposé un projet de loi privé qui forcerait le gouvernement canadien à respecter les cibles de Kyoto tout en imposant des objectifs de réduction plus ambitieux après 2012, soit de réduire de 80 % d'ici 2050 les émissions de GES par rapport au niveau de 1990.

«Nous sommes maintenant sortis de l'impasse parlementaire, a affirmé hier M. Layton. Les Canadiens ordinaires veulent voir de l'action pour mettre un frein aux changements climatiques maintenant, pendant leur vie, et pour les générations futures. Nous allons pouvoir travailler pour adopter des lois visant à contrer les changements climatiques. C'est une victoire pour tous les Canadiens et toutes les Canadiennes.»

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a quant à lui promis que les conservateurs ne reconnaîtront pas leur plan vert une fois que le comité spécial aura terminé son travail. «Il y aura suffisamment de travail de chirurgie politique (...) sur le projet de loi des conservateurs. Ça va être un lifting complet, ils ne reconnaîtront plus rien», a lancé M. Duceppe devant les journalistes.

Le chef bloquiste a indiqué que son parti réclamera que les objectifs du protocole de Kyoto soient inscrits dès le premier article de la loi. Le Bloc québécois se battra pour que l'on reconnaisse l'approche territoriale dans l'atteinte des objectifs et que l'on inscrive aussi le principe du pollueur-payeur.

Le Parti libéral continuera de faire front commun avec les deux autres partis d'opposition pour forcer la main au gouvernement Harper.

«Nous allons évidemment essayer de rectifier les problèmes de cette loi qui est déficiente en maints domaines», a affirmé le chef libéral, Bill Graham.

Ce projet de loi a été largement critiqué. Environnementalistes et partis d'opposition lui reprochent de se contenter de consultations avec les industries et de ne pas fixer d'objectifs de réduction des émissions des gaz à effet de serre qu'en 2050.

Avec la Presse Canadienne

MÉTRO : Projet de loi conservateur sur la qualité de l'air : l'opposition promet un remodelage à son goût - Jeudi 02 novembre 2006

Projet de loi conservateur sur la qualité de l'air

L'opposition promet un remodelage à son goût

Le projet de loi du gouvernement conservateur sur la qualité de l'air a été placé sous respirateur artificiel, hier.

Il sera étudié en comité parlementaire spécial. Au terme de l'exercice, le gouvernement risque cependant de ne plus reconnaître sa mesure, les partis d'opposition affirmant vouloir la transformer du tout au tout.

Le premier ministre Stephen Harper et le chef néo-démocrate, Jack Layton, sont parvenus à cette entente après un peu moins de 48 heures de négociations ponctuées d'une menace des néo-démocrates de présenter une motion de censure

pour faire tomber le gouvernement. Les quatre partis ont donc accepté de mettre sur pied un comité spécial qui



étudiera le projet de loi qui n'aura pas à être voté en deuxième lecture avant de prendre la route du comité.

Le respect du protocole de Kyoto au coeur du projet

Le Bloc estime d'ailleurs que le respect des engagements envers le Protocole de Kyoto devra être inscrit dès le premier article du projet de loi. La formation tentera aussi de s'assurer d'y faire inscrire, entre autres, le principe de l'approche territoriale et celui du pollueur-payeur.

«Nous allons évidemment essayer de rectifier

STEPHEN HARPER a dû accepter le compromis de Jack Layton.

Ça va être un lifting complet, ils ne reconnaîtront plus rien.
GILLES DUCEPPE,
chef du Bloc québécois

fier les problèmes de cette loi qui est déficiente en maints domaines», a indiqué le chef libéral par intérim, Bill Graham, ajoutant qu'à son avis «il nous faut des barèmes responsables et beaucoup plus près que 2015 ou 2050».

Le projet de loi conservateur a été largement critiqué pour son manque de cibles à court et à moyen terme. On lui reproche de se contenter de consultations avec les industries et de ne fixer d'objectifs de réduction des émissions des gaz à effet de serre qu'en 2050.

RADIO-CANADA / POLITIQUE : Environnement : Harper cède devant la menace de Layton - Mise à jour le mercredi 1 novembre 2006 à 22 h 11

Plus d'info

Nouvelles

[Jack Layton prend le leadership](#)

Audio et Vidéo

[Martine Biron explique que le ton de Jack Layton est plus conciliant face aux conservateurs.](#)

[Mireille Massé explique que l'opposition a l'intention de transformer radicalement le projet de loi.](#)

[Maisonneuve en direct: Environnement: Harper cède.](#)

Autres hyperliens

[La menace climatique](#)

Le controversé projet de loi sur la qualité de l'air présenté le 19 octobre dernier par le gouvernement conservateur risque de changer radicalement.

Le premier ministre Stephen Harper a accepté mercredi qu'il soit revu et corrigé par un comité parlementaire spécial, qui pourra l'amender avant qu'il soit présenté aux députés en deuxième lecture.

M. Harper se rend ainsi aux arguments du chef néo-démocrate Jack Layton. Ce dernier lui avait proposé mardi d'agir de la sorte, sous prétexte que le projet de loi initial allait être battu par les partis d'opposition.

Les libéraux, qui ont critiqué mardi la façon de faire de M. Layton, sont d'accord pour adopter cette procédure. Le Bloc québécois

indique pour sa part qu'il défendra l'approche du Québec dans ce dossier.

M. Layton avait menacé de déposer une motion de défiance à l'encontre du gouvernement à ce sujet. Cette motion aurait pu déclencher des élections si elle avait été adoptée.

Mardi, Jack Layton a déposé un projet de loi privé qui propose de déterminer des objectifs initiaux de réduction de gaz à effet de serre (GES) d'ici six mois et l'élaboration de cibles intermédiaires tous les cinq ans.

Il demande en outre une réduction de 25 % des émissions globales de GES par rapport au niveau de 1990 d'ici 2020, pour ensuite viser 80 % pour 2050.

Ces cibles sont beaucoup plus ambitieuses que celles envisagées dans le projet de loi conservateur, dont l'objectif est de réduire les gaz à effet de serre de 45 % à 65 % par rapport au niveau de 2003 d'ici 2050.

Le protocole de Kyoto, que le Canada a ratifié, stipule que le pays doit réduire, d'ici 2012 au plus tard, ses émissions de gaz à effet de serre de 6 % par rapport aux chiffres compilés en 1990. Or ces émissions, qui sont à l'origine du réchauffement de la planète, avaient déjà augmenté de 20 % en 2002.

[Dépôt du projet de loi sur la qualité de l'air](#)

Site d'Environnement Canada

LE DEVOIR : Éditorial : Deux poids, deux mesures, Jean-Robert Sansfaçon - Édition du mercredi 01 novembre 2006

À quoi s'amuse le gouvernement Harper? Comment peut-il se permettre de verser 538 millions à l'Ontario tout en refusant un traitement équivalent pour le Québec? Pourquoi cette politique de deux poids deux mesures?

Rappelons les faits. Avant le déclenchement des dernières élections fédérales, le ministre de l'Environnement d'alors, Stéphane Dion, avait négocié des ententes bilatérales avec les provinces pour les amener à participer à son plan de lutte contre les gaz à effet de serre (GES). Envers l'Ontario, Ottawa s'engagea à verser plus d'un demi-milliard, mais, compte tenu de certaines divergences avec Québec, les deux parties n'eurent pas le temps de finaliser un accord qui aurait conduit le fédéral à verser quelque 328 millions au Québec.

Une fois les conservateurs élus, le «nouveau gouvernement» renia l'entente avec l'Ontario dans un premier temps, puis il se ravisa. En revanche, aucune négociation ne fut entreprise avec le Québec, qui se retrouve, aujourd'hui, privé d'une somme très importante pour compléter son propre programme de lutte contre les GES.

Après l'affaire des garderies, voilà un deuxième dossier dans lequel le gouvernement Charest, qui attendait beaucoup de ses relations avec Stephen Harper, se retrouve gros Jean comme devant.

Lundi, à la Chambre de communes, la ministre fédérale de l'Environnement, Rona Ambrose, s'est même permis de critiquer le plan du Québec qui, dit-elle, n'est pas assez contraignant pour les entreprises. Elle n'a pas tort, Mme Ambrose, car le plan du gouvernement Charest fait trop confiance au volontariat des

entreprises en tenant pour acquis que les progrès des dernières années se poursuivront indéfiniment. Par contre, elle a tort de prétendre que son propre plan, conçu sur mesure pour ne pas embarrasser les pétrolières, est plus contraignant.

Le même jour, les conservateurs ont été bombardés de questions en marge de la publication, à Londres, d'une étude prévoyant un désastre économique d'ici quelques décennies, dans l'ensemble des pays industrialisés, si les efforts nécessaires pour lutter contre le réchauffement de la planète ne sont pas consentis dès maintenant. Selon cette étude, commandée à un ancien économiste en chef de la Banque mondiale par le gouvernement Blair, les conséquences pourraient surpasser celles d'une dépression économique qui aurait l'engorgement de la grande crise des années trente.

Il est évidemment impossible de dire si cette étude exagère. Ce qui est certain, c'est que problème il y a et qu'il faut s'y attaquer sans délai.

Au Canada, il semble ne plus y avoir que les conservateurs et le gouvernement albertain pour ne pas y croire. Ce qui leur permet de reporter à la semaine des quatre jeudis le moment de faire face au problème. En agissant de la sorte, ces gouvernements calquent leur politique sur celle du gouvernement américain et place le Canada loin derrière les autres pays de l'OCDE en matière d'investissements technologiques susceptibles d'améliorer la productivité et de combattre les GES. Et, soit dit en passant, ce ne sont pas les manoeuvres politiciennes du NPD et de son chef, l'apprenti sorcier Jack Layton, qui y changeront quelque chose!

LE DEVOIR : Le bras de fer entre Layton et Harper se poursuit - Édition du mercredi 01 novembre 2006

[Alec Castonguay](#)

Ottawa — La partie de bras de fer entre le NPD et le gouvernement conservateur au sujet des changements climatiques s'est poursuivie hier. Après avoir annoncé son intention de déposer un projet de loi privé qui contraint le Canada à réduire substantiellement ses émissions de gaz à effet de serre à moyen et long terme, le chef du

NPD, Jack Layton, a finalement rencontré Stephen Harper en fin d'après-midi. Il s'est toutefois dit «désappointé» par cette réunion et n'écarte pas la possibilité de soumettre une motion de censure dès demain pour faire tomber le gouvernement. La décision sera prise aujourd'hui lors du caucus néo-démocrate.



«J'étais optimiste ce matin, mais là je suis plutôt désappointé. Le premier ministre ne semble pas saisir l'urgence d'agir dans le dossier des changements climatiques ni la crise qui approche», a soutenu Jack Layton, quelques minutes après sa rencontre avec Stephen Harper.

Le NPD a déposé cinq avis différents de motion en vue de sa journée d'opposition de demain. Il doit choisir avant ce soir quelle motion sera soumise au vote. L'une des motions possibles en est une de censure, qui ferait tomber le gouvernement en raison de l'abandon des objectifs du protocole de Kyoto. «Je vais consulter mon caucus [ce matin] et on verra [ce qu'on choisit comme motion]», a affirmé Jack Layton.

Le chef du NPD a toutefois affirmé que défaire le gouvernement maintenant n'était pas son premier choix et qu'il préférerait travailler à changer l'approche du gouvernement concernant les changements climatiques. D'ailleurs, l'une des cinq motions pouvant être soumises demain par le NPD ne vise pas à défaire le gouvernement, mais prévoit plutôt la création d'un comité spécial dédié spécifiquement à l'étude de différentes options pour s'attaquer plus rapidement aux changements climatiques. Des modifications importantes au projet de loi gouvernemental sur la qualité de l'air — que tous les partis d'opposition veulent rejeter — pourraient alors être envisagées, tout comme l'étude du projet de loi privé déposé hier par le NPD.

Au bureau du premier ministre, l'entourage de Stephen Harper a qualifié de «fructueuse» la rencontre avec Jack Layton. Le premier ministre a promis de consulter «ses collègues» pour voir si la porte était ouverte à des modifications au projet de loi sur la qualité de l'air et si celui-ci pouvait être étudié en comité avant d'être voté, question de lui éviter un échec certain. Si le premier ministre accepte de modifier son projet de loi ou de considérer celui des néo-démocrates, Jack Layton ne mettra pas à exécution sa menace de défaire le gouvernement.

Le projet de loi privé du NPD, nommé Loi sur la responsabilité en matière de changements climatiques (C-377), a peu de chances de se frayer un chemin à travers la procédure parlementaire sans l'aide du gouvernement ou des autres partis politiques. Ce projet de loi prévoit entre autres une réduction de 80 % des gaz à effet de serre en 2050 sous le niveau d'émissions de 1990, ce qui est de beaucoup supérieur au plan du gouvernement, qui vise une réduction de 45 à 65 % sous le niveau de 2003.

Pendant que les groupes environnementaux saluaient hier l'initiative du NPD, le chef du Parti libéral du Canada a qualifié l'indécision du NPD et les menaces d'élections de «bel épouvantail d'Halloween». «Je ne veux pas jouer un petit jeu de procédure», a soutenu Bill Graham, qui s'est par contre dit ouvert à modifier le projet de loi sur la qualité de l'air du gouvernement si c'est possible. «Si on peut avoir des résultats, je suis prêt à regarder ça.»

LA PRESSE : Layton prêt à faire tomber le gouvernement - Le mercredi 01 novembre 2006

[Hugo de Grandpré](#)

Se disant convaincu que les conservateurs ne prennent pas suffisamment au sérieux les changements climatiques, le chef du NPD, Jack Layton, a entrepris hier l'ultime démarche pour renverser le gouvernement Harper.

Au terme d'un face-à-face de 25 minutes avec le premier ministre, M. Layton a indiqué que son parti profitera de sa journée d'opposition de demain pour réclamer un vote de blâme sur la question de l'environnement.

Le Bloc québécois a déjà fait savoir qu'il appuiera toute motion de blâme sur cette importante question. Toutefois, le Parti libéral, qui n'a pas encore de chef, n'avait pas dévoilé hier ses intentions pour le vote.

Si les libéraux décidaient de voter avec le gouvernement Harper, ou simplement de s'absenter de la Chambre le jour J, la manoeuvre de Jack Layton pourrait bien n'être qu'un coup d'épée dans l'eau.

M. Layton avait obtenu lundi une rencontre avec M. Harper dans l'espoir de le convaincre d'accélérer la lutte contre les changements climatiques. Le jour même, le rapport d'un économiste de renom prédisait de graves conséquences économiques si rien n'est fait pour les contrer.

Pour accentuer la pression, M. Layton a déposé en matinée hier un projet de loi privé sur la responsabilité du gouvernement face aux changements climatiques.

L'initiative vise à imposer des cibles de réduction d'émissions de gaz à effet de serre après 2012. Un objectif ambitieux de réduction, d'ici 2050, de 80% par rapport au niveau de 1990 est aussi proposé. Dans leur projet de loi sur la qualité de l'air, les conservateurs suggèrent plutôt une baisse de 45 à 65% (par rapport au niveau de 2003).

En réunion, M. Layton a aussi proposé de faire passer l'étude de ce dernier projet de loi en comité parlementaire avant qu'il ne soit voté en deuxième lecture. M. Harper a fait savoir qu'il était prêt à considérer la proposition.

Aucune décision ne sera prise avant ce matin, alors que les caucus des différents partis se réunissent.

Jack Layton a été vertement critiqué par les autres partis de l'opposition, qui l'accusent d'avoir fait cavalier seul pour aboutir à une démarche inutile. Les libéraux ont été particulièrement durs à l'endroit du chef du NPD, eux qui n'ont pas intérêt à faire tomber le gouvernement pour l'instant.

"Si nous sommes sérieux, allons ensemble, plutôt que de simplement discuter à deux personnes d'une question et qu'il (M. Layton) sait qu'il n'a aucune chance de gagner", a dit le chef de l'opposition officielle, le libéral Bill Graham.

Rencontre Layton-Harper : beaucoup de brouhaha sans résultat

Raymond Giroux
rgiroux@lesoleil.com

OTTAWA – Beaucoup de brouhaha pour peu de résultats ! La rencontre que Jack

Layton a arrachée au premier ministre Stephen Harper au sujet des changements climatiques, hier, n'a débouché sur aucune conclusion, chacun promettant de consulter ses députés avant de poursuivre le débat.

Le chef du NPD est sorti de la discussion « plutôt désappointé. Je ne suis pas convaincu que le premier ministre comprenne l'urgence de la situation », a-t-il dit.

Beaucoup de bruit pour rien alors ? « On espère que non, réplique M. Layton. Les consultations continuent », a-t-il ajouté, mais sans jamais menacer directement le gouvernement minoritaire de provoquer un vote de confiance lors de la journée réservée à son parti, demain. Et si aucune entente de découle de cet échange, « on va voir, dit simplement le chef néo-démocrate. Toutes les options sont sur la table ».

« La rencontre de 25 minutes a été fructueuse », a rapporté pour sa part le porte-parole de M. Harper, Dimitri Soudas, dans un courriel aux médias. « Le premier ministre a écouté », a-t-il ajouté en notant que « le projet de loi déposé aujourd'hui par le NPD est tout à fait semblable à la Loi sur la qualité de l'air (LQA) pour ce qui est des réductions des gaz à effet de serre ».

M. Layton avait dit plus tôt en journée qu'il voulait élaborer avec M. Harper un plan contre les changements climatiques qui pourrait être adopté à la Chambre de communes.

La soudaine ouverture du chef du NPD envers le premier ministre Harper s'explique par le fait qu'ensemble, leurs deux partis contrôlent 153 sièges contre 151 pour les libéraux et les bloquistes.

La décision, en cas de vote, serait dé-partagée par les deux indépendants dont l'un, Garth Turner, penche du côté pro-environnemental, et l'autre, André Arthur, s'accroche aux basques des conservateurs.

Les libéraux se sont montrés totalement outrés de l'attitude de M. Layton, l'accusant de « brader ses principes » en ne tenant aucun compte du Protocole de Kyoto dans le projet de loi qu'il a déposé en avant-midi sans consulter les autres partis.

« Je trouve cela incroyable, a dit le député John Godfrey, car on travaille ensemble depuis longtemps dans ce dossier. C'est étonnant et décevant ». Son collègue Pablo Rodriguez, dont le projet de loi en faveur du respect du Protocole suit son cours normal au parlement avec l'appui des deux autres partis d'opposition, croit simplement que « le NPD a abandonné Kyoto ».

Le chef bloquiste Gilles Duceppe, de son côté, « ne sait pas ce que le NPD fait. Je ne suis même pas sûr qu'eux-mêmes savent ce qu'ils font », a-t-il ajouté en anglais. « J'ai de la difficulté à voir ses prises de positions, a-t-il dit en évoquant M. Layton. Tente-t-il de protéger certains intérêts en Ontario ? »

Sur le front québécois, malgré une avalanche de questions aux Communes, la ministre Rona Ambrose n'a donné aucune explication supplémentaire sur sa toute nouvelle opposition au Plan vert du Québec.

Notons par ailleurs que le gouvernement conservateur a finalement accepté d'inclure des députés de l'opposition au sein de la délégation canadienne au sommet de Nairobi, la semaine prochaine.

Vos pilules n'ont aucun effet sur vos douleurs?

Venez rencontrer le **D^r Denis Boucher, Ph.D.**, propriétaire, spécialiste en physiologie de l'exercice et en gestion de la douleur.

Nous traitons les conséquences liées à divers problèmes :

- AVC
- arthrite
- arthrose
- fibromyalgie
- maux de dos
- blessures musculaires
- et autres

CENTRE DE RÉADAPTATION PHYSIQUE ET DE GESTION DE LA DOULEUR **unique au Québec!**

733, avenue Royale
(ancienne Caisse Desjardins de Beauport)
GLOBAL HÉMISPHERE
Tél. : 418-667-8640
poste 0

ENVIRONNEMENT

Layton n'a rien obtenu de Harper

LAURENT SOUMIS 01 | 11
Le Journal de Montréal

OTTAWA | Le chef néo-démocrate Jack Layton a échoué hier dans sa tentative d'obtenir des concessions du gouvernement dans la lutte au réchauffement de la planète. Même s'il se dirige vers un cul-de-sac avec son propre plan vert, Stephen Harper n'a pas cédé au chantage.

Depuis quelques semaines, libéraux et bloquistes ont pratiquement pris le monopole du discours sur les changements climatiques.

De son côté, le gouvernement se dirige tout droit vers une défaite s'il maintient son intention de faire adopter son projet de loi sur la qualité de l'air.

Hier matin, Jack Layton a décidé de ramener vers lui les projecteurs en déposant un projet de loi privé afin de montrer qu'il est le plus « vert » parmi les « verts ». Son projet, qui pourrait bien n'être jamais étudié avant plusieurs mois, prévoit l'atteinte de l'objectif de réduction de 80 % des gaz à effet de serre d'ici 2050.



JACK LAYTON
Désappointé

25 minutes

Hier, durant 25 minutes, M. Layton s'est donc entretenu avec le premier ministre Harper afin de le convaincre d'accepter un compromis.

Même si le bureau de M. Harper qualifiait la rencontre de « fructueuse », M. Layton en est ressorti « désappointé ». « Je ne suis pas convaincu que le premier ministre comprenne l'urgence de la situation », a-t-il déclaré. En fait, la seule concession de Stephen Harper – s'il en est une – est d'avoir accepté de réfléchir à l'idée de renvoyer le projet de son gouvernement devant un comité.

Libéraux et bloquistes ne cachaient pas leur fureur devant l'initiative du NPD, prise sans consultation avec les autres partis et les groupes environnementaux.

« C'est tout fait dans la même direction que les conservateurs, pas de cibles avant 2020, pas d'action vraiment avant 2050 et pas de référence, aucune référence à Kyoto », soulignait le critique libéral John Godfrey.

Amertume aussi chez les bloquistes qui trouvaient que Jack Layton jouait un personnage « d'Haloween » en faisant « diversion » pour proposer « autre chose que Kyoto ».

« Dans le temps, il avait laissé tomber les chapeaux pour s'entendre avec Paul Martin, raillait le chef Gilles Duceppe. Il peut bien laisser tomber l'environnement pour s'entendre avec Stephen Harper. »

Après avoir échoué dans leur coup de poker, les néo-démocrates décideront en caucus ce matin s'ils pousseuront l'audace jusqu'à déposer une motion de non-confiance envers le gouvernement.



Changements climatiques Layton menace les conservateurs



Je sais que les conservateurs trouvent que la science des changements climatiques est difficile à comprendre, mais c'est aussi une question de dollars et d'impact économique.

JACK LAYTON, faisant écho au rapport Stern rendu public au début de la semaine

Le premier ministre Harper ne comprend pas l'urgence de la situation quand vient le temps de parler de changements climatiques.

C'est ce qu'a lancé le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Jack Layton, à la sortie d'une rencontre avec Stephen Harper. M. Layton tendait la main au premier ministre en lui proposant de se rallier au projet de loi du NPD qui suggère de s'attaquer rapidement aux changements climatiques, déposé hier matin.

Le plan de M. Layton fixerait des cibles à court terme d'ici 12 mois pour atteindre les objectifs de Kyoto, ainsi que des cibles intermédiaires tous les cinq ans, pour en arriver à une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 25 %, d'ici 2020.

Le projet de loi du NPD est plus ambitieux que le projet de loi sur la qualité de l'air du gouvernement minoritaire conservateur, qui n'a aucune chance d'être adopté puisque les trois partis d'opposition le rejettent. On s'attend à ce que, dès le vote en deuxième lecture, il soit tué dans l'oeuf.

Élections hâtives?

Jack Layton a de plus fait planer la possibilité de présenter, demain, une motion de censure à l'endroit du gouvernement pour dénoncer l'immobilisme des conservateurs. Cette motion de censure est l'une des six options qui seront discutées au caucus du NPD, aujourd'hui.

Une motion de censure, si elle est adoptée, a pour effet de défaire le gouvernement et de provoquer des

élections hâtives. Le problème dans toute cette stratégie, c'est que M. Layton s'est, par sa démarche, isolé en se mettant à dos les deux autres partis d'opposition. Libéraux et bloquistes ont critiqué le projet de loi de M. Layton, l'accusant d'abandonner le protocole de Kyoto.

Le chef du NPD réplique qu'il ne tourne pas le dos au protocole de Kyoto, puisque son parti appuie actuellement le projet de loi du libéral Pablo Rodriguez qui vise à forcer le Canada à respecter ses engagements.

Au moins deux groupes environnementaux reconnus — l'Institut Pembina et la Fondation David Suzuki — ont applaudi la proposition des néo-démocrates qui s'inscrit, à leur avis, comme un complément du projet de loi de M. Rodriguez. **PC/MÉTRO**

Layton prend le leadership en environnement

24 Au lendemain du dévoilement du rapport britannique alarmiste sur les effets économiques et humanitaires anticipés du réchauffement de la planète, le chef néo-démocrate Jack Layton estime que le gouvernement canadien doit prendre des mesures énergiques.

Hier, il a demandé au

premier ministre Stephen Harper de réviser au complet sa politique environnementale pour mener une lutte sans merci aux émissions de gaz à effet de serre. M. Layton a déposé hier matin un projet de loi privé sur la responsabilité

face aux changements climatiques. Ce projet propose de déterminer des objectifs initiaux de réductions des gaz à effet de serre d'ici six mois, et l'élaboration de cibles intermédiaires tous les cinq ans. Il demande en outre une réduction de 25 % des émissions globales de GES d'ici 2020, pour ensuite viser 80 % pour

2050.

Ces cibles sont plus ambitieuses que celles suggérées dans le projet de loi sur l'air pur déposé, il y a deux semaines par le gouvernement Harper qui promet de réduire de 45 % à 65 % les émissions globales de GES d'ici 2050.

Selon M. Layton, le projet de loi des conservateurs est inapte à ralentir les menaces qui font planer les changements climatiques. **(JCG)**

«Le chef du NPD entend rallier les parlementaires à son projet environnemental.»



- photo PC

Jack Layton va de l'avant avec une série de propositions pour bonifier le programme environnemental du Canada.

THE GAZETTE: Harper weighs revisions to bill: Meets with Layton; NDP wants 'thorough and complete' rewrite - Wednesday, November 01, 2006

MIKE DE SOUZA and ALLAN WOODS, CanWest News Service; CP contributed to this report

Prime Minister Stephen Harper is considering a comprehensive revision of his government's environmental legislation following a brief meeting with NDP leader Jack Layton last evening.

In a 25-minute encounter in the prime minister's Centre Block office, the leader of the smallest party in the House of Commons said he wants a "thorough and complete rewriting" of the Conservative Party's environmental legislation, known as the Clean Air Act, and he is threatening to bring a non-confidence motion before the minority Parliament tomorrow if he does not see quick and decisive action.

"I'm not really convinced that the prime minister understands the urgency of the climate change crisis, the threat that climate change proposes and the urgency to move quickly," Layton said.

The Prime Minister's Office provided few details of the meeting other than to say that a private member's bill - announced by Layton before the meeting - that vowed to set environmental targets within six months and drastically cut greenhouse gases by 2050 was similar to the plan laid out this month by the government.

But House leader Rob Nicholson said the government is actively considering Layton's compromise approach.

"That's his (request) and we're going to consider it," Nicholson said. Interim Liberal leader Bill Graham was skeptical about the Tories' willingness to compromise.

But Graham said his party is willing to work with the government and other opposition parties to improve the environmental legislation, which has raised the ire of all three opposition parties. However, he doubted the NDP leader was actually expecting to make headway when he went to the meeting with the prime minister.

"What we've been concerned about was really a Halloween stunt from Mr. Layton," Graham said at a news conference.

The Tories were under attack all day, facing legal and political threats over their reluctance to take immediate action to meet the country's Kyoto Protocol targets.

But Harper insisted he would not cave in to the pressure. Alluding to predecessor Paul Martin, who committed \$4.6 billion from federal coffers to NDP priorities in his 2005 budget to win that party's support, Harper said going into the meeting with Layton that he was not about to "rewrite the budget."

The government has criticized the Kyoto accord, arguing it imposed unrealistic and unattainable targets for reducing greenhouse gases on Canada without addressing air-quality issues that affect public health.

It has tabled "clean air" legislation in a plan to reduce air pollution and cut greenhouse gases by up to 65 per cent by 2050.

The Liberals and the Bloc Quebecois warned that the NDP was willing to "sell out" to the government and had abandoned a commitment to the targets set out in the Kyoto accord.

"They (the NDP) are playing a very dangerous game because what's at stake is the future of the planet," Liberal environment critic John Godfrey said. "They're playing the game of undermining Kyoto, which is exactly what we don't want to do on the eve of the next Kyoto meeting in Nairobi."

Representatives of 165 countries meet next week in Kenya to discuss the next phase of the protocol. Canada is expected to send a delegation of about 40 people to Nairobi, but the group will not include environmentalists, contrary to the customary practice of the Liberals.

Meanwhile, an international law expert from Germany warned Canada could face sanctions for several violations of the original 1992 UN treaty on climate change and its update, the Kyoto Protocol.

In fact, a compliance committee set up under the international agreement is already reviewing a complaint launched by South Africa in May 2006 against Canada and other countries for not respecting their commitments.

Lawyer Roda Verheyen said the committee could impose a target that would translate into a 30-per-cent reduction penalty for Canada along with a sanction that would stop it from selling emissions credits on the market.

Under Kyoto, countries or companies that exceed their emissions reduction targets are allowed to sell credits to those that cannot meet their commitments domestically.

Under the Canadian Environmental Protection Act, the government has a legal responsibility to control such substances as greenhouse gases that are regulated under an international agreement, Friends of the Earth-Canada CEO Beatrice Olivastri said.

She is giving Environment Minister Rona Ambrose 30 days to act. Otherwise, Olivastri said, her organization would pursue the matter in federal court.

THE GLOBE AND MAIL: THE GREEN PLAN : PM to consider changing bill - Tories' Clean Air Act is 'dead in the water' if legislation isn't toughened, Layton says - Wednesday, November 01, 2006

BILL CURRY

With a report from Alex Dobrota

OTTAWA -- The Conservative government's widely criticized environmental plan now has at least a chance of surviving after Prime Minister Stephen Harper agreed yesterday to consider an NDP proposal to change the Clean Air Act.

NDP Leader Jack Layton met with Mr. Harper late yesterday for about 25 minutes in an attempt to break the deadlock in the House of Commons regarding environmental issues.

Mr. Layton says he told the Prime Minister the government's centrepiece environment bill is "dead in the water" as currently written. He proposed the bill be sent to a committee without a vote so that all parties can work to improve the bill.

"That's [Mr. Layton's] ask and we'll seriously consider it," said Government House Leader Rob Nicholson after the meeting.

Mr. Layton said he was disappointed Mr. Harper continues to support lengthy consultations before setting targets to reduce

greenhouse gases and fight climate change, but vowed to keep talking.

"That sense of urgency wasn't there," said Mr. Layton, who said he will seek guidance this morning from NDP MPs.

The NDP has an opposition day tomorrow. It served notice last night of several possible motions dealing with the environment, including a confidence vote that could trigger an election if it passed.

Interim Liberal Leader Bill Graham dismissed Mr. Layton's actions as an attempt to attract media attention. However, he said his party would take part in any "real" effort to improve the government's bill.

Earlier in the day, Mr. Layton introduced a private member's bill that he called the Clean Air Accountability Act. The seven-page bill calls for a reduction in greenhouse-gas emissions to 80 per cent of 1990 levels. It also calls for a six-month consultation phase to set interim targets every five years, starting in 2015.

In contrast, the government's Clean Air Act sets a greenhouse-gas reduction target of 45 to 65 per cent of 1990 levels, with absolute reductions beginning in 2020.

A Conservative official said yesterday that Mr. Layton's bill "is quite similar" to the Clean Air Act's measures on greenhouse-gas reductions.

One of the main criticisms of the Clean Air Act is that the legislation does not contain the short-term targets that would be needed to meet the country's Kyoto commitments.

Canada has committed to reducing greenhouse emissions to 6 per cent below 1990 levels when emissions from the years 2008 to 2012 are averaged out; however, emissions in this country are currently about 27 per cent above 1990 levels.

Given that its first target is not until 2015, Mr. Layton's bill does not address the Kyoto period, but he insists he and his party have not abandoned the accord.

He notes that the NDP continues to support a private member's bill from Liberal MP Pablo Rodriguez that calls on Canada to meet its Kyoto commitments.

"The Kyoto Protocol was voted on by this House of Commons and there's never been a vote to undo it. The NDP supports the Kyoto Protocol entirely," he said before his meeting with Mr. Harper.

While Canada has signed Kyoto, neither the previous Liberal government nor the current Conservative government introduced regulations to reduce greenhouse-gas emissions.

The Liberals and Bloc Québécois, who had formed a common front with the NDP on environmental issues of late, lashed out at Mr. Layton before the meeting for introducing a climate-change bill that makes no mention of Kyoto.

"He never once mentions Kyoto. It does not include any short-term targets. It is a complete abandonment of Kyoto," said Liberal House leader Ralph Goodale.

Bloc leader Gilles Duceppe told reporters he suspects the NDP is softening its support of Kyoto because of concerns in Ontario industry sectors.

RADIO-CANADA / POLITIQUE : Changements climatiques : Jack Layton prend le leadership - Mise à jour le mardi 31 octobre 2006 à 23 h 23

[Plus d'info](#)

[Nouvelles](#)

[Le Canada veut revoir Kyoto](#)

[Pour un New Deal écologique](#)

[Audio et Vidéo](#)

[Martine Biron explique que la déception de Jack Layton n'est pas surprenante.](#)

[Daniel L'Heureux résume le projet de loi déposé par Jack Layton.](#)

[Changements climatiques Jack Layton prend le leadership Plan vert Béchard contre-attaque](#)

Le chef néo-démocrate est sorti déçu de sa rencontre avec le premier ministre où il a tenté de le convaincre de réviser sa politique environnementale pour faire de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre (GES) une priorité.

Selon Jack Layton, Stephen Harper ne comprend pas l'urgence de la situation. Il a cependant soutenu que les discussions au sein de son caucus et avec le bureau du premier ministre continueront dans l'espoir qu'une solution pointe à l'horizon.

Il ne s'est pas prononcé sur la possibilité qu'il profite, jeudi, de la journée de l'opposition aux Communes pour déposer une motion de non-confiance contre le gouvernement.

L'initiative du chef néo-démocrate auprès du premier ministre intervient au lendemain du dévoilement d'un rapport britannique

alarmant sur les effets économiques et humanitaires anticipés du réchauffement de la planète.

Jack Layton a, à cet effet, déposé en matinée mardi un projet de loi privé sur la responsabilité face aux changements climatiques. Ce projet propose de déterminer des objectifs initiaux de réduction de GES d'ici six mois, et l'élaboration de cibles intermédiaires tous les cinq ans. Il demande en outre une réduction de 25 % des émissions globales de GES d'ici 2020 au niveau de 1990, pour ensuite viser 80 % pour 2050.

Ces cibles sont bien plus ambitieuses que celles suggérées dans le projet de loi sur l'air pur, déposé il y a deux semaines par le gouvernement Harper, qui promet de réduire de 45 % à 65 % les émissions globales de GES d'ici 2050 au niveau de 2003.

Selon Jack Layton, le projet de loi des conservateurs, dénoncé unanimement par l'opposition, est pour sa part inapte à retarder les menaces que font planer les changements climatiques.

Le risque réel d'une catastrophe à la fois économique et écologique, comme le soutient l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale Nicholas Stern, exige que le Canada passe dès maintenant à l'action. « Ainsi, les Canadiens verront des changements durant le cours de leur vie », a conclu Jack Layton en conférence de presse ce midi.

Changements climatiques: Rapport Stern et conséquences

HM Treasury of Great Britain : Stern Review final report – October 30, 2006

The pre-publication edition of the Stern Review Report on the Economics of Climate Change is available to be downloaded below either on a chapter-by-chapter basis or in parts covering broader themes. The report is available in Adobe Acrobat Portable Document Format (PDF). If you do not have Adobe Acrobat installed on your computer you can download the software free of charge from the [Adobe website](#). For alternative ways to read PDF documents and further information on website accessibility visit the [HM Treasury accessibility page](#).

Hardcopies of the report (ISBN: 0-521-70080-9) will be available from December at a charge of £29.99 + £3.50 postage and packing. Copies can be ordered via fax on +44 (0)1223 315052 or via post from the following address: Science Marketing, Freepost, Cambridge University Press, The Edinburgh Building, Cambridge, CB2 1BR. It can also be ordered from www.cambridge.org/9780521700801.

- [Table of contents](#)
- [Summary of conclusions](#)
- [Preface and acknowledgements](#)
- [Introduction to Review](#)
- [Executive summary \(full\)](#)
- [Executive summary \(short\)](#)
- [Abbreviations and acronyms](#)

[Part I: Climate change: our approach \(Chapters 1-2\)](#)

Introduction

Chapter 1: The science of climate change

Chapter 2: Economics, ethics and climate change

Chapter 2 Technical annex: Ethical frameworks and intertemporal equity

[Part II: Impacts of climate change on growth and development \(Chapters 3-6\)](#)

Introduction

Chapter 3 How climate change will affect people around the world

Chapter 4 Implications of climate change for development

Chapter 5 Costs of climate change in developed countries

Chapter 6 Economic modelling of climate change impacts

[Part III: The economics of stabilisation \(Chapters 7-13\)](#)

Introduction

Chapter 7 Projecting the growth of greenhouse gas emissions

Chapter 8 The challenge of stabilisation

Chapter 9 Understanding the costs of mitigation

Chapter 10 Macroeconomic models of costs

Chapter 11 Structural change and competitiveness

Chapter 12 Opportunities and wider benefits from climate policies

Chapter 13 Defining a goal for climate change policy

[Part IV: Policy responses for mitigation \(Chapters 14-17\)](#)

Introduction

Chapter 14 Harnessing markets to reduce emissions

Chapter 15 Carbon markets in action

Chapter 16 Accelerating technological innovation

Chapter 17 Beyond carbon markets and technology

[Part V: Policy responses for adaptation \(Chapters 18-20\)](#)

Introduction

Chapter 18 Understanding the economics of adaptation

Chapter 19 Adaptation policies: key principles and applications in the developed world

Chapter 20 The role of adaptation in sustainable development

[Part VI: International collective action \(Chapters 21-27\)](#)

Introduction

Chapter 21 Framework for understanding international collective action for climate change

Chapter 22 Creating a global price for carbon

Chapter 23 Supporting the transition to a low carbon economy in developing countries

Chapter 24 Promoting effective international cooperation on technology

Chapter 25 Reversing emissions from land use change

Chapter 26 International support for adaptation

Chapter 27 Building international co-operation on climate change

[Stern Review Index](#)

[Independent Reviews Index](#)

JOURNAL DE MONTRÉAL : Économie, par Michel Van de Walle : Catastrophe chiffrée – Vendredi 10 novembre 2006

Catastrophe chiffrée

Il y a de ces lectures qui donnent encore plus froid dans le dos que la version 3D de la *Nuit des morts-vivants* ou le dernier polar de Kathy Reichs. Même si l'on est déjà convaincu que les changements climatiques constituent l'enjeu le plus important de ce siècle, c'est ébranié que l'on ressort de la lecture du rapport Stern.

Rédigée sous la direction de Nicolas Stern, un ancien économiste en chef de la Banque Mondiale, pour le compte du gouvernement britannique, la brève de 700 pages constitue un lourd pavé dans la mare de ceux qui croient que le réchauffement de la planète est une invention d'écologistes.

En faisant un survol des connaissances scientifiques accumulées à ce jour, et en leur accolant un prix, le rapport Stern distille un concentré de catastrophes appréhendées.

Déjà, l'atmosphère terrestre contient une fois et demie plus de CO₂ qu'avant la révolution industrielle. Cette concentration a conduit à une hausse d'un demi-degré Celsius de la température moyenne. Si rien n'est fait, cette

concentration doublera d'ici à 2060, peut-être même d'ici à 2035. La température aura alors augmenté de 2 °C. À la fin du siècle, la hausse atteindrait 5 °C. Ça, c'est l'écart qu'il y a entre la température moyenne actuelle et celle qu'il y avait à l'ère glaciaire!

Une hausse de seulement 2 °C à 3 °C aurait des effets dévastateurs : la sécheresse ferait chuter la production agricole et augmenterait de 25 % à 60 % les populations affamées, un milliard d'humains manqueraient d'eau, de 15 % à 40 % des espèces vivantes seraient menacées d'extinction, le nombre de catastrophes telles que les ouragans et les inondations augmenterait. À 5 °C, la hausse du niveau des mers menacerait des villes côtières comme New York, Londres, Tokyo, Shanghai, etc.

BON, ASSEZ

Il est encore possible d'éviter tout cela, selon ce qu'on peut lire dans le rapport Stern. Mais il y a urgence, car chaque année perdue accentuera le problème et les coûts seront exponentiels.

Si l'on ne fait rien, les changements climatiques pourraient provoquer une baisse de 20 % de l'économie mondiale, un effondrement de 7 000 milliards de dollars.

Par contre, investir l'équivalent de 1 % du PIB chaque année dans un éventail de mesures, qui vont des économies d'énergie à l'arrêt de la déforestation en passant par le développement de technologies vertes, permettrait d'éviter la catastrophe annoncée.

Il faudra une concertation internationale, dont on trouve les éléments dans le protocole de Kyoto et la Convention-cadre des Nations Unies. Les gouvernements devront établir des cibles précises de réduction des gaz et les plus nantis devront aider les pays en développement.

L'une des principales mesures au cœur du rapport Stern est de créer des marchés, comme des Bourses, pour attribuer un prix aux émissions de carbone.

Contrairement à ce que certains croient, la possibilité d'acheter et de vendre des quotas de CO₂ n'est pas un « permis » pour continuer de polluer. Au contraire, les entreprises qui utilisent des technologies vertes seront récompensées dans leurs efforts, ce qui stimulera la recherche et l'innovation. Quant aux gros émetteurs de CO₂, ils seront financièrement pénalisés en étant obligés d'acheter des crédits pour se conformer aux normes, ce qui les incitera à agir en investissant dans les technologies propres.

C'est d'ailleurs ce genre de marché que la Bourse de Montréal cherche à lancer. Mais pour ce faire, il faudra que le gouvernement Harper cesse de tergiverser avec son plan vert pâle, concocté pour sa base électorale albertaine, là où se trouvent les compagnies pétrolières et gazières les plus polluantes du pays. Ottawa devra fixer rapidement des cibles précises de réduction des émissions de CO₂, avec des mécanismes à beaucoup plus court terme que 2020 ou 2050. Attendre davantage fera grimper l'inévitable facture tout en risquant de faire perdre ce marché à Montréal au profit de bourses étrangères, qui existent déjà.



LE MONDE : Climat : les Etats approuvent le rapport Stern, sans être prêts à amplifier leur action – Samedi 04 novembre 2006

A la veille de l'ouverture, au Kenya, de négociations sur le réchauffement, les politiques peinent à se mobiliser

Après l'alerte lancée par l'économiste Sir Nicholas Stern, lundi 30 octobre, sur les conséquences dramatiques prévisibles du réchauffement climatique, les politiques prendront-ils à leur tour la mesure de l'ampleur des changements nécessaires pour inverser la tendance ?

Les réactions dans le monde et en France permettent d'en douter, tant chacun campe sur ses positions, à quelques jours du démarrage de la 12e conférence internationale sur le climat, qui s'ouvre, lundi 6 novembre, à Nairobi, au Kenya.

Alors que le rapport Stern évoque un impact comparable à celui des guerres mondiales ou à la crise économique de 1929, les Etats-Unis, premier pays émetteur de gaz à effet de serre (GES) au monde, se bornent à constater que " *le gouvernement américain a produit une foule d'analyses économiques sur la question des changements climatiques. Le rapport Stern contribue à son tour à cet effort* ".

Jim Connaughton, responsable du dossier à la Maison-Blanche, est récemment revenu sur la doctrine du gouvernement américain en matière de réduction des émissions. " *Le protocole de Kyoto aurait créé un énorme problème économique pour les Etats-Unis car les objectifs de réduction de ces gaz (...) auraient fortement augmenté les coûts énergétiques, entraînant la délocalisation potentielle de millions d'emplois américains vers des pays non tenus par les obligations de Kyoto* ", a-t-il expliqué.

Alors que les pays signataires doivent réduire leurs émissions de 5 % d'ici à 2012, les émissions américaines ont augmenté de 15,8 % depuis 1990. Celles du Canada, signataire du protocole, ont augmenté de 30 %. Le gouvernement conservateur envisage d'ailleurs de s'en retirer.

L'Australie, dont les émissions par habitant sont parmi les plus élevées au monde, a, de son côté, réaffirmé son intention de ne pas ratifier Kyoto. Selon le ministre des ressources naturelles, Ian Macfarlane, ce pays est toutefois en bonne voie pour respecter les objectifs de réduction, grâce notamment au lancement de grands projets d'énergies renouvelables.

Dans son rapport, M. Stern en appelle non seulement aux grands pays industrialisés comme les Etats-Unis, mais aussi à la Chine et à l'Inde. Leurs émissions par habitant sont bien plus faibles que dans les pays développés - 2,7 t de CO2 sont émises par personne en Chine, 1,2 t en Inde, contre 9 t en Europe, et 20 t aux Etats-Unis - mais leur très forte croissance inquiète la communauté

internationale. Aucune réaction n'est venue de ces pays depuis la publication du rapport.

En France, le ministre de l'économie, Thierry Breton, a délivré un satisfecit à la politique nationale. Il affirme que les enseignements du rapport Stern " *ne sont pas pour surprendre le gouvernement français* ", tandis que la ministre de l'écologie, Nelly Olin, se déclare " *en plein accord avec ses conclusions* ". " *La France a dit très clairement qu'elle respecterait les engagements qui ont été pris dans le cadre du protocole de Kyoto* ", ajoute M. Breton, qui a rappelé que sa production de CO2 par habitant est " *inférieure de 40 %* " aux émissions moyennes des autres pays.

La France est, il est vrai, relativement bien placée (6,2 tonnes de CO2 émises par habitant) grâce à son parc nucléaire qui assure la majeure partie de ses besoins en électricité. Elle est en outre parvenue à stabiliser ses émissions (- 0,8 % entre 1990 et 2004). Elle fait ainsi mieux que l'Espagne, le Portugal, ou l'Italie, qui enregistrent de fortes hausses, mais moins bien que la Grande-Bretagne (- 14,3 %) ou l'Allemagne (- 17,2 %). Elle ne peut se reposer sur ses lauriers, car la croissance des émissions liées au secteur des transports (+ 23 % depuis 1990, dont les voitures particulières sont les principales responsables) et au secteur de l'habitat compromet ce résultat.

" *Cela fait longtemps que nous expliquons que les conséquences du réchauffement peuvent concerner tous les secteurs, y compris l'économie*, commente Edouard Toulouse, chargé du changement climatique au WWF France. *Il est intéressant qu'un économiste tire aujourd'hui la sonnette d'alarme* ". Les écologistes dénoncent dans le même temps la " *frilosité* " des mesures prises par le gouvernement Villepin. Les nouvelles mesures prévues dans le cadre de l'actualisation du plan climat, qui doivent être annoncées à la mi-novembre, resteront trop timides, selon les organisations non gouvernementales.

" *Pour éviter le pire et maintenir le réchauffement global en deçà de 2 degrés, les pays industrialisés doivent réduire leurs émissions de 80 % d'ici 2050* ", rappelle Morgane Creach, du Réseau Action Climat (RAC). " *Les décisions politiques ne sont pas à la hauteur de l'enjeu*, ajoute Olivier Louchard du RAC. Les citoyens doivent s'approprier cette question, afin de faire pression sur les décideurs et d'obtenir des mesures fortes. " Les ONG organisent une journée d'action mondiale contre les changements climatiques, samedi 4 novembre.

Gaëlle Dupont

LE DEVOIR : Près d'une espèce marine sur trois est en voie de disparition - Poissons et crustacés disparaîtront du menu d'ici 45 ans - Édition du vendredi 03 novembre 2006

[AFP](#)

Des scientifiques démontrent que l'épuisement de l'écosystème marin menace la sécurité alimentaire de la planète.

Le débat est ouvert sur l'épuisement de l'écosystème marin, une menace à la sécurité alimentaire de la planète.

Washington -- La disparition accélérée de la biodiversité marine résultant de la pêche excessive et de la pollution menace la sécurité alimentaire de la planète et l'environnement, mettaient en garde hier des scientifiques américains et canadiens.

Si les tendances actuelles se poursuivent, la quasi-totalité des espèces de poissons et de crustacés pêchés pour la consommation auront disparu des océans avant 2050, affirment ces biologistes et économistes dans l'étude la plus exhaustive conduite à ce jour sur ce sujet et publiée dans la revue américaine Science datée du 3 novembre.

«Nos analyses indiquent que sans changement, la situation actuelle laisse présager de sérieuses menaces à la sécurité alimentaire mondiale, la qualité des eaux côtières et la stabilité de

l'écosystème, qui affecteront les générations actuelles et futures», écrivent-ils.

«Qu'on regarde les résultats d'expérimentations en laboratoires ou des études portant sur l'ensemble des océans, on fait le même constat, à savoir que la productivité et la stabilité de tout l'écosystème marin diminuent», explique Boris Worm, un biologiste à l'université de Halifax (Nouvelle-Écosse), un des coauteurs de ce rapport.

Un choc

«J'ai été choqué par la généralisation de ce phénomène dont nous ne soupçonnions pas l'ampleur et qui s'est accéléré récemment», ajoute-il, précisant que «des modèles informatiques n'étaient pas nécessaires pour prédire l'évolution de ces tendances car elles s'appuient sur des données existantes».

À ce stade, «29 % des espèces de poissons et de crustacés sont en passe de disparaître», précise Boris Worm, ajoutant que «les prises de pêche de ces espèces ont diminué de 90 %» ces dernières

années. La morue de l'Atlantique Nord a déjà atteint le point de non-retour et est considérée comme étant quasi éteinte.

Cette recherche effectuée pendant quatre ans révèle également que la disparition d'une seule espèce accélère le dérèglement de l'ensemble de l'écosystème.

À l'inverse, toute espèce qui retrouve un taux normal de reproduction contribue à la santé et à la stabilité des océans ainsi qu'à leur capacité d'absorber des chocs comme la pollution et le réchauffement du climat.

Ces scientifiques expliquent que la perte de biodiversité réduit profondément la capacité des océans à produire des poissons et crustacés, de résister au développement des parasites comme certaines algues ainsi qu'à produire de l'oxygène et à filtrer les substances polluantes.

«L'océan est un grand recycleur, il absorbe les égouts et les recycle en substances nutritives, il retire les toxines de l'eau, produit de la

nourriture et transforme le dioxyde de carbone en élément de nutrition et en oxygène», souligne Steve Palumbi, un biologiste de l'université Stanford (Californie) et coauteur de ces travaux.

Pour cette étude, les chercheurs ont fait la synthèse de toutes les données couvrant mille ans d'histoire marine, celles provenant d'études dans 48 zones marines protégées et des statistiques mondiales sur la pêche de 1950 à 2003.

«Toutes ces données montrent aussi qu'il est possible d'inverser les tendances actuelles avant qu'il ne soit trop tard», estiment les auteurs de l'étude, déplorant toutefois «que seul 1 % des océans est protégé actuellement».

«Bien qu'il y ait un coût économique pour préserver la biodiversité marine, à long terme, ces mesures de préservation contribuent aussi à la croissance économique», affirme Ed Barbier, économiste de l'université du Wisconsin.

LE SOLEIL : Chronique : Michel C.Auger : De Blair, à Bush, à Harper... - Le vendredi 03 novembre 2006

Il y a peu de choses qui sont totalement fortuites en politique. Aussi, ce ne peut pas être un hasard si le gouvernement britannique de Tony Blair, a publié, à quelques jours des élections de mi-mandat aux États-Unis, un document impitoyable sur les changements climatiques, le Stern Review.

Le premier ministre Blair est en fin de mandat, tout comme George W. Bush. Et comme son homologue américain, il arrive au moment où un politicien pense surtout à ce que les livres d'histoire diront de lui.

Comme Bush, Tony Blair a beaucoup à se faire pardonner. Les Britanniques ne lui ont jamais pardonné l'appui inconditionnel donné à l'administration Bush à propos de la guerre en Irak. Encore cette semaine, M. Blair a échappé au désaveu des Communes, en défaisant par 25 voix seulement (sur près de 600) une motion visant à créer une commission d'enquête sur la participation britannique à la guerre en Irak.

Mais s'il est un dossier sur lequel M. Blair a de quoi être fier, c'est bien l'environnement. Selon la Fondation David Suzuki, le Royaume-Uni est l'un des rares pays à avoir déjà dépassé ses cibles de réduction des gaz à effet de serre prévues dans l'accord de Kyoto et a déjà fait baisser ses émissions de gaz de 12,5 pour cent. Ce qui est, soit dit en passant, deux fois mieux que le Canada.

Le rapport de Sir Nicholas Stern se situe dans la stratégie de M. Blair d'amener le sommet du G-8, qui aura lieu l'an prochain en Allemagne, d'adopter des cibles encore plus contraignantes sur les gaz à effet de serre pour l'après 2012, quand expirera l'actuel accord de Kyoto. Le premier ministre britannique peut déjà compter sur un appui solide des autres pays de la Communauté européenne. M. Blair a été un allié fidèle – peut-être même trop fidèle – des États-Unis sur l'Irak. Il a beaucoup donné, alors, avant de partir, il voudrait recevoir quelque chose.

Personne ne se fera d'illusions sur sa capacité d'infléchir l'administration Bush, qui ne croit même pas aux fondements scientifiques du réchauffement planétaire. Mais il pourrait, tout au moins, obtenir la chance de se faire entendre par les démocrates, qui devraient avoir le contrôle d'une des deux chambres du Congrès.

Ça ne ferait pas bouger l'administration Bush, mais ça replacerait l'enjeu du réchauffement planétaire dans le débat politique américain, alors qu'il en est aujourd'hui totalement absent. Absent chez les politiciens, mais pas dans l'opinion publique, où l'environnement demeure une des grandes préoccupations de l'électorat.

C'est pourquoi le rapport Stern insiste beaucoup sur les conséquences économiques désastreuses du réchauffement planétaire. Puisque si on ne peut faire appel aux bons sentiments des politiciens américains sur l'environnement, on peut au moins penser qu'on pourrait leur faire peur.

Après tout, ce n'est pas un scénario d'apocalypse venant d'un environnementaliste barbu et qui porte des bas dans ses sandales. C'est le rapport du très sérieux ancien économiste en chef de la Banque mondiale, préparé à la demande du nom moins sérieux Tony Blair, allié impeccable des États-Unis.

À défaut de convaincre Bush, on peut aussi penser obtenir des promesses des démocrates au cas où ils prendraient le pouvoir en 2008. On peut aussi penser que les enjeux environnementaux feront partie du marchandage continu de la politique américaine : à défaut de convaincre l'administration d'approuver Kyoto, cela pourrait faire en sorte qu'elle ne nuise pas trop d'ici la fin de son mandat.

Ce qui nous mène à Stephen Harper.

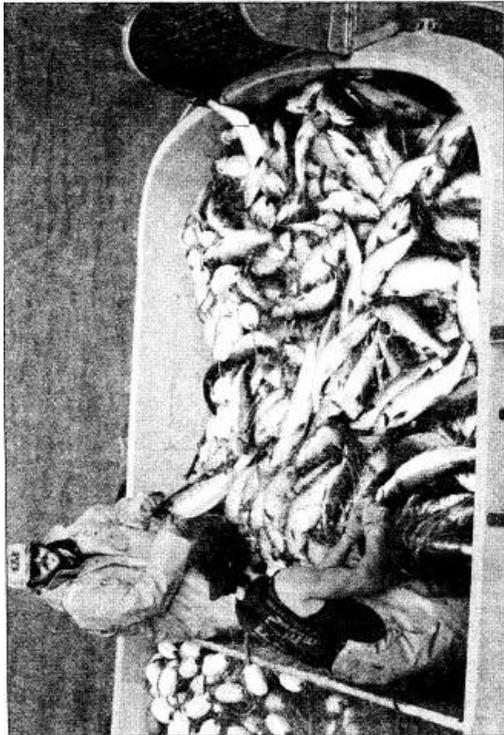
Jusqu'ici, même s'il ne le dit pas, la principale justification de sa prise de position contre Kyoto reste que les États-Unis, nos amis, voisins, concurrents et principal client, n'ont pas ratifié l'accord. Dans ces circonstances, il est bien illusoire, croit-il, d'être plus vert que vert dans la moitié nord du continent, si la moitié sud ne suit pas.

C'est dans ce contexte que le gouvernement Harper s'apprête à aller à la conférence de Nairobi, la semaine prochaine, pour demander une révision complète non seulement des cibles de Kyoto, mais aussi de «l'architecture des engagements».

Le problème c'est que, de plus en plus, le Canada mène un combat d'arrière garde sur ces questions. Il y a peu d'autres pays qui voudront suivre le Canada sur ce terrain et le gouvernement Harper pourrait se retrouver bien isolé dans des forums internationaux, que ce soit à Nairobi, la semaine prochaine, ou à la prochaine rencontre du G-8.

Le président Bush, en fin de mandat et qui sera sans doute affaibli politiquement par les élections de mardi prochain, ne pourra plus être le grand soutien du Canada dans ces forums internationaux.

Si le Canada veut continuer dans cette voie, il se rendra vite compte qu'il sera bien seul. Même à la table du G-8, à la condition, évidemment, que ce soit encore M. Harper qui y occupe le siège du Canada, en juin prochain.



Une équipe de scientifiques et d'économistes internationaux a découvert que près de 40 % des espèces ayant été pêchées au fil des années étaient disparues en 2003 — une hausse par rapport à 1980, alors que cette proportion était de 13 %. — PHOTO:THIÉRIE LE SOLEIL

Un monde sans poissons ni fruits de mer d'ici 2048

Des scientifiques sonnent l'alarme

03/11

Presse canadienne

Une équipe de scientifiques et d'économistes internationaux a découvert que près de 40 % des espèces ayant été pêchées au fil des années étaient disparues en 2003 — une hausse par rapport à 1980, alors que cette proportion était de 13 %.

En outre, le nombre d'espèces aidant à garder l'eau propre a aussi diminué fortement.

La baisse de la diversité des espèces est largement attribuable à la pollution et aux pratiques de pêche intensive qui vidant les océans une espèce à la fois, a indiqué M. Worm, expliquant que les activités de pêche passaient d'une espèce à l'autre lorsque les populations commencent à décliner.

M. Worm a affirmé que cela était évident sur la côte Est, avec l'éroulement des stocks de poissons de fond et la quasi-disparition de poissons tels que l'espadon et le thon.

Les auteurs de l'étude établissent un lien entre l'érosion des espèces et la hausse dramatique des inondations le long des côtes ainsi que la présence d'espèces intrusives ces dernières années, entre autres choses.

HALIFAX — La diversité des espèces dans les océans du monde diminue à un point tel que la plupart des stocks halieutiques vont s'érouler en quelques décennies, alors que l'eau elle-même s'appauvrira, selon une nouvelle étude dont les conclusions doivent être rendues publiques aujourd'hui.

Le rapport, qui paraîtra dans les pages du journal *Science*, présente une analyse de données remontant jusqu'à un millier d'années. Ses auteurs parviennent à la conclusion alarmante que tous les poissons et fruits de mer pourraient disparaître d'ici 2048.

« Si nous ne changeons pas notre façon de faire les choses, nous allons littéralement manquer d'espèces de notre vivant », a déclaré Boris Worm, principal auteur du rapport et professeur à l'Université Dalhousie, à Halifax.

« Nous voyons vraiment le bout maintenant (...) Nos enfants verront un monde sans poissons et fruits de mer si nous ne changeons pas les choses », a-t-il ajouté.

RADIO-CANADA / SCIENCES ET SANTÉ : Environnement : Les océans se vident rapidement - Mise à jour le vendredi 3 novembre 2006 à 10 h 25

Plus d'info

Audio et Vidéo

[Ricky Landry nous parle de l'étude parue dans la revue Science et de la réduction des ressources halieutiques en Atlantique.](#)

[Madeleine Blais-Morin a rencontré le professeur Boris Worm.](#)

Les beaux jours de la pêche aux crustacés et à certains poissons semblent terminés dans les océans.

En fait, une étude menée par 14 sommités dans leur domaine montre que la totalité des crustacés et certaines espèces de poissons pourraient disparaître complètement des océans d'ici 50 ans.

Situation dramatique

C'est un épuisement généralisé de l'écosystème marin, causé par la pêche excessive et la pollution, qui menace la quasi-totalité de ces espèces pêchées pour la consommation humaine.

Les experts affirment que sans changement radical, la situation actuelle fragilisera la sécurité alimentaire de la planète.

De nombreuses études portant sur la qualité des eaux côtières et l'ensemble des océans montrent que la productivité et la stabilité de tout l'écosystème marin diminuent, affirme Boris Worm, un biologiste à l'Université d'Halifax.

J'ai été choqué par la généralisation de ce phénomène dont nous ne soupçonnions pas l'ampleur et qui s'est accéléré récemment. — Boris Worm

À l'heure actuelle, 29 % des espèces de poissons et de crustacés sont sur le point de disparaître. Les prises de certaines espèces ont

même diminué de 90 % depuis quelques années. Par exemple, la morue de l'Atlantique Nord a déjà atteint le point de non-retour et est considérée quasiment éteinte.

En outre, les travaux des chercheurs révèlent que la disparition d'une seule espèce accélère le dérèglement de l'ensemble de l'écosystème.

À l'inverse, toute espèce qui retrouve un taux normal de reproduction contribue à la santé et à la stabilité des océans ainsi qu'à leur capacité d'absorber des chocs comme la pollution et le réchauffement du climat.

Une biodiversité à protéger

Les scientifiques soutiennent que la perte de biodiversité réduit la capacité des océans à produire des poissons et crustacés, de résister au développement des parasites comme certaines algues ainsi qu'à produire de l'oxygène et à filtrer les substances polluantes.

Selon Steve Palumbi, biologiste de l'Université Stanford, l'océan absorbe les égouts et les recycle en substances nutritives. Il retire les toxines de l'eau, produit de la nourriture et transforme le dioxyde de carbone (CO2) en élément de nutrition et en oxygène.

Pour cette étude, les chercheurs ont fait la synthèse de toutes les données couvrant mille ans d'histoire marine, de celles provenant d'études dans 48 zones marines protégées et des statistiques mondiales sur la pêche de 1950 à 2003. L'étude est publiée dans la revue *Science*.

STANFORD REPORT: Ocean study predicts the collapse of all seafood fisheries by 2050, November 2, 2006



All species of wild seafood will collapse within 50 years, according to a new study by an international team of ecologists and economists. Writing in the Nov. 3 issue of the journal *Science*, the researchers conclude that the loss of marine biodiversity worldwide is profoundly reducing the ocean's ability to produce seafood, resist diseases, filter pollutants and rebound from stresses, such as climate change and overfishing.

"Unless we fundamentally change the way we manage all the ocean species together as working ecosystems, then this century is the last century of wild seafood," said study co-author Stephen Palumbi, professor of biological sciences at Stanford's Hopkins Marine Station.

Palumbi and Stanford colleague Fiorenza Micheli, assistant professor of biological sciences at Hopkins, are two of 14 co-authors of the *Science* study, the first major analysis of all existing datasets—historical, experimental, fisheries and observational—on ocean species and ecosystems.

Based on current global trends, the authors predicted that every species of wild-caught seafood—from tuna to sardines—will collapse by the year 2050. "Collapse" was defined as a 90 percent depletion of the species' baseline abundance.

"Whether we looked at tidepools or studies over the entire world's ocean, we saw the same picture emerging," said lead author Boris Worm of Dalhousie University. "In losing species we lose the productivity and stability of entire ecosystems. I was shocked and disturbed by how consistent these trends are—beyond anything we suspected."

The impacts of species loss go beyond declines in seafood, the authors said, noting that human health risks also emerge as depleted coastal ecosystems become vulnerable to invasive species, disease outbreaks and noxious algal blooms.

"The ocean is a great recycler," Palumbi said. "It takes sewage and recycles it into nutrients, it scrubs toxins out of the water and it produces food and turns carbon dioxide into food and oxygen." But to provide these services, he added, the ocean needs all of its working parts—the millions of plant and animal species that inhabit the sea.

Accelerating declines

The research team analyzed 32 controlled experiments, observational studies from 48 marine protected areas and global catch data from the United Nations Food and Agriculture Organization's database of all fish and invertebrates worldwide from 1950 to 2003. The scientists also looked at a 1,000-year time series for 12 coastal regions, drawing on data from archives, fishery records, sediment cores and archeological sources.

"We see an accelerating decline in coastal species over the last 1,000 years, resulting in the loss of biological filter capacity, nursery habitats and healthy fisheries," said Dalhousie University co-author Heike Lotze, who led the historical analyses of Chesapeake Bay, San Francisco Bay, the Bay of Fundy and the North Sea, among other sites.

The results revealed that every species lost causes a faster unraveling of the overall ecosystem. This progressive biodiversity loss not only impairs the ability of the ocean to feed a growing human population but also sabotages the stability of marine environments, the authors said. Conversely, the study found that

every species recovered adds significantly to the ecosystem's overall productivity and ability to withstand stresses.

According to the research team, species collapses are hastened by the decline in overall health of the ecosystem—fish rely on the clean water, prey populations and diverse habitats that are linked to higher diversity systems. This finding points to the need for marine resource managers to consider all species together rather than continuing with single-species management, the authors said.

Restoring populations

One pressing question for managers is whether losses can be reversed, the authors said. If species have not been pushed too far down, recovery can be fast, they found, adding that there is also a point of no return where recovery is unlikely, as in the case of the northern Atlantic cod.

Examination of protected areas worldwide showed that restoration of biodiversity greatly increased productivity and made ecosystems 21 percent less susceptible to environmental and human-caused fluctuations on average—an indication that ocean ecosystems have a strong capacity to rebound.

"The data show us it's not too late," Worm said. "We can turn this around. But less than 1 percent of the global ocean is effectively protected right now. We won't see complete recovery in one year, but in many cases species come back more quickly than people anticipated—in three to five to 10 years. And where this has been done we see immediate economic benefits."

The buffering impact of species diversity also generates long-term benefits that must be incorporated into future economic valuation and management decisions, the authors found. "Although there are short-term economic costs associated with preservation of marine biodiversity, over the long term biodiversity conservation and economic development are complementary goals," said co-author Ed Barbier, an economist at the University of Wyoming.

The authors concluded that restoring marine biodiversity through an ecosystem-based management approach—including integrated fisheries management, pollution control, maintenance of essential habitats and creation of marine reserves—is essential to avoid serious threats to global food security, coastal water quality and ecosystem stability.

"This isn't predicted to happen, this is happening now," said co-author Nicola Beaumont, an ecological economist with the Plymouth Marine Laboratory. "If biodiversity continues to decline, the marine environment will not be able to sustain our way of life. Indeed, it may not be able to sustain our lives at all."

Other co-authors of the *Science* study are J. Emmett Duffy of the Virginia Institute of Marine Sciences; Carl Folke of Stockholm University and the Royal Swedish Academy of Sciences; Benjamin S. Halpern of the National Center of Ecological Analysis and Synthesis (NCEAS); Jeremy B. C. Jackson of the Scripps Institution of Oceanography and the Smithsonian Tropical Research Institute; Enric Sala of Scripps; Kimberly A. Selkoe of NCEAS; John Stachowicz of the University of California-Davis; and Reg Watson of the University of British Columbia.

The study was conducted at NCEAS and funded by the National Science Foundation, the University of California system and the University of California-Santa Barbara.

Environnement chaud



Brigitte Breton
bbreton@soleil.com

0111

blesse que le NPT s'est vite permis d'exploiter en tentant de convaincre le premier ministre de bouffier sa politique environnementale. Nous à l'échelle pas le lui reprocher.

Certains relèvent le côté opportuniste et manipulateur des néo-démocrates, qui marchent avec les conservateurs. Nous y voyons une occasion pour les Canadiens de faire plus pour la préservation de l'environnement, pour la diminution des gaz à effet de serre et pour freiner les changements climatiques.

Dans le projet de loi privé qu'il a déposé hier aux Communions, Jack Layton fixe des cibles plus ambitieuses que celles contenues dans le projet sur l'air. Les conservateurs visent à réduire de 45 à 65% les émissions globales de GES au

La politique environnementale des conservateurs paraît de plus en plus faible

niveau de 2003, d'ici 2010. Les néo-démocrates souhaitent une réduction de 25% d'ici 2020, au niveau de 1990, et de 80% pour 2050. Layton veut également qu'Ottawa prévoie des objectifs à plus court terme.

Voilà un exemple où le travail de l'opposition est positif. Elle propose des pistes au lieu de simplement contester celles empruntées.

Nous ne pouvons en dire autant de l'opposition péquiste à Québec. Les libéraux de Jean Charest ont l'appui d'écologistes et d'entrepreneurs pour détenir la position du Québec devant le fédéral. Ils se font les grands défenseurs de Kyoto. Le ministre de l'Environnement, Claude Béchard, est même prêt à faire entendre une voix discordante à celle de l'Ontario, à Nairobi, lors de la prochaine conférence de l'ONU sur les changements climatiques. Les péquistes se tiennent penchés à la fin de la semaine pour un dossier où le PQ devrait être présent pour marquer le poids du Québec sur la scène canadienne et internationale.

THE GAZETTE : Editorial : Stern Report : A ringing call to action on global warming - Wednesday, November 01, 2006

A ringing call to action on global warming

0111

heard in Beijing and New Delhi - and Washington. Reaction to this call to action revealed just how profound human inertia can be. The U.S. government, the OPEC oil cartel and others just yawned or scoffed: Even if the science is right, we don't need to do anything now, was the tone. And many in Britain, ignoring Stern's credentials, dismissed the report as some kind of ploy in British politics and nothing more. A few governments welcomed the report with a nod, but most were inattentive. A sign on the Kyoto accord. Leftists blamed corporations. Everyone blamed the United States. In Ottawa, politicians who accomplished nothing while in power pointed the finger at those now in power, who are accomplishing nothing themselves.

Everybody always seems to want to handle this issue in the context of their own short-term wants, needs, problems and concerns. That's human nature, for you. But who then will do what it takes to save the planet? The metaphor often used for ocean change involves reversing the course of an ocean liner. You need a lot of sea room to alter that much momentum. The global economy is a much bigger challenge. As British Prime Minister Tony Blair notes, even if his country cut greenhouse gas emissions to zero today, the improvement in global totals would be erased simply by emissions from the new coal-fired power plants China will open before 2008.

Still, Stern's report is full of encouragement about the losses that can be averted and the profits that can be made if the world can get to work on greenhouse gas emissions under control. "Tackling climate change is the pro-growth strategy for the longer term," he said. "The earlier effective action is taken, the less costly it will be."

The problem now is political, not scientific. The world's leaders are not doing what is needed. Solving the climate crisis through technology, in particular, can be done to some degree bilaterally through aid budgets and otherwise. Control of worldwide industrial, energy sector and transport emissions, however, will require a buy-in from all governments. In the democracies, we like to hope, the word is spreading, and voters will demand that governments become more responsible.

Kyoto is ill-fated, but nothing stops Canada from being a green leader. Nothing but a federal government that has not yet heard the people loudly and clearly enough.

CORRECTION

In some editions of yesterday's Gazette, the headline on an editorial about Parti Québécois leader André Boisclair identified him as Premier of Quebec. The Gazette regrets the error.

THE GAZETTE : Some chill in reaction to climate study - Wednesday, November 01, 2006

Some chill in reaction to climate study

MARLOWE HOOD
AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS - Reactions yesterday to a major climate change report warning against environmental catastrophe ranged from chilly skepticism in the U.S. and Australia, to tepid-to-warm endorsements in Japan and Europe.

Former World Bank chief economist Sir Nicholas Stern, who headed the study, singled out the U.S., China and India as powerhouse nations whose backing is crucial for a global solution, though he said rich countries should pay more than poor ones in efforts to reduce carbon emissions.

There was scant official reaction in Washington, where the White House only acknowledged the report's release, but the market-oriented Cato Institute - whose views on this issue are similar to the Bush administration's - challenged both the science and the policy prescriptions.

Neither Beijing nor New Delhi, the second and fourth largest producers of carbon dioxide emissions in the world after the U.S., commented on the report.

Australian Prime Minister John Howard, however, pointed an accusing finger at both countries as major polluters, saying Australia had not ratified the 1997 Kyoto Protocol mandating reduced emissions of the greenhouse gases that cause global warming because neither Asian giant was subject to restrictions.



LE MONDE : 1^{ère} page : Climat : le prix du réchauffement : L'inaction des Etats contre l'effet de serre aurait un coût démesuré, selon les Britanniques – Mercredi 1^{er} novembre 2006

Le chiffre est astronomique : 5 500 milliards d'euros. Mais c'est le prix - une baisse de 5 % à 20 % du produit intérieur brut mondial d'ici à 2050 - que l'humanité devra payer si elle n'engage pas dès maintenant des actions pour lutter contre le réchauffement climatique. C'est le constat inquiétant que le rapport Stern, du nom du chef du service économique du gouvernement britannique et ancien économiste en chef de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, fait dans une longue analyse de plus de 600 pages, rendue publique lundi 30 octobre. Ce texte constitue un événement. Pas seulement parce qu'il pointe après les scientifiques, qui furent les premiers à les dénoncer, et les organisations de défense de l'environnement les conséquences du

réchauffement. Mais parce que c'est un économiste, et non des moindres, qui appelle à engager la lutte. La menace, souligne le rapport, serait comparable aux grandes guerres ou à la crise économique de 1929.

Cette action, sur laquelle le gouvernement de M. Blair s'appuie fortement, fait suite à la campagne très efficace que l'ancien vice-président des Etats-Unis, Al Gore, mène actuellement avec son film *Une vérité qui dérange*. Le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, ne s'y est pas trompé qui s'est offert les services de M. Gore pour mieux convaincre les Britanniques et l'humanité tout entière des sacrifices qu'il faut faire - contrairement aux certitudes de M. Bush - pour tenter de sauver la Terre.

LE MONDE : Quatre mesures pour sauver la planète – Mercredi 1^{er} novembre 2006

ALARMISTE, le rapport Stern n'est pas pour autant défaitiste. Il n'est pas trop tard pour éviter une catastrophe planétaire, affirme-t-il, à condition d'engager sans plus attendre une action vigoureuse. Cette action, insiste-t-il, est exigée de tous les pays, riches ou pauvres : même si les nations développées décident de réduire leurs rejets de gaz à effet de serre de 60 % à 80 % d'ici 2050, les pays en développement devront, eux aussi, contribuer à l'effort général. Il faudra bien sûr les y aider.

Des pays et des régions ont montré la voie, note le rapporteur, en prenant le problème à bras le corps : l'Union européenne, la Californie ou la Chine ont des politiques de réduction des gaz à effet de serre ambitieuses. Mais, ajoute le rapport, il faut maintenant passer à la vitesse supérieure : l'approche isolée ne suffit plus, le changement climatique appelle une intervention internationale, assise sur des objectifs communs à long terme et adossée à des accords-cadres.

Le rapport Stern préconise d'agir autour de quatre idées-forces.

Les permis d'émission. Il s'agit de favoriser la réduction des rejets de gaz à effet de serre en développant les différentes bourses déjà instituées et en créant des passerelles entre elles. Les pays en développement y seraient associés. La fixation d'objectifs ambitieux pour les pays riches pourrait rapporter des dizaines de milliards de dollars par an aux pays en développement, ce qui les aiderait à

adopter des modes de production limitant les émissions de dioxyde de carbone.

La coopération technique. Les investissements à réaliser pour développer des technologies faiblement émettrices de CO2 exigent une concertation et une coordination mondiales. L'effort international de recherche et de développement devrait être multiplié par deux, et celui consacré aux technologies " propres " par cinq.

La lutte contre la déforestation. La disparition des forêts primaires contribue, davantage encore que les transports, à l'augmentation de la teneur de l'atmosphère en gaz carbonique. Enrayer la déforestation serait donc une mesure d'une grande efficacité et peu coûteuse. Des programmes pilotes internationaux de grande ampleur pourraient être mis en oeuvre sans délai.

L'adaptation. Les pays les plus pauvres sont aussi les plus vulnérables aux conséquences d'un changement climatique de grande ampleur. Les politiques d'aide au développement doivent tenir compte de cette réalité. Les pays riches doivent ainsi, mieux que par le passé, tenir leurs engagements dans ce domaine. La communauté internationale devrait également financer des campagnes d'information régionales sur l'impact du réchauffement. Elle devrait aussi financer des recherches sur de nouvelles variétés de cultures, plus résistantes aux variations climatiques, aux sécheresses ou aux inondations.

LE MONDE : Le réchauffement met en péril l'économie mondiale - Un rapport du gouvernement britannique chiffre à 5 500 milliards d'euros les conséquences du changement climatique si rien n'est fait – Mercredi 1^{er} novembre 2006

LONDRES CORRESPONDANT

Le Royaume-Uni s'affiche désormais comme l'un des champions de la lutte contre les effets du réchauffement climatique. Au service d'une politique qui se veut résolue, le rapport Stern, rendu public le 30 octobre, alerte sur les risques d'une récession économique " d'une ampleur catastrophique " si rien n'était rapidement engagé à l'échelle de la planète contre l'effet de serre.

L'originalité de ce document de plus de 600 pages, commandé en juillet 2005 par le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, au chef du service économique du gouvernement britannique, Sir Nicholas Stern, est d'offrir une évaluation chiffrée - particulièrement inquiétante - de ce que coûterait une absence d'engagement de l'humanité tout entière face à cette menace.

A écouter Sir Nicholas, le produit intérieur brut mondial (PIB), pourrait subir, d'ici à la fin du siècle, une baisse, " très grave ", comprise entre 5 % et 20 %. Le prix à payer pour ce ralentissement s'élèverait à plus de 3 700 milliards de livres (5 500 milliards d'euros).

Les inondations, la fonte des glaciers, la baisse des ressources en eau provoquées par ces changements environnementaux pourraient

conduire à " la migration " de dizaines, voire même de centaines, de millions de " réfugiés climatiques " dans certaines parties du monde, souvent les plus pauvres comme les zones côtières et l'Afrique subsaharienne.

Les dangers pointés par cette expertise ne sont pas neufs, même si le coût annoncé de leurs conséquences est de nature à frapper les esprits. En fait, le but du rapport Stern est de contrecarrer les arguments souvent avancés par les Etats les plus pollueurs de la planète - les Etats-Unis, mais aussi l'Inde et la Chine -, selon lesquels la lutte contre le réchauffement pénaliserait leur essor économique.

Faux. Selon Sir Nicholas, la réduction dès aujourd'hui des émissions de gaz à effet de serre ne pénaliserait pas le PIB de plus de 1 %. Le scénario catastrophe du rapport, " d'une ampleur analogue à ceux qui ont suivi les grandes guerres et la grande dépression de la première moitié du XXe siècle ", s'appuie sur les prévisions officielles britanniques d'une hausse de 4 % à 5 % d'ici à 2050 des températures par rapport aux valeurs actuelles.

Outre ses conclusions macro-économiques, l'autre nouveauté du Stern Report est l'approche volontariste qu'il préconise. " Le

réchauffement climatique n'est plus seulement du ressort des spécialistes de la protection de l'environnement et des scientifiques, souligne Beverley Darkin, du centre de recherche londonien Chatham House sur le problème du réchauffement. Ce rapport met la responsabilité de l'action fermement dans le camp des artisans de la politique étrangère et économique. "

La parole est donc de plus en plus aux politiques et aux économistes conscients de l'énorme enjeu du dossier. Tel semble le cas en Grande-Bretagne où se dégage un consensus politique droite-gauche sur ce sujet.

Dans la foulée de la publication du rapport Stern, le ministre des finances, successeur probable de Tony Blair, a d'ailleurs demandé à ses partenaires européens de diminuer leurs émissions de CO2 de 30 % d'ici à 2020 et de 60 % d'ici à 2050.

Son collègue chargé de l'environnement, David Milleband, a proposé pour sa part une série de " taxes vertes " sur le transport aérien, le transport routier et sur certains équipements ménagers.

En vertu de cette stratégie fiscale, qui pourrait être dévoilée, le 15 novembre, dans le discours du Trône, les contribuables britanniques seront imposés non seulement sur leurs revenus, mais aussi en fonction de leur conduite écologique.

" Nous sommes et continuerons à être à l'avant-garde dans la lutte contre les changements climatiques ", a déclaré la Commission européenne en saluant le rapport Stern.

Le Foreign Office a insisté sur le rôle clef de l'Allemagne, qui assure l'an prochain la présidence conjuguée du G8 des pays les plus industrialisés et de l'Union européenne, pour poursuivre cette mission à l'échelon mondial.

Vue de Londres, la priorité doit être d'oeuvrer à l'accélération des négociations internationales - visant à trouver un successeur au traité global de Kyoto de réduction de l'effet de serre - qui débutent le mois prochain à Nairobi.

Pour inciter les Américains à exercer une pression sur l'administration Bush, qui refuse de ratifier le protocole, Gordon Brown a sorti de sa manche un atout. Il s'est offert les services d'un nouveau et influent conseiller, l'ancien vice-président américain Al Gore, dont le film sur la défense de la planète Terre fait recette et qui est devenu de ce fait l'un des acteurs les plus ardents et les plus convaincants de la nécessité d'une lutte contre le réchauffement et contre l'inaction de l'administration Bush. Les associations de défense de l'environnement ne s'y sont pas trompées qui, comme le WWF, ont salué un " appel au réveil ".

Marc Roche

LE MONDE : PROFIL NICK STERN : Un économiste ouvert d'esprit de plus en plus écouté – Mercredi 1^{er} novembre 2006

IL MONTE, il monte, Nick Stern. Depuis la publication de son rapport, le " microcosme " se montre intrigué par l'ascension de ce Londonien de souche, âgé de 60 ans, docteur d'économie de l'université d'Oxford. Professeur de développement entre 1985 et 1993 à la London School of Economics, il a également été *visiting professor* au Massachusetts Institute of Technology, à l'Ecole polytechnique et à l'Université du peuple de Pékin.

Et tous de s'interroger sur le destin de cet homme au regard direct et timide qui paraît sympathique et réservé. En 1993, ce boulimique de la chose intellectuelle, très mesuré dans sa démarche, devient économiste en chef de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, dont le siège est à Londres. Ses analyses sur les difficultés de la transition vers l'économie de marché sont lecture obligatoire pour les hommes d'affaires et banquiers à la conquête des pays de l'ex-bloc communiste. Parallèlement, depuis 1974, Nick Stern s'intéresse à l'Inde, en particulier aux problèmes d'un village, Palanpur, qui illustrent à ses yeux le casse-tête du développement des grandes économies émergentes.

Cette double expérience attire l'attention, en 2000, de James Wolfensohn, le patron de la Banque mondiale en quête d'un nouveau directeur de recherche. Son prédécesseur, l'iconoclaste Joseph Stiglitz, Prix Nobel en 2001, s'était mis le tout-Washington à dos en mettant en cause la politique des institutions financières internationales et le " *capitalisme des copains* ".

Au poste stratégique de no 3 de l'organisation, ce fils de réfugié allemand du nazisme se distingue par son ouverture d'esprit. Sa compréhension - même s'il estime leur théorie " *incohérente* " - des motivations des manifestants antimondialisation lui vaudra les critiques des néoconservateurs de l'administration Bush. En 2003, Gordon Brown désigne ce travailleur de toujours directeur du budget et des finances publiques du Trésor.

Après le retentissement médiatique du Stern Report, on s'interroge sur le destin du bras droit du grand argentier. Déjà le voici qui fait figure de ministrable, via la Chambre des Lords, dans une future équipe Brown. Personne ne doute que la nouvelle coqueluche de la majorité en ait la carrure.

Marc Roche

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Pertes anticipées de 7755 milliards \$CAN dans le monde

Agence France-Presse

LONDRES — La communauté internationale, mais surtout la Chine, l'Inde et les États-Unis, a été appelée hier à se mobiliser pour endiguer le réchauffement climatique qui pourrait causer une récession économique « d'une ampleur catastrophique ».

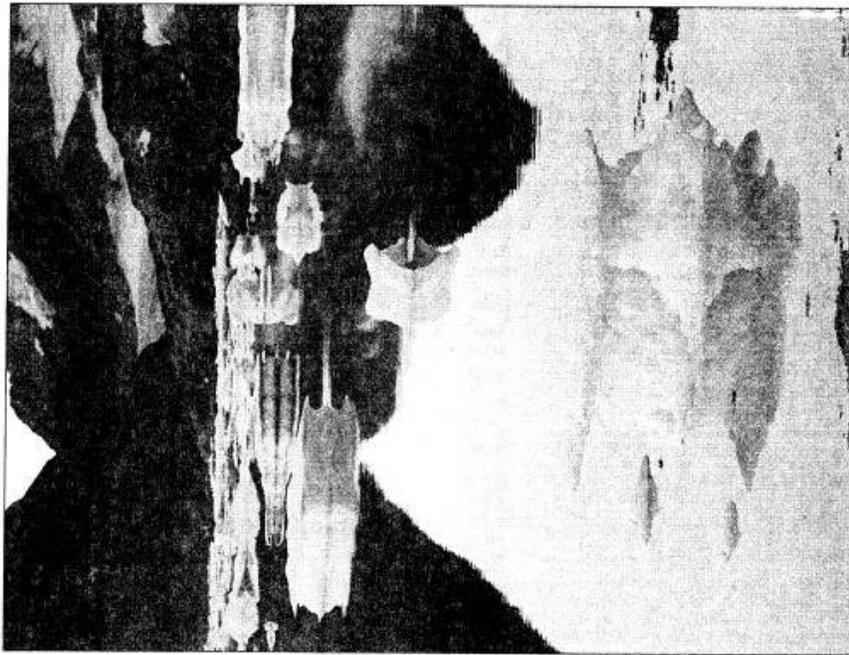
Toute inaction se traduirait par « des dérèglements de l'activité économique et sociale (...) d'une ampleur similaire à ceux qui ont suivi les plus grandes guerres et la grande dépression de la première moitié du XX^e siècle », a prévenu Sir Nicholas Stern, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, lors de la publication du rapport qui porte son nom.

Il a été mandaté début 2005 par le gouvernement britannique de Tony Blair pour évaluer les conséquences économiques du réchauffement climatique pour le Royaume-Uni et le monde d'ici 2100.

Le constat dressé dans ce rapport, qui compte 600 pages, est qu'il y a un risque de « ralentissement très grave » de l'économie mondiale pour un coût estimé à plus de 5500 milliards d'euros (7755 milliards \$CAN).

Les pays devraient consacrer 1 % du PIB mondial par an à la lutte contre la spirale de la hausse des températures, et toute passivité se traduirait à terme par une charge annuelle représentant 5 % du PIB mondial. Dans le pire scénario, le coût représenterait « 20 % ou plus » du PIB mondial.

« La tâche est urgente. Retarder



Les icebergs du Groenland, près du cercle arctique, continuent de fondre au mois d'août, donnant un aperçu de la catastrophe environnementale qui guette le monde entier, selon le rapport Stern. — PHOTO AP

l'action, même d'une décennie ou deux, nous entrainerait sur un territoire dangereux », a averti Sir Nicholas Stern, se disant « optimiste, car nous avons le temps et l'argent pour agir ».

Mais cela doit se faire « maintenant et internationalement », a-t-

il ajouté, affirmant que l'Inde, les États-Unis et la Chine devaient participer pleinement à la mobilisation internationale.

Le premier ministre Tony Blair a relevé pendant cette conférence que si la Grande-Bretagne cessait aujourd'hui toute pollution, l'économie en termes d'émissions polluantes engendrée serait annulée en moins de deux ans par la croissance chinoise.

La Grande-Bretagne demande à tous les pays de se mobiliser, notamment la Chine, l'Inde et les États-Unis

Selon lui, les hommes doivent agir immédiatement pour éviter les conséquences « désastreuses » et « irréversibles » du réchauffement climatique.

La Grande-Bretagne souhaite diriger la lutte contre le réchauffement climatique au niveau mondial et européen, tout en poursuivant ses efforts à domicile.

A cette fin, le gouvernement britannique s'est doté d'un nouveau conseiller : l'ancien vice-président américain Al Gore, qui a fait du réchauffement planétaire son cheval de bataille.

Le ministre britannique de l'économie, Gordon Brown, a annoncé une loi sur les changements climatiques avec un nouvel objectif de 60 % de réduction des émissions de dioxyde de carbone d'ici 2050, appelant à la naissance d'une

« économie mondiale à faible teneur en dioxyde de carbone ».

Le ministre britannique de l'Environnement, David Miliband, a indiqué que la nouvelle législation, qui sera lancée le mois prochain, fixerait « un cadre clair, crédible et à long terme pour le Royaume-Uni ».

Ce rapport, un « repère » dans le débat sur les changements climatiques, « doit être une raison pour s'alerter, mais également une cause pour agir », a-t-il indiqué.

Les pays pauvres seront « les premiers et les plus durement touchés », a affirmé Sir Nicholas Stern. « Il est juste que les pays riches payent un peu plus » que leur quote-part de 1 % de PIB.

Leur action doit également se faire au travers de partenariats, comme dans la forêt amazonienne, car la déforestation mondiale entraîne davantage d'émissions que l'industrie du transport.

Le Fonds mondial pour la nature (WWF) a qualifié le rapport d'« appel au réveil » adressé aux dirigeants du monde pour protéger la biodiversité, les populations pauvres et l'économie mondiale. L'organisation humanitaire britannique Oxfam a relevé le « sentiment désespéré d'urgence » qui se dégage du document.

« Il place la responsabilité de l'action fermement entre les mains de ceux qui gèrent l'économie et la politique étrangère », et non plus dans celles des scientifiques et des écologistes, a souligné le centre d'études stratégiques de Chatham House à Londres.



Montréal : accueil des jeunes des régions

MÉTRO : Destination Montréal : chaque année, Montréal attire plus de 21 000 jeunes des régions – Mercredi 1^{er} novembre 2006

Destination Montréal

Chaque année, Montréal attire plus de 21 000 jeunes des régions



métro

MARIE-EVE SHAFFER
shaffem@metronouvelles.com

À tous les ans, plus de 21 000 jeunes Québécois âgés de 15 à 29 ans s'établissent à Montréal pour étudier ou travailler.

Ignorant tout de leur nouvelle ville et des services qui leur sont offerts, ils tentent trop souvent de survivre avec des ressources financières modiques : près de 45 % d'entre eux gagnent moins de 20 000 \$ par année.

C'est ce qui ressort de la première étude réalisée au sujet des migrations interrégionales au Québec, qui a été initiée par le Forum jeunesse de l'île de Montréal.

Il y a six ans, Marie-Claude Desaulniers faisait partie de ces jeunes migrants interrégionaux du Québec. Originaire de Saint-Wenceslas, une petite localité d'un peu plus d'un millier d'habitants située non loin de Trois-Rivières, elle avoue que la grande ville lui a donné

FAIBLE SALAIRE

44 % des jeunes migrants du Québec gagnaient moins de 20 000 \$ par année en 2005 à Montréal.

quelques vertiges. «Au début, j'ai trouvé cela difficile parce que je ne connaissais pas les ressources qui étaient autour de moi, raconte celle qui a étudié à l'Université de Montréal. Je suis une fille impliquée et je n'étais pas au courant de rien.»

Parmi les 6 000 étudiants du cégep du Vieux-Montréal, environ 275 proviennent de régions éloignées. Une des missions de Stéphane Godbout, directeur des services aux étudiants, est de favoriser leur intégration.

Il a dû un jour aider un étudiant à bout de souffle qui avait trouvé un boulot dans le Mile-End et un appartement à Pointe-aux-Trembles. «C'est dans ce genre de situations que les jeunes ont besoin d'aide, ajoute le directeur du cégep du Vieux-Montréal. Ça aurait pu faire en sorte qu'il



STEVE DUNGWAY/METRO

MARIE-CLAUDE DESAULNIERS est arrivée à Montréal il y a six ans. Originaire de Saint-Wenceslas, elle avoue que la grande ville lui a donné quelques vertiges.

se décourage et qu'il retourne [dans sa région natale].»

Un plan d'action

Pour venir en aide à ces jeunes nouvellement arrivés à Montréal, le Forum jeunesse de l'île de Montréal propose un plan d'action. «Une des

pièces maîtresses du plan d'action est la création d'un site Web pour rendre disponibles des ressources qui existent déjà et aider ces jeunes à se bâtir un réseau social», explique Vincent Ranger, président du Forum jeunesse de l'île de Montréal.

LA PRESSE: VIVRE LE RÊVE DE LA GRANDE VILLE : Difficultés pour les jeunes des régions - Le mercredi 01 novembre 2006

Thomas Gervais

La réalité frappe durement les 20 000 jeunes des régions qui débarquent à Montréal chaque année. Solitude, difficulté d'intégration, choc culturel urbain. Selon l'étude commandée par l'organisme Forum Jeunesse, 44% des jeunes de 20 à 34 ans nouvellement arrivés vivent sous le seuil de la pauvreté.

Rien d'étonnant quand on sait qu'une grande partie d'entre eux s'établit à Montréal pour y étudier. «Par contre, les jeunes des régions ont beaucoup plus de difficulté à s'en sortir, notamment parce qu'ils ne connaissent pas les ressources disponibles», a expliqué Vincent Ranger, président de Forum Jeunesse, en conférence de presse hier.

L'étude n'a pu par contre démontrer si le taux de chômage des nouveaux migrants était inférieur aux moyennes montréalaises. Elle

n'a pas non plus comparé leur salaire à ceux des jeunes Montréalais déjà établis. «Nous avons constaté qu'il y a très peu d'information disponible au gouvernement sur les jeunes migrants», dit M. Ranger.

À la lumière des témoignages et des statistiques recueillis par la firme Darvida Conseil, Forum Jeunesse a proposé un [plan d'action](#) pour améliorer la situation.

L'organisme bénévole souhaite d'abord approfondir les connaissances existantes en comparant notamment la situation avec celle des immigrants internationaux. «Nous partageons le même manque de réseau de support et d'accès aux ressources que les immigrants étrangers», dit Marie-Claude Desaulniers, une intervenante en milieu ethnique impliquée dans le projet. Elle se

rappelle son arrivée à Montréal directement de Saint-Wenceslas dans la région Centre-du-Québec, il y a six ans.

Pour faciliter l'accès à l'information, Forum Jeunesse propose ensuite de mettre sur pied un portail Web complet. L'outil permettrait aussi de mettre les jeunes des régions en contact avec des groupes qui facilitent leur intégration. L'un d'entre eux, Premier arrêt, accueille les nouveaux arrivants à leur sortie au terminus d'autobus. Le programme, financé par les organismes Dans la rue, Passage et YMCA Centre-ville, a pour double but d'orienter les jeunes à leur arrivée dans la grande ville et de contrer l'itinérance à la source.

Les jeunes qui arrivent à Mont-réal sans diplôme et sans argent sont particulièrement exposés à la rue, explique Henri-Charles Baudot, coordonnateur de Premier arrêt. «On note un décrochage rapide et sévère chez les 15-19 ans dès leur arrivée», explique-t-il.

Finalement, le regroupement de jeunes décideurs propose de suivre régulièrement un groupe de jeunes néo-montréalais pour déterminer directement les lacunes dans le milieu supposé les accueillir.

Le coût de l'étude - 95 000\$ - a été payé en parts égales par le gouvernement canadien et la Conférence régionale des élus (CRE) de Montréal dont dépend Forum Jeunesse. Ces derniers sont actuellement à la recherche de financement pour mettre en pratique leurs recommandations.

«Les gouvernements débloquent beaucoup de fonds pour aider les immigrants internationaux, mais très peu pour les gens venus des régions», dit Claude Dauphin, président de la CRE de Montréal, venu appuyer l'organisme bénévole lors de la conférence de presse. Nous espérons que plusieurs partenaires publics et privés se joindront à l'initiative du Forum.»

RADIO-CANADA: TÉLÉJOURNAL MONTRÉAL : Reportage : Vivre à Montréal – Mardi 31 octobre 2006

Chaque année, environ 21 000 jeunes d'un peu partout au Québec arrivent à Montréal pour y étudier ou y travailler. Le phénomène inverse est aussi vrai, puisqu'il y en a autant qui quittent la

métropole. [Anne-Louise Despatie](#) rapporte qu'un [plan d'action](#) a été mis sur pied pour mieux accueillir ces jeunes.

 [\[Vivre à Montréal\]](#)

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Forum Jeunesse de Montréal : Un plan pour guider les jeunes migrants - Mise à jour le mardi 31 octobre 2006 à 16 h 39

L'île de Montréal reçoit chaque année plus de 21 000 jeunes des autres régions du Québec qui viennent y étudier, y travailler ou simplement y vivre. Mais plusieurs repartent vers d'autres destinations en raison de difficultés d'adaptation à la métropole.

Le Forum jeunesse de l'île de Montréal et la Conférence régionale des élus lancent un plan d'action 2006-2009 pour les aider à s'adapter à l'environnement montréalais et pour les retenir sur l'île. Deux obstacles majeurs se dressent sur la route des migrants: le coût élevé du logement et le taux élevé de chômage à Montréal. À ces facteurs, il faut ajouter le manque de connaissances sur les différences entre les quartiers, le mode de vie et les réseaux d'entraide.

Le [plan d'action](#) comporte 3 volets:

- Une collecte d'informations sur les jeunes migrants et leur réalité;
 - Une campagne d'information auprès des jeunes pour leur faire connaître l'éventail des services à leur disposition notamment via un site Internet;
 - Des interventions directes d'intervenants pour soutenir les jeunes et les aider à s'intégrer sur le plan socioprofessionnel.
- Une enquête menée par le Forum révèle que 44 % des migrants de 20 à 34 ans installés à Montréal ont un revenu de moins de 20 000 \$ et vivent sous le seuil de la pauvreté.

Cégeps : Sous financement

LE DEVOIR : Opinion : Le sous financement des cégeps - Une impasse financière oubliée, par Pierre Fortin, Professeur d'économie à l'Université du Québec à Montréal, et Pierre Malouin, Physicien et directeur général du financement de l'enseignement supérieur au ministère de l'Éducation de 1997 à 2002 - Édition du jeudi 02 novembre 2006

En 2002, les universités québécoises ont comparé leur capacité financière à celle d'établissements analogues dans les autres provinces canadiennes. Sur cette base, elles ont évalué leur sous-financement annuel chronique à quelque 375 millions de dollars. La méthode de calcul des universités nous paraît adéquate, et elle n'a d'ailleurs pas été contestée. Nous ne serions pas surpris qu'aujourd'hui, en 2006, le sous-financement universitaire dépasse les 400 millions.

La situation est dramatique pour nos universités et doit être corrigée dans les plus brefs délais. Les solutions comprennent un relèvement (fort attendu) des transferts fédéraux au titre de l'enseignement postsecondaire, mais elles devront aussi faire appel aux étudiants et à leurs familles, aux entreprises et aux contribuables.

Le premier ministre du Québec et le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport ont déjà annoncé, au courant de l'été dernier, l'intention du gouvernement de réinvestir sans tarder dans l'enseignement postsecondaire. Comme les recteurs et les principaux du Québec, nous y voyons un signal important et encourageant.

Collèges et universités: indissociables

Mais il est primordial de comprendre que la question du financement de l'enseignement supérieur au Québec concerne non seulement les universités mais également les collèges. Si plus de 250 000 étudiants québécois fréquentent l'université, les collèges en accueillent presque 200 000.

La destinée des universités est indissociable de celle des collèges.

Un diplôme collégial est la plupart du temps exigé pour entrer à l'université. De plus, les collèges ont une immense responsabilité dans le domaine de la formation technique. Tant la recherche québécoise (Fortin-Van Audenrode) que la recherche américaine (Angrist-Lewis) ont démontré que la formule des cégeps agit comme un puissant stimulant à la persévérance scolaire. Si la scolarité médiane des jeunes Québécois, à 15 années d'études

complétées, dépasse aujourd'hui la médiane canadienne, c'est en bonne partie grâce aux cégeps.

Le cégep québécois est un joyau du système scolaire québécois. Il est donc absolument essentiel de consolider ses assises financières, tout autant que celles de l'université.

Tout comme les universités, les cégeps sont sous-financés. Quelle est l'ampleur de leur sous-financement? Un peu plus de 305 millions par année. Pour arriver à ce chiffre, nous n'avons évidemment pas pu employer la méthode comparative interprovinciale que les universités ont utilisée puisqu'il n'y a pas d'établissements comparables aux cégeps à l'extérieur du Québec.

L'un de nous (Pierre Malouin) a développé une méthode alternative qui évalue les trois grandes sources de sous-financement des cégeps: la sous-indexation répétée des subventions, la couverture incomplète de besoins essentiels comme les coûts de l'énergie et l'entretien des terrains et des bâtiments ainsi que la non-prise en compte de nouveaux besoins incontournables comme le soutien de stages à l'étranger, les coûts de gestion des réseaux informatiques et l'achat de logiciels et d'équipement technologique.

Afin de valider cette méthode, nous l'avons appliquée à l'évaluation du sous-financement des universités. Le résultat est probant: le chiffre global que nous avons obtenu dans le cas des établissements universitaires est précisément du même ordre de grandeur que celui que les universités ont estimé en appliquant leur propre méthode comparative.

Notre méthode nous permet donc d'avancer avec une certaine confiance que le sous-financement annuel chronique des cégeps s'élève à 305 millions en 2005-06. Ce montant tient compte des réinvestissements effectués dans le réseau collégial entre 2000 et 2006.

Il faudra donc parler désormais non pas seulement d'une impasse universitaire de 400 millions mais d'une impasse totale de 700 millions pour l'ensemble de l'enseignement supérieur québécois, cégeps compris.

Endettement étudiant

RADIO-CANADA / ONTARIO : Collégial : Des étudiant plus endettés - Mise à jour le vendredi 3 novembre 2006 à 9 h 50

La Fédération canadienne des étudiants se dit peu surprise de l'étude de la Fondation canadienne des bourses du millénaire.

L'étude révèle que 44 % des étudiants collégiaux ont contracté une dette supérieure à 10 000 \$ cette année. Il s'agit d'une augmentation de 12 % par rapport aux chiffres d'il y a trois ans. Quant aux étudiants dont la dette dépasse 15 000 \$, leur pourcentage est passé de 19 % à 29 %.

La Fondation canadienne des bourses du millénaire cite plusieurs facteurs pour expliquer les niveaux d'endettement de plus en plus élevés.

Par exemple, le fait qu'un plus grand nombre d'étudiants issus de foyers à faible revenu fréquentent les institutions collégiales plutôt que les universités.

Ensuite, les diplômés collégiaux seraient plus âgés.

Danielle Talbot-Larivière, du Collège Boréal de Sudbury, souligne que les adultes ont souvent des dettes. Un certain nombre de ces étudiants ont des enfants, des hypothèques, des voitures.

L'agente de développement de la Fédération canadienne des étudiants et des étudiantes, Christine Bourque, estime que, tant que les droits de scolarité augmenteront, les étudiants du collégial s'endetteront davantage.

Elle affirme que les deux années de gel des droits de scolarité ont permis aux étudiants de souffler, mais que les hausses de 4 % à 5 % prévues pour les prochaines années rendent la situation difficile.

L'étude de la Fondation canadienne des bourses du millénaire révèle par ailleurs que 47 % des étudiants du collégial qui n'ont pas de dettes prévoient poursuivre leurs études, alors que ce taux est de moins de 40 % chez les étudiants endettés.

MÉTRO : Les collégiens s'endettent davantage – Jeudi 02 novembre 2006

Les collégiens s'endettent davantage

PRÈS DE six étudiants universitaires sur dix ont terminé leurs études de premier cycle avec une dette moyenne de 24 047 \$ en 2006, selon un rapport de la Fondation canadienne des bourses d'études du millé-

naire. Le niveau d'endettement des étudiants universitaires demeure stable depuis plusieurs années, mais que celui des finissants collégiaux a augmenté. Selon le rapport intitulé Dette des étudiants : ten-

dances et conséquences, environ 44 % des étudiants des collèges avaient accumulé plus de 10 000 \$ de dette en 2006, même s'ils ne peuvent espérer des revenus semblables à ceux des diplômés universitaires. MÉTRO

FONDATION CANADIENNE DES BOURSES DU* MILLÉNAIRE : Nouvelles : La dette d'un étudiant de premier cycle universitaire s'élève désormais à 24 000 \$ - Celle des étudiants du niveau collégial augmente - Le 1 novembre 2006

Montréal – Près de six étudiants universitaires sur dix ont terminé leurs études de premier cycle avec une dette moyenne de 24 047 \$ en 2006, selon un rapport de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire.

Publié aujourd'hui sous le titre [Dette des étudiants : tendances et conséquences](#), le document révèle que le niveau d'endettement des étudiants universitaires demeure stable depuis plusieurs années, mais que celui des finissants collégiaux a augmenté. Environ 44 % des étudiants des collèges avaient accumulé plus de 10 000 \$ de dette en 2006, même s'ils ne peuvent espérer des revenus semblables à ceux des diplômés universitaires.

Cette mauvaise nouvelle est toutefois atténuée par les résultats d'une autre étude, publiée récemment par la Fondation. [L'Impact des bourses : endettement et persévérance](#) conclut que l'aide financière non remboursable, en lieu des prêts, stabilise les niveaux d'endettement et encourage les étudiants à compléter leurs études postsecondaires.

« Ces deux rapports démontrent que le Programme de bourses générales du millénaire a un effet positif sur le taux de réussite des

étudiants qui doivent emprunter pour financer leurs études supérieures », affirme Joseph Berger, agent, Politiques et recherches du Programme de recherche du millénaire.

« Pour demeurer compétitif, le Canada doit accroître le niveau de participation de sa population aux études postsecondaires et ne pourra y parvenir qu'en limitant la croissance de l'endettement pour éviter qu'elle n'encourage les étudiants à abandonner leurs études ou devancer leur entrée sur le marché de l'emploi », précise Norman Riddell, directeur exécutif et chef de la direction de la Fondation.

La Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire est un organisme privé et indépendant, créé en vertu d'une loi du Parlement en 1998. Son mandat consiste à encourager les étudiants canadiens à faire preuve d'excellence et à poursuivre des études postsecondaires. Chaque année, la Fondation distribue environ 350 millions de dollars en bourses générales et d'excellence. À ce jour, elle a octroyé près de 700 000 bourses pour une valeur cumulative de deux milliards de dollars.

Monde étudiant : cégeps, universités, ...

LE SOLEIL : L'Université Laval établira bientôt un campus à Montréal - Le jeudi 09 nov 2006

Daphnée Dion-Viens

L'Université Laval lorgne du côté de Montréal afin d'y établir un nouveau campus. La direction veut faire l'acquisition d'un édifice pour y rassembler l'ensemble de ses activités dans la métropole, où elle offre des cours depuis... plus de 25 ans.

Le Soleil a appris qu'une offre d'achat a été déposée il y a un mois pour faire l'acquisition d'un édifice de six étages situé au 7400, boulevard Saint-Laurent, à Montréal.

L'Université Laval y loue déjà des locaux pour offrir au moins trois des sept programmes crédités disponibles dans la métropole.

En entrevue, le recteur Michel Pigeon a indiqué qu'une telle acquisition permettrait de développer davantage la présence de Laval à Montréal. «On veut s'y ancrer de façon permanente, dit-il. Devenir propriétaire nous permettrait d'avoir beaucoup plus d'adaptabilité.»

M. Pigeon n'a toutefois pas voulu commenter l'offre d'achat qui implique d'autres partenaires, a-t-il précisé. L'édifice, appartenant aux Clercs de Saint-Viateur, est évalué à 12 millions \$ selon le rôle d'évaluation foncier de la Ville de Montréal.

Mais la transaction n'est pas pour demain. Le père Alain Ambeault, impliqué dans le dossier, a indiqué au *Soleil* que la première offre d'achat a été refusée. «Au départ, la maison n'est pas à vendre», explique-t-il.

Le terrain de jeu s'agrandit

L'Université Laval est loin d'être la seule à vouloir étendre ses activités (voir encadré).

L'Université du Québec à Rimouski est présente à Lévis depuis 25 ans et l'Université de Sherbrooke a aussi des campus à Longueuil, à Saguenay et à Moncton.

Dans le contexte de sous-financement, la compétition est féroce et les institutions rivalisent pour attirer davantage d'étudiants.

«Les universités n'ont pas de terrain de jeu déterminé, explique Michel Pigeon. L'Université Laval peut offrir des services partout sur le territoire, dans des créneaux particuliers, là où elle se démarque.»

Parmi les programmes offerts à Montréal, on retrouve un baccalauréat en sciences et technologie des aliments et une maîtrise en gestion et développement des organisations.

Plus de programmes

La liste des programmes disponibles s'est allongée au cours des cinq dernières années.

Au moins 825 étudiants étaient inscrits, en 2005-2006, à un programme de l'Université Laval à Montréal.

Des activités en formation continue sont aussi offertes, non seulement à Montréal, mais aussi dans plusieurs autres régions du Québec.

Les universités hors de leur ville

Université de Montréal

Cours offerts à Québec, campus à Longueuil, à L'Assomption, à Laval (ville) ainsi qu'à Saint-Hyacinthe (en médecine vétérinaire)

Université de Sherbrooke

Cours offerts dans plus d'une cinquantaine de villes (Québec, Laval, Granby, etc.)

Campus à Longueuil, à Saguenay et à Moncton

Université du Québec à Montréal (UQAM)

Campus à Pointe-Claire, à Laval (ville), à Longueuil ainsi qu'à Terrebonne

Université du Québec à Rimouski (UQAR)

Cours offerts dans une quinzaine de villes (Gaspé, Rivière-du-Loup, Baie-Comeau, etc.)

Campus à Lévis

Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)

Campus à Québec, à Victoriaville, en Beauce, à Drummondville, à Saint-Hyacinthe, à Sorel-Tracy, à Varennes et à Joliette

Université du Québec en Outaouais (UQO)

Campus à Mont-Laurier, à Maniwaki et à Saint-Jérôme

Les universités McGill et Concordia concentrent leurs activités à Montréal.

LE SOLEIL : L'université Laval à la croisée des chemins : le financement au bout du rouleau – Jeudi 09 novembre 2006



Daphnée Dion-Viens
ddv@lesoleil.com

Dans un contexte de sous-financement, l'Université est arrivée à un «point critique» de son développement, reconnaît Michel Pigeon. Un «important coup de barre» doit être donné si Laval veut demeurer une grande université, affirme de son côté la Commission d'examen des processus de gestion à l'Université Laval (CEPGUL).

«On fait des miracles, mais ça ne durera pas longtemps», dit le recteur. Le financement d'Ottawa en éducation et l'augmentation des subventions provinciales demeurent les clés pour rétablir la santé financière de l'institution, ajoute-t-il.

Avec un déficit accumulé de 123 millions\$, Laval est la championne de l'endettement au Québec.

M. Pigeon estime que le rétablissement des transferts fédéraux au niveau de 1994 — c'est-à-dire 2,2 milliards\$ — représente un «rêve réaliste». La «première priorité», une fois cet argent en poche, est l'embauche de professeurs, indique-t-il. Ensuite, l'achat de livres pour la bibliothèque.

Afin de mettre un baume sur les finances des universités, M. Pigeon se prononce par ailleurs pour le dégel «intelligent» des droits de scolarité. L'indexation des frais rapporterait 87 millions\$ de plus dans les coffres des établissements québécois. M. Pigeon estime que pour chaque dollar supplémentaire investi par les étudiants, le gouvernement provincial devrait en verser autant.

Le financement de la recherche par le secteur privé peut aussi être une avenue «extrêmement

intéressante», ajoute M. Pigeon, à condition de l'encadrer correctement. L'entreprise privée ne pourra toutefois pas remplacer «les vraies sources de financement», c'est-à-dire les subventions gouvernementales. «Le privé n'embauchera pas de professeurs», illustre M. Pigeon.

Le recteur n'est pas le seul à se préoccuper de la santé financière de l'institution. Inquiet, le conseil d'administration a mis sur pied l'autonomie de la Commission d'examen des processus de gestion à l'Université Laval, chargée de proposer des modes de gestion plus efficaces.

La CEPGUL a déposé son rapport final à la fin septembre. Une véritable «sonnette d'alarme», selon son président, Pierre Delisle. «Pour nous, la question financière doit être le grand chantier de l'université pour les années à venir», dit M. Delisle, avocat et membre ex-terme du c.a. (...) Il y a le feu dans la maison mais on ne sent pas que cette urgence est partagée par la communauté universitaire.»

Le verdict de la commission n'est pas un constat de mauvaise gestion, précise M. Delisle. «L'université est bien gérée, il s'agit plutôt de la doter de directives claires assorties d'objectifs quantifiables à atteindre», explique-t-il.

Parmi les recommandations de la CEPGUL, mentionnons l'établissement d'un plan de résorption du déficit, la mise en place d'un mode de gestion «moderne» des ressources humaines et une révision des instances dirigeantes.

La direction de l'Université a jusqu'en février prochain pour indiquer comment elle entend répondre aux recommandations formulées par la Commission.

Pour consulter le rapport de la CEPGUL : www.ulaval.ca/epg/greffes/officiels.html

Un campus davantage ouvert sur la ville

S'il y a une initiative du recteur qui fait l'unanimité, c'est bien celle-ci. Michel Pigeon a fait du réaménagement du campus un « élément-clé » de son mandat, afin de faire de Laval une université « ouverte sur la ville ».

Peu de temps après son arrivée en 2002, M. Pigeon mettait sur pied la Commission d'aménagement du campus (CAMUL). Après consultation, un nouveau plan d'aménagement a été élaboré. Le

dernier avait été conçu... dans les années 50.

Une des premières réalisations concrètes sera le développement du secteur de la rue Myrand (projet connu sous le nom de PACTE Myrand), dont les détails seront dévoilés au cours des prochaines semaines. Un véritable quartier sera créé, avec 1500 logements pour étudiants et familles, auxquels viendront se greffer de petits commerces. « Je veux que ce campus

change, qu'il appartienne aux gens. Il faut en faire un milieu de vie plus vivant », dit M. Pigeon, qui veut éviter qu'étudiants et professeurs désertent les lieux après 17 h.

Un meilleur arrimage entre le campus et la ville demeure donc la priorité. Mais pas question d'éventrer le campus, en reliant par exemple les boulevards Hochelaga et René-Lévesque. « Laval n'est pas l'UQAM. Il faut préserver cet espace », dit celui qui

rêve aussi d'une maison internationale sur le campus.

Le remodelage du campus est loin de s'arrêter au secteur Myrand. M. Pigeon veut créer une Cité de l'innovation, le long de l'autoroute Robert-Bourassa, qui rassemblerait différents centres de recherche. Le futur supermarché-école pourrait représenter une des premières composantes de cette cité.

« On veut rassembler des industries de la recherche et attirer

d'autres Héma-Québec (qui a construit son centre de recherche sur le campus) », explique le rec-

Michel Pigeon souhaite créer une Cité de l'innovation

teur. Et pourquoi pas envisager la construction d'un hôtel dans ce secteur pour accueillir nos invités ? ajoute-t-il. *Daphnée Dion-Viens*

LE SOLEIL : L'université Laval à la croisée des chemins : le style Pigeon – Jeudi 09 novembre 2006

Où se situe l'Université Laval? Quelques chiffres

Université	Nombre d'étudiants en 2002	Nombre d'étudiants en 2005	%
de Sherbrooke	17 986	20 353	+13
de Montréal	37 689	40 592	+7,7
UQAM	37 875	39 702	+4,8
McGill	29 681	30 859	+3,9
Laval	35 206	36 097	+2,5

Note : comprend les étudiants à temps plein et à temps partiel. SOURCE : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT (MELS)

→ **Palmarès des universités : Laval se maintient** Le controversé palmarès du magazine *Maclean's* accorde à l'université Laval le 8^e rang de sa catégorie (sur 15), soit le même score que l'an dernier. Elle est dépassée par l'Université de Sherbrooke (7^e rang) et l'Université McGill (1^{er} rang). En 2004, Laval occupait plutôt le 11^e rang.

→ **Subventions de recherche en baisse** L'Université Laval a perdu des plumes, selon le dernier palmarès établi par la firme Research InfoSource. Depuis 2000, Laval occupait le 5^e ou 6^e rang, mais elle est passée au 9^e rang en 2005. Ce palmarès des universités est basé uniquement sur les revenus de recherche, qui sont passés de 280 à 230 millions, de 2004 à 2005.

→ En termes de nombre de chaires de recherche au Canada, l'Université Laval se situe au 6^e rang.

Le style Pigeon

Avril 2002. La course au rectorat est un échec. En raison d'un nombre élevé de votes nuls, aucun des deux candidats n'obtient la majorité. François Tavenas, le recteur sortant, et son rival, Pierre Moreau, annoncent par la suite qu'ils se retirent de la course. Lors de la reprise de l'élection l'automne suivant, le doyen de la faculté de sciences et génie, Michel Pigeon, se présente. Il se fait élire avec une mince majorité. L'Université est divisée.

« Il fallait d'abord que je traverse l'intérieur de la communauté universitaire, parce qu'il y avait des choses à réparer, des liens à ressouder », dit-il. Nouveau recteur, nouveau style. Alors que certains ont reproché à son prédécesseur, François Tavenas, de s'occuper davantage de la communauté régionale que de son université, Michel Pigeon a voulu être plus présent sur le campus.

Tournée des facultés, lettre à la communauté universitaire, rencontres mensuelles avec étudiants et professeurs. Même si M. Pigeon ne fait pas l'unanimité, plusieurs professeurs consultés par *Le Soleil* apprécient l'effort. « Je suis assez enchanté, lance Michel Dorais, professeur à l'École de travail social. Il participe

aux instances de l'Université, il est près des gens. C'est sa force. » Une de ses collaboratrices lors de la course de 2002, la professeure Marianne Kugler, parle d'un style de gestion plus « consensuel ».

Selon la CADEUL, l'association des étudiants de premier cycle, Michel Pigeon s'est en effet montré à l'écoute. « Mais cette volonté d'ouverture ne s'est pas nécessairement traduite par du concret », précise son président, Nicolas Fontaine.

Certains reprochent aussi à Michel Pigeon de manquer de leadership, sans être prêts à le dire publiquement. « Disons qu'il n'a pas laissé sa marque de façon flamboyante », affirme un professeur, qui comme d'autres collègues a requis l'anonymat.

De son côté, la Commission d'examen des processus de gestion (CEPUGL) rapporte des commentaires fréquents « comme « Vers où se dirige l'université? », entendus lors de ses consultations auprès de la communauté universitaire. Martin Courval, président du Syndicat des chargés de cours, considère quant à lui qu'un leadership discret « ne veut pas dire que les réalisations ne se font pas ». Sur la scène régionale, certains reprochent à M. Pigeon de ne pas



Michel Pigeon refuse le rôle de « vedette » qui s'exprime sur tous les dossiers régionaux. — PHOTO LE SOLEIL / JOCELYN BERNIER

prendre toute la place qui lui revient. Le recteur estime quant à lui que l'Université Laval s'est ouverte comme jamais à la région — et au monde entier — au cours des dernières années.

Il décline toutefois le rôle de « vedette » qui s'exprime sur la place publique à propos de tout et de rien en refusant, par exemple, de se prononcer sur le projet Itabaska. « Je ne peux pas intervenir publiquement sur des sujets que je ne connais pas. (...) Je dois plutôt m'assurer que l'Université joue son rôle dans la communauté. Je ne suis pas l'Université », dit M. Pigeon. *Daphnée Dion-Viens*

Formation : l'avenir est « à la carte »

Le monde change et l'université doit s'adapter. Pour y arriver il faut développer la formation continue, qui pourrait représenter jusqu'à 50 % des activités de formation de l'Université Laval en 2050, estime son recteur. Michel Pigeon privilégie, dans ce cas, la formule « à la carte ».

« On doit adapter notre formation à des besoins nouveaux, à des problématiques nouvelles et à des gens qui pensent différem-

ment », affirme celui qui est arrivé en poste en 2002.

« Un jour, la formation sera comme l'achat de n'importe quel bien. Aujourd'hui, si vous arrivez à l'université le 13 novembre en disant "J'aimerais suivre ce cours-là", on vous répond que les cours commencent en janvier. Je rêve qu'avec les nouvelles technologies, de plus en plus le système s'éclate et devienne ouvert aux gens. »

La formation continue représente, en 2005-2006, 13 % des activités de formation de l'Université (environ 9000 étudiants inscrits). M. Pigeon indique que le développement de la formation à distance progresse encore plus rapidement, puisque les objectifs sont déjà atteints aux deux tiers.

Cette importance accordée à la formation continue suscite toutefois des inquiétudes dans les rangs syndicaux.

Le Syndicat des professeurs de l'Université Laval (SPUL) se dit « préoccupé » par la question, même s'il n'a pas encore pris position officiellement.

De son côté, le Syndicat des chargés de cours (SCCUL) est méfiant. « Quelle assurance a-t-on que Laval ne se transformera pas en TELUQ (l'université à distance de l'UQAM) ? demande son président, Martin Courval. Et qu'en sera-t-il de la qualité de la

formation ? (...) Ça peut être payant, mais ça fait peur aussi. »

M. Pigeon reconnaît que la formation continue peut être perçue comme « dérangement » par certains professeurs. Il reste toutefois convaincu qu'il s'agit de la bonne direction.

« La qualité, on y tient, assure-t-il. (...) C'est la flexibilité et l'adaptabilité dans l'offre de formation qu'il importe de développer » *Dorothée Dion-Vivier*

LE SOLEIL : L'université Laval à la croisée des chemins : Chronique : Un recteur sans leadership, par François Bourque – Jeudi 09 novembre 2006

Pour joindre notre chroniqueur : fbourque@lesoleil.com

François Bourque

Un recteur sans leadership



**« UNE ÉTOILE MORTE »,
LANCE UN DÉTRACTEUR.
ON VOIT ENCORE LA LUMIÈRE,
MAIS IL NE SE PASSE
PLUS RIEN**

ean-Guy Paquet a ouvert l'Université sur l'entreprise; Michel Gervais a développé la recherche; François Tavenas, l'international.

Que retiendra-t-on de Michel Pigeon, outre le souvenir d'un gestionnaire studieux marchant dans des sentiers battus par d'autres ?

Le professeur de béton manque de coffre, n'arrive pas à transcender la gestion courante, à dire avec force et clarté ce qu'il veut faire de cette université.

Question de style, mais aussi de vision. « Une étoile morte », lance méchamment un détracteur. On voit encore de la lumière, mais il ne se passe plus rien.

Michel Pigeon est discret, peu présent dans les débats qui font la vie de Québec. On le voit peu sur les tribunes politiques, dans les cercles d'affaires et les événements mondains. À Québec, ça ne pardonne pas. Il ne fait pas partie de la *gang*. Dans les coulisses, on le raille, le critique, l'assassine. Ce ne sont pas seulement des conflits d'affinités personnelles. Il y a autre chose.

C'est peut-être injuste d'être ainsi victime des perceptions, des oui-dire et

des rumeurs larvées, mais c'est la réalité: Michel Pigeon n'est pas le leader régional stimulant qu'ont été les autres recteurs avant lui. C'est un secret de polichinelle. Des gens d'affaires et des personnalités cherchent une candidature de prestige pour affronter Michel Pigeon le printemps prochain. Des noms? Alban d'Amours, du Mouvement Desjardins; John Porter, du Musée des beaux-arts de Québec; Pierre Moreau, président de l'Université du Québec. Personne n'a encore dit oui. Alors, les recherches se poursuivent.

« On me reproche de ne pas être le défenseur de projets », perçoit M. Pigeon. Mais le recteur n'a « pas une fonction politique ». « Je ne recherche pas les projecteurs. Vedettariat et visibilité ne sont pas le rôle du recteur. » Mal aimé, il avoue ne pas connaître le fonctionnement des médias. Ce qui n'aide pas, il a l'épiderme sensible et blâme volontiers ceux qui osent poser un regard critique sur son université.

Que le recteur Pigeon n'ait pas bonne presse ou ne fasse pas l'unanimité n'est pas un problème.

Ce qui est devenu un problème, c'est que l'image de l'Université commence à en souffrir. La perception se répand que Laval stagne ou recule. Vrai ou faux? Il faut juger l'arbre à ses fruits,

suggère Michel Pigeon.

Justement. Les indicateurs ne donnent pas tous des bonnes nouvelles. Laval vient de chuter du cinquième au neuvième rang canadien pour les subventions de recherche.

Elle est la plus endettée des universités québécoises; sa campagne de financement, lancée il y a sept ans, n'aboutit pas.

Les dollars investis en recherche à Laval génèrent moins de résultats que la moyenne canadienne, moins de licences, moins d'entreprises pour commercialiser les découvertes.

Il faut être prudent avec les chiffres. Il y a des cycles dans l'octroi de subventions, des aléas dans la capacité à faire fructifier les recherches. Reste que le transfert technologique et scientifique n'est pas la force de Laval.

Évidemment, tout n'est pas la faute de l'Université. On connaît la tiédeur de cette région pour l'entrepreneuriat et pour le risque.

C'est précisément là qu'un recteur qui a du leadership, de la vision et de l'imagination peut faire une différence.

Le succès d'une université s'évalue aussi avec des critères difficiles à quantifier: la satisfaction de ses étudiants, la valeur des diplômes obtenus, l'empressement

des employeurs à courtiser ses finissants. La reconnaissance et la renommée. L'image donc.

On souhaite tous que l'Université Laval soit la meilleure possible. Pas seulement sur un terrain de football, mais dans sa capacité à former des citoyens et à animer la vie économique et intellectuelle de Québec.

On peut prendre plaisir à planter McGill 52 à 0 un samedi après-midi d'automne.

Mais là où ça compte vraiment, sur le terrain scolaire et de la recherche et du financement, on sait bien quelle université marque les touchés. Il faut pour cela un bon quart-arrière et un bon plan de match.



LES MEMBRES de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal ont manifesté devant le pavillon Roger-Gaudry de l'université. Ils demandent toujours l'abolition des frais technologiques de 4 \$ par crédit, soit environ 60 \$ par session. MÉTRO

LA PRESSE : Un million d'universitaires au Canada - Le mercredi 08 novembre 2006

Marie Allard

Le cap du million d'étudiants inscrits dans les universités canadiennes a été franchi pour la première fois en 2004-2005, a révélé hier Statistique Canada. Le Québec a connu une hausse de son effectif universitaire de 10,7% en cinq ans, loin derrière l'Ontario (+ 32,4%) et la moyenne canadienne (+19,7%).

Cette croissance - observée pour la septième année de suite - est surtout attribuable à l'augmentation du nombre de jeunes âgés de 18 à 24 ans. La double cohorte en Ontario (l'élimination de la 13e année en 2003 a fait qu'il y a deux fois plus de diplômés du secondaire) et la hausse du nombre d'étudiants étrangers sont d'autres facteurs expliquant l'engouement pour les universités canadiennes.

Un record de 75200 étrangers se sont inscrits dans les universités du pays, en 2004-2005, en hausse de 7,3% par rapport à l'année précédente. L'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec attirent 75% de ces étrangers. Malheureusement, ce nombre stagne au Québec, selon Statistique Canada. La moitié des étudiants internationaux sont originaires d'Asie, dont 50% de Chine.

Les hommes restent minoritaires à l'université, mais leurs inscriptions ont connu un gain de 2,3% par rapport à l'année précédente, ce qui est légèrement supérieur à la hausse de 2% des femmes. Le doctorat est encore leur fief, avec 54% d'inscriptions masculines, contre 61% il y a 10 ans.

Le gain le plus important est observé au doctorat, avec une hausse de 7,9% des inscriptions en un an, pour atteindre 34500. Les programmes favorisés sont en sciences sociales et en droit (13300 étudiants supplémentaires en un an). Au contraire, d'autres programmes reculent: l'éducation, les mathématiques, l'informatique, la science de l'information et les sciences humaines. La plus forte baisse est en éducation (baisse de 4200 inscriptions).

Les inscriptions à temps plein ont connu un bond de 27,7% en cinq ans au Canada. Malgré un gain de 19,8%, le Québec traîne la patte derrière la moyenne canadienne (+27,7%). Tant l'Ontario, que le Manitoba, l'Île-du-Prince-Édouard et la Colombie-Britannique ont fait mieux. C'est pire en ne tenant compte que du temps partiel: le Québec a connu une baisse de 1,6% des inscriptions en cinq ans, ce qui classe la province à l'avant-dernier rang canadien.

THE GAZETTE : University enrolment tops million : record student numbers – Wednesday, November 08, 2006

University enrolment tops million Record student numbers

SARAH SCHMIDT
CANWEST NEWS SERVICE

OTTAWA – Canadian universities now serve more than one million students, after seven consecutive years of record high enrolment.

The total surpassed a million for the first time in the 2004-05 academic year, according to data released yesterday by Statistics Canada. The rising numbers of foreign students and the growing number of young people known as the "echo boom" generation pushed total enrolment to 1.01 million registrants.

Women continue to outnumber men at universities (585,200, or 58 per cent, compared with 429,000, or 42 per cent), even though their enrolment increased at a slightly slower pace.

Enrolment in doctoral programs experienced the biggest one-year jump among degree programs – 7.9 per cent – to 34,500 students. This is the only area where men still outnumber women, but their dominance is also at risk in this prestigious club.

In 2004-05, men made up 54 per cent of students pursuing a PhD, compared with 61 per cent a decade earlier.

Still, there are persistent gender patterns in traditionally male-dominated fields. Of the 86,500 students enrolled in architecture, engineering and related technologies, 67,300 were men – 78 per cent of all students in these programs.

And men made up 78 per cent of all students enrolled in mathematics and computer and information sciences – 29,900 of 40,900 students.

Women, meanwhile, dominate the field of education. Statistics Canada reports. Of the 72,600 students in the field, 55,100, or 76 per cent, were women.

These are "very stereotypical roles," said Monique Frize, a biomedical engineering professor at Carleton University and a long-time advocate of women studying engineering, science and technology. "When my career began in 1989, I really thought that in 20 years (women) would be at 35 or 40 per cent."

Demographic trends are an important factor in enrolment growth at universities, the data show. Enrolment of students age 18 to 24 increased by 2.9 per cent from the previous year, to over 654,000. They accounted for 64 per cent of all students in 2004-05, up from 59 per cent 10 years earlier.

Another contributing factor is foreign students. They represented about one-quarter of the growth in total enrolment from the previous year and made up 7.4 per cent of all students, nearly double the proportion in 1994-95.

LA GROGNE S'INSTALLE À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL



- photo Rogerio Barbosa

Pour la deuxième fois depuis le début de la semaine, les étudiants de l'Université de Montréal ont manifesté, hier, devant le pavillon principal pour exiger l'abolition des frais technologiques de 4 \$ par crédit, soit environ 60 \$ par session. Selon les étudiants, les justifications quant à l'imposition de ces frais imposés aux étudiants sans l'appui de la communauté universitaire semblent de plus en plus douteuses. Ils ajoutent qu'aucun projet tangible de développement n'a été proposé lorsque ces frais ont été exigés.

24 HEURES : Étudiants – Mercredi 08 novembre 2006

ÉTUDIANTS Des milliers d'étudiants de tout le pays se sont rassemblés, hier, devant le parlement à Ottawa. Ces membres de l'Alliance canadienne des associations étudiantes ont dévoilé une carte géante constituée de milliers d'encarts représentant les étages que les étudiants doivent franchir dans leur cheminement d'études postsecondaires. Ils réclament du financement de la part du gouvernement canadien. (JCG)

MÉTRO : L'UDM impose des frais « techno » - Mardi 07 novembre 2006

L'UdeM impose des frais « techno »

UNIVERSITÉ Les étudiants de l'Université de Montréal ont dénoncé, hier, l'imposition de nouveaux frais « technologiques », qui atteignent 60 \$ par session. Les budgets alloués aux technologies de l'information ont cependant subi une coupe de 7 %, l'équivalent de 1,3 M\$, affirment-ils. *pc*



PHOTO CLAUDE RIVEST

■ Les étudiants ont participé à une loterie où tout le monde perd.

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL | FRAIS TECHNOLOGIQUES

Les étudiants opposés

Une nouvelle loterie étudiante, où tout le monde perd, a distribué des factures et des frais d'études à une vingtaine d'étudiants de l'Université de Montréal, hier midi.

JEAN-PHILIPPE PINEAULT

Le Journal de Montréal

L'activité symbolique visait à dénoncer les nouveaux frais « technologiques » qui sont imposés aux étudiants de l'établissement. Invités à tourner la « roue de la malchance », des étudiants ont remporté tour à tour des notes salées.

L'Université de Montréal réclame depuis le début de la session quatre dollars

supplémentaires pour chaque crédit octroyé. Pour un étudiant à temps plein, cela représente une somme supplémentaire de 120 \$ par année qu'il doit déboursier.

« Avec la Loto Frais Techno, on voulait montrer que les étudiants perdent à chaque coup », a expliqué Jonathan Plamondon, secrétaire général de la Fédération des associations étudiantes de l'Université de Montréal (FAECUM).

Les étudiants s'opposent à ces frais qui, selon eux, servent en grande partie à éponger le déficit de l'établissement.

« Ces frais servent à consolider des services qui ont été fragilisés par les coupures et à développer des technologies », a défendu Guy Breton, vice-recteur exécutif.

24 HEURES : Les frais technologiques irritent les étudiants de l'université de Montréal – Mardi 07 novembre 2006

Les frais technologiques irritent les étudiants de l'Université de Montréal

24 Les nouveaux frais technologiques imposés par l'Université de Montréal provoquent de l'urticaire chez les étudiants. Ces nouveaux frais atteignent 60 \$ par session et doivent, selon la direction de l'institution, servir au développement des technologies de l'information.

La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal ne voit pas les choses du même œil. Chiffres à l'appui, elle révèle que la direction a réduit d'environ 7 % les

budgets alloués aux technologies de l'information. Il s'agit d'une diminution de 1,3 million \$.

« Une manifestation aura lieu demain devant le pavillon principal de l'Université de Montréal. »

Selon la FAECUM, les nouveaux frais permettront à l'Université de Montréal de récolter environ 4,3 millions \$ auprès des étudiants. La fédération étudiante soutient que cette somme ne servira qu'à combler la com-

pression de 1,3 million \$ et payer l'augmentation annuelle des coûts informatiques, qui s'élève à trois millions de dollars. Les étudiants accusent la direction de se servir des étudiants pour financer le déficit de l'université. Dans cette foulée, la FAECUM demande à la direction de retirer ces nouveaux frais et d'entamer un dialogue sur cette question. Le recteur Luc Vinet doit sortir de son mutisme, espère le secrétaire général de la FAECUM, Jonathan Plamondon. (JCG)



- photo Rogério Barbosa

Les étudiants de l'Université de Montréal jouent à la loterie Vinet, ainsi nommé en l'honneur du recteur.

CYBERPRESSE : Des étudiants manifestent à Ottawa - Le mardi 07 novembre 2006

Ottawa



Des leaders étudiants de tout le pays se rassembleront à 10h ce matin sur la colline du parlement à Ottawa. Ces membres de l'Alliance canadienne des associations étudiantes dévoileront une carte du Canada visant à démontrer que, pour les étudiants canadiens, l'éducation est une priorité nationale. Cette carte géante sera constituée de milliers d'encarts illustrant des empreintes de pieds, représentant les étapes que les étudiants doivent franchir dans leur cheminement d'études postsecondaires.

Pour le directeur national de l'Alliance, Philippe Ouellette, l'accès à l'éducation postsecondaire demeure parsemé d'embûches. Les étudiants font valoir que beaucoup d'étudiants qui fréquentent des établissements d'enseignement postsecondaire le font au prix de grands sacrifices.

MÉTRO : Pour des cégeps écolo – Jeudi 02 novembre 2006

Pour des cégeps écolos

Les étudiants de 18 cégeps se sont mobilisés, hier, pour promouvoir l'adoption obligatoire d'une politique institutionnelle verte dans tous les cégeps.

Ce projet de politique-cadre, présenté au gouvernement par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), est soutenu par divers organismes tels que Greenpeace, Équiterre et Environnement JEUnesse (ENJEU).

Depuis deux ans, la FECQ et ENJEU s'efforcent d'engager les cégeps dans la voie du développement durable. Pour ce faire, ENJEU a mis au point la certification Cégep vert en 2004. À l'heure actuelle, 13 établissements ont obtenu cette certification.

Toutefois, certains cégeps sont encore à la traîne. Selon Laurence St-Denis, coordinatrice des Cégeps verts, 30 % d'entre eux n'ont pas encore



JAMIL AUCLAIR, comme plusieurs autres étudiants, porte le brassard vert en signe d'appui à la cause.

de politique environnementale. La «gestion verte» reste une initiative locale, prise par les professeurs et les élèves. Or, «les cégeps sont déjà soutenus et il leur est difficile d'investir de l'argent dans ce type de projet», affirme Geneviève Bond-Roussel, représentante de l'Association générale des étudiants du collège de Rosemont. D'où la demande d'un engagement tri.

NATHALIE HAGGAR